

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
CRISE ÉCONOMIQUE DE 1920
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 31 Mai à 15 heures 30

PAR

S. ARWAS

Diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques

Président : M. Germain MARTIN.

Suffragants : MM. TRUCHY, Professeur,
HITIER, Professeur.

PARIS

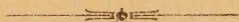
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1923

**LA CRISE ÉCONOMIQUE DE 1920
EN FRANCE**

Thèses de Doctorat



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
CRISE ÉCONOMIQUE DE 1920
EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le 31 Mai à 15 heures 30

PAR

S. ARWAS

Diplômé de l'Ecole Libre des Sciences Politiques

Président : M. Germain MARTIN.

Suffragants : MM. TRUCHY, *Professeur.*
HITIER, *Professeur.*

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 49

1923

A MES CHERS PARENTS :

Témoignage d'affection et de reconnaissance.



AVANT-PROPOS

Après l'armistice, il y eut un essor relatif dans les affaires; il y eut un relâchement dans la limitation des dépenses des particuliers, alors que les Gouvernements continuaient sur une vaste échelle. Il y eut une certaine reprise dans les échanges internationaux.

— La hausse des prix, la désorganisation des changes, la lenteur de la reconstitution économique de certaines parties de l'Europe, l'appauvrissement des peuples, la carence de la Russie comme centre de ravitaillement, la continuation de l'état de guerre en Russie et en Asie, la fermentation sociale, des menaces de révolutions, ont formé un ensemble de facteurs défavorables, qui ont déclenché la crise en mai 1920.

Les causes, comme on le voit, ne sont pas spéciales à la France. Elles sont universelles. On les trouve partout : aux Etats-Unis, au Japon, en Chine, aux Indes, en Argentine, en Italie, en Allemagne, en Angleterre comme en France. Le monde entier en souffre, les pays où règne le libre échange comme ceux où sévit la protection, les pays bien gouvernés comme ceux qui sont mal gouvernés. Il pleut sur le juste comme sur l'injuste. Les pays socialistes sont atteints comme les pays individualistes.

La guerre a coûté 40 milliards de livres sterling, 15 milliards de destructions, 10 millions de morts, 10 millions de mutilés. Elle a profondément bouleversé les conditions préexistantes. Elle a isolé les marchés, rompu le réseau de

relations internationales qui avaient créé une solidarité entre les différents réservoirs de capitaux. Elle a transformé en débiteurs des pays qui jusque là étaient des prêteurs attitrés de capitaux. Elle les a obligés à chercher le concours de pays étrangers. Elle a prodigieusement grossi la dette dans tous les pays.

En résumé, la guerre a amené, dans chaque pays, de profonds changements dans la répartition des fortunes, et de grands bouleversements dans les courants commerciaux des nations. Il était donc facile, dès l'armistice, de prévoir qu'on échapperait difficilement à une crise.

Nous nous proposons dans cette étude, d'analyser ce phénomène qui a déconcerté le monde entier par son intensité et son universalité.

La raison déterminante de choix de notre sujet est son actualité et son intérêt aux points de vue théorique et pratique.

Au point de vue théorique, le problème des crises économiques est un des sujets les plus controversés de l'Economie Politique.

Au point de vue pratique, il est de la plus haute importance pour les commerçants et industriels de savoir quel est le moment de l'arrivée ou de la fin de la crise ; on sait combien celle-ci entraîne de ruines et de faillites pour eux.

S. A.

PREMIÈRE PARTIE

Des Crises en général

CHAPITRE I

Généralités

Définition -- Classification -- Périodicité des crises

Généralités

Les crises économiques sont un phénomène propre au monde moderne et qui a surpris les économistes. Elles ont pris naissance dès le début du XIX^e siècle en Angleterre, qui était le pays le plus avancé dans le développement industriel. C'était un phénomène nouveau jusque là inconnu dans l'histoire, et qui par conséquent se manifestait très exactement comme lié au régime de la grande industrie, de l'industrie moderne. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu, sous l'ancien régime, des crises, dont certaines avaient même été très graves, mais c'étaient des crises d'un caractère tout différent, c'étaient des crises naturelles et non économiques, des crises de disette agricole, qui tenaient à la mauvaise réussite des récoltes et à des calamités indépendantes de l'organisation sociale; c'étaient des crises de cherté, de famine. Ce sont précisément ces crises qui ont disparu à peu près complètement avec le progrès des communications qui assurent les approvisionnements.

Au contraire, les crises modernes qui apparaissent à partir du commencement du XIX^e siècle, ont des caractères très différents; d'abord ce sont des crises économiques, elles s'accusent par la dépression des prix; les produits à

un moment donné ne trouvent plus à se vendre, encombreant les magasins, regorgent sur les marchés. Cet état de surproduction, qui marque la phase initiale de la crise, détermine ensuite une période de stagnation et de sous production industrielle qui se manifeste par le licenciement d'une partie du personnel, par l'arrêt partiel des usines jusqu'au moment où la crise est conjurée.

A côté des crises spéciales qui éclatent encore de temps à autres, les grandes crises sont des crises générales qui ébranlent plus ou moins la totalité des branches d'industrie d'un pays, qui même généralement se répandent dans plusieurs pays, parfois même sur plusieurs continents.

Définition

On peut appeler crise économique toute diminution de l'activité commerciale et industrielle.

Les différents signes statistiques qui reflètent la vie économique, tels que les recettes de chemins de fer, les compensations, le mouvement des échanges, les émissions, les constructions d'immeubles, ont une tendance à croître. Si au lieu d'augmenter, ils diminuent, c'est qu'il se produit dans l'organisme économique un trouble auquel on peut donner le nom de crise. Il convient de remarquer qu'une crise est toujours accompagnée d'une baisse de prix.

La crise économique est donc une perturbation de la vie économique entraînant la perte des fortunes et des revenus, ou la ruine économique complète d'un grand nombre d'entrepreneurs.

La principale cause des crises économiques consiste en ce que la production et la circulation des richesses s'effectuent dans des entreprises indépendantes les unes des

autres, alors que la répartition des richesses est déterminée par des facteurs résultant de la vie économique de la société prise dans son ensemble. C'est la valeur d'échange des biens qui apparaît comme le facteur de la répartition sociale. Par conséquent, toute perturbation dans le processus normal de détermination des valeurs d'échange ou des modifications brusques du niveau des prix, entraînent des déplacements de revenus et de fortunes, et occasionnent des pertes matérielles à un certain nombre d'entrepreneurs. Donc les pertes qui affectent les entreprises économiques particulières sont ordinairement amenées par la chute des prix. Ces pertes elles-mêmes constituent la forme extérieure des crises économiques.

Classification des crises

D'après le caractère de la perturbation de la vie économique d'où découlent les pertes dans les entreprises particulières, on peut diviser les crises : en crise de surproduction ou en crise de spéculation.

Dans les *crises de surproduction*, la dépréciation des richesses survient du fait que leur production s'est accrue plus rapidement que la demande.

Les *crises de spéculation* sont l'effet d'une hausse exagérée des prix qui ne peut se maintenir longtemps dans les conditions données de la vie économique. La chute des prix, en survenant, provoque une modification de la répartition des fortunes et des revenus accompagnée des pertes pour les entreprises économiques particulières.

Les crises de surproduction et de spéculation ont entre elles beaucoup de points communs. Leur parenté se manifeste extérieurement par l'étroite liaison existant entre ces

deux types de crises. La spéculation prolongée sur les marchandises provoque tout naturellement la surproduction; de même l'animation de l'activité industrielle et commerciale engendre la spéculation. Il arrive même que la spéculation dans certains domaines, par exemple dans celui des valeurs de bourse ou des propriétés immobilières, provoque facilement une spéculation active dans le domaine de la production.

Ainsi les crises de surproduction et de spéculation se produisent ordinairement en même temps comme des manifestations complémentaires d'un seul et même processus. En fait, la surproduction comme la spéculation n'ont qu'une cause. Une conception exagérée de la demande, la tendance, à tirer profit du capital et la soif du gain, résultant surtout de la tendance à l'accumulation, telles sont les raisons fondamentales de ces deux types de crises.

La périodicité des crises fait particulièrement ressortir le fait qu'elles sont les conséquences inéluctables de la vie économique contemporaine.

Ces deux sortes de crises sont étroitement liées au développement cyclique de la vie économique contemporaine et constituent un stade déterminé de ce développement : c'est le court intervalle de temps qui s'écoule entre les périodes dites d'essor et de dépression, entre la période d'extension des forces productives, de capitalisation intensive et de prix élevés d'un côté, et la période de restriction de l'activité économique, de diminution de la capitalisation et des bas prix de l'autre.

On peut subdiviser les crises économiques d'après leurs relations extérieures, avec les différents domaines du processus de production.

Voici la classification faite par M. Bouniatian :

I. — *Crises économiques générales.*

II. — *Crises économiques spéciales.*

Celles-ci se subdivisent en :

1) *Crises des moyens de circulation.*

(a) Crise monétaire.

(b) Crise de crédit.

2) *Crises de circulation des valeurs, ou crises commerciales.*

(a) Crise de circulation des marchandises ou crise commerciale proprement dite.

(b) Crise de circulation du capital ou crise de bourse.

3) *Crises de production.*

(a) Crise industrielle.

(b) Crise agraire.

Les crises économiques générales atteignent le processus de production dans son ensemble et embrassent plus ou moins tous les domaines de la vie économique.

Les crises partielles ou spéciales se manifestent dans des domaines particuliers de la vie économique soit indépendamment, soit comme phénomènes partiels d'une crise économique générale.

Périodicité des crises

Les crises sont périodiques, elles affectent un rythme

régulier, paraissant à peu près tous les 8 ou 10 ans. Il ne peut évidemment pas s'agir ici de précisions rigoureuses. Cependant cette régularité est assez frappante pour qu'un économiste anglais ait crû pouvoir l'expliquer par l'existence de causes physiques, ce qui l'avait amené à expliquer les crises dans une théorie paradoxale, et aujourd'hui abandonnée, d'après les taches du soleil, dont l'intensité varierait à certaines périodes régulières, en moyenne tous les 10 ans. Cette intensité variable se manifesterait par une mauvaise récolte qui, elle-même, donnerait lieu à la crise.

Quoiqu'il en soit de cette théorie fantaisiste, les crises se placent à l'intersection d'une période de hausse et d'une période de baisse des prix. Si le mouvement de la production moderne affecte une variation ascendante, lorsqu'on examine la ligne générale de ce mouvement, on constate que cette ligne n'est pas cependant une ligne droite, mais une ligne ondulée qui offre alternativement des montées et des descentes, c'est-à-dire des périodes d'essor suivies de dépression ou inversement.

Ce caractère cyclique de la production a été particulièrement étudié par M. Aftalion dans son livre sur les crises économiques de surproduction. M. Aftalion étudie les composants de ce mouvement rythmique de la production, à savoir : rythme des prix, des salaires, de l'intérêt, du profit, du coût de production, même le rythme de la nuptialité ou de la criminalité, parce que ce rythme général de la production n'est en somme que la résultante de toute une somme de mouvements rythmiques particuliers.

On peut expliquer, assez facilement, que ce caractère cyclique soit inhérent à la production moderne : c'est qu'en effet, par voie d'oscillations continues, de réajustements

continuels, la loi de l'offre et de la demande tend, de façon permanente, à réaliser l'équilibre économique. L'équilibre économique, sous l'action de cette loi de l'offre et de la demande, s'établit, se rétablit sans cesse par une sorte de mouvement de balance, où le fléau, s'il a penché vers la gauche, se met à pencher vers la droite, et ainsi de suite.

La seule question que l'on puisse se poser c'est celle de savoir s'il est inévitable que la cadence de ce rythme s'accompagne de crises proprement dites.

Nous ferons, dans le chapitre suivant, un bref historique des grandes crises du XIX^e siècle. De cet historique se dégagent deux confirmations : en premier lieu celle de la périodicité, presque décennale des crises, en second lieu la confirmation du caractère spécifique du phénomène ; toutes ces crises présentent, en effet, un développement uniforme, tant en ce qui concerne la période d'essor qu'en ce qui concerne la période de crise à laquelle cette période d'essor aboutit, et qu'en ce qui concerne la période de dépression qui suit elle-même la crise.

Raisons qui amortissent les effets des crises

Les crises économiques, si elles n'ont pas cessé d'être un phénomène extrêmement douloureux, ne vont pas cependant jusqu'à l'écrasement complet, et il y a de cela un certain nombre de raisons apparentes.

La première c'est que dans toutes les branches de la production et dans tous les pays, la production s'accroît d'une manière parallèle, ce qui assure le fonctionnement régulier de la loi des débouchés formulée par Jean-Batiste

Say. Il en a été ainsi, tout au moins avant la guerre, et on a d'ailleurs une contre épreuve actuellement, en ce fait que l'arrêt à peu près complet de la vie économique en Russie et dans une partie de l'Europe centrale a causé, dans les conditions de la production universelle, une rupture d'équilibre, dans laquelle se trouve, au moins partiellement, l'explication de la crise présente.

En second lieu, l'élargissement du marché, par suite du progrès des voies de communication et des transports, s'il est à certains égards pour faciliter les erreurs de calcul de la part de producteurs, est, par contre, pour faciliter également le placement de leurs produits, de sorte qu'il porte en lui-même son remède, dans une certaine mesure.

En troisième lieu, le progrès de la richesse générale, l'influence de la richesse acquise, amortit également les effets des crises.

Il faut aussi tenir compte, en quatrième lieu, de l'importance des capitaux accumulés qui tendent à se porter, le cas échéant, d'un pays dans un autre, peuvent conjurer, tout au moins en partie les crises.

Enfin l'irrégularité de la production industrielle trouve un frein dans la réduction de la durée de la journée de travail, dans l'action des trusts, dont la politique, si elle est bien conduite, peut avoir sur la production et sur le mouvement des prix, une influence régulatrice et donner à ces entreprises une force de résistance que n'ont pas les autres pour traverser la période de tourmente. En effet, les crises agissent sur l'organisation de la production comme facteur de concentration industrielle et cela de deux façons : d'abord en quelque sorte d'une façon mécanique, en ce

sens, qu'elles constituent un moyen de sélection brutale qui balaie les entreprises les moins solides, ensuite, elles agissent aussi de façon systématique en ce sens que dans le dessein de prévenir la crise, ou tout au moins d'en conjurer les effets, les industriels sont amenés à se grouper, à se concerter et à unifier leur politique par voie d'entente.

CHAPITRE II

Brève esquisse des crises économiques depuis le début du XIX^e siècle

Crise de 1810

La première crise apparaissait en 1810. De 1806 à 1810, la production anglaise stimulée par l'ouverture de la Russie au commerce européen, par l'ouverture des ports du Brésil en 1808 aux navires de commerce anglais, par les débuts du mouvement d'émancipation des colonies espagnoles, qui éclate en 1809, prend un essor considérable; malgré le Blocus Continental, les négociants anglais exportent avec frénésie; les débouchés nouvellement ouverts exercent une séduction telle que c'est le moment où l'on expédie, par exemple, des patins au Brésil où l'on ne patine pas faute de glace; ou l'on envoie à Sydney des produits pharmaceutiques de quoi, dit-on, purger la population tout entière de la ville au moins une fois par semaine pendant cinquante ans. Tout à coup, en 1810, la hausse des prix s'arrête, et à la hausse succède la baisse; les faillites se succèdent à tel point que, d'après les témoignages contemporains, la moitié des commerçants auraient été emportés, et que la Banque d'Angleterre doit suspendre ses paiements.

Crises de 1815 et de 1818.

Nouvelles crises en 1815 et en 1818; celle de 1815 est

plutôt partielle, c'est une crise surtout agricole. Celle de 1818 fut une crise de crédit, due à une émission exagérée de papier monnaie.

Crise générale de 1825

En 1825, crise générale, d'ailleurs encore limitée à l'Angleterre. L'industrie anglaise, après s'être remise de ses secousses précédentes, a repris son essor; les capitalistes se portent en foule sur les placements industriels et en particulier sur les entreprises de mines sud-américaines; en 1825, l'Amérique du Sud s'est complètement émancipée de la domination espagnole, et c'est un phénomène considérable au point de vue du commerce international, puisqu'auparavant le commerce était interdit par le Gouvernement espagnol entre ses colonies sud-américaines et tous les autres pays, par application extrêmement rigoureuse du principe même du pacte colonial, qui réserve le monopole à la mère patrie. Dès l'émancipation de ces colonies, les capitalistes anglais se portent donc en foule vers les placements sud-américains, et en particulier sur les placements miniers. L'exportation anglaise dans l'Amérique du Sud double entre 1821 et 1825; sur le sol anglais, les canaux, les banques, les manufactures se multiplient; puis en 1825, effondrement subit; la demande des produits baisse, la banque est secouée par un krach, les industriels et les spéculateurs font alors appel au crédit de la Banque d'Angleterre qui est obligée de leur refuser. D'autre part, le chômage, la baisse des salaires aggravent la misère ouvrière et entraînent un certain nombre d'émeutes violentes.

Après 1825, subsiste pendant plusieurs années une période de dépression, pendant laquelle l'industrie anglaise

s'efforce de mieux s'adapter à la situation nouvelle créée par la baisse des prix, recourt par suite, aux perfectionnements de la technique, à tous les autres moyens de réduire son coût de production; c'est le moment où se réalise le triomphe définitif de la machine et où se généralise notamment l'emploi des machines dans le tissage; c'est le moment aussi, dans les fonderies où l'on procède à une révision minutieuse de l'outillage, où l'on met de côté tout l'outillage arriéré.

En 1830, la crise est à peu près liquidée, l'épargne reprend confiance, retourne aux placements industriels et principalement aux entreprises, aux premières entreprises de chemins de fer qui viennent de faire leur apparition.

Crise de 1836-1839

Nouvelle crise en 1839, qui à la suite de l'effondrement d'une spéculation effrénée à la hausse sur le coton en Amérique se transforme, en 1839, en une débâcle formidable, qui donne lieu à des insurrections ouvrières. La période qui suit est de nouveau une période de révision des coûts de production et des méthodes ouvrières; la métallurgie fait des progrès considérables; l'industrie des chemins de fer, en Angleterre et en France, absorbe des capitaux gigantesques; il s'ensuit d'ailleurs que la hausse des prix augmente et les compagnies se trouvent à court de capitaux avant d'avoir achevé les travaux projetés.

Crise de 1847.

D'où signal d'une nouvelle crise qui éclate en 1847 par les chemins de fer et qui se propage à la métallurgie et aux principales industries. Cette crise détermine une commotion

générale, qui est marquée, en Angleterre, par l'agitation ouvrière, par la recrudescence du chartisme et qui, en France, explique en grande partie la Révolution de 1848.

Crise mondiale de 1857.

En 1857, on assiste à la première crise mondiale touchant l'Angleterre, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis, etc. La période d'essor de 1852-57 est caractérisée, au point de vue de la production et de la consommation, par une croissance de la production et de la demande des moyens de production et des objets de consommation. En présence d'un essor aussi général de l'Economie mondiale et d'une augmentation considérable du stock monétaire, les prix ne pouvaient manquer de hausser. Au lieu d'une élévation lente et graduelle des prix, on assiste à un fond brusque de l'essor industriel et commercial, suivi de la baisse traditionnelle des prix. Cette baisse des prix ne tarda pas à avoir sa répercussion sur la circulation, tant internationale que nationale. Une crise de change et une crise de crédit intérieure d'une rare intensité et d'une étendue peu commune, ébranlèrent tout à coup, les grands centres industriels et commerciaux du monde entier. New-York, Londres, Paris, Hambourg, Brême, Leipzig, Copenhague furent atteints successivement.

Crise de 1866.

Nouvelle crise en 1866 intéressant surtout la France et l'Angleterre, due encore et surtout aux chemins de fer. Le 11 mai 1866, la faillite d'une grande maison de banque anglaise détermine dans le monde une telle panique, que

ce jour s'est perpétué sous le nom de « Black Friday » le sinistre vendredi.

Les crises après 1870.

Après 1870, le foyer des crises se déplace : jusque-là les crises avaient été essentiellement des crises anglaises, puis anglaises et françaises, avec naturellement des répercussions plus ou moins profondes sur les pays qui sont en relations de commerce avec ces deux nations. Mais à partir de 1870, l'évolution vers l'industrialisme, qui, jusque-là, avait été surtout anglaise et française, devient principalement américaine et allemande, et c'est dans ces pays que va se transférer le centre de dépression ; la crise visitera particulièrement l'Allemagne et les Etats-Unis. La France et l'Angleterre, désormais pourvues d'un outillage déjà puissant connaîtront des périodes de hausse et de dépression infiniment plus calmes.

Crise de 1873.

La crise de 1873 fut surtout américaine et allemande, sur les chemins de fer, la métallurgie, les mines, l'industrie textile, le bâtiment, etc. La France privée, par le paiement de l'indemnité de guerre, des capitaux qui eussent pu s'employer dans l'industrie fut, par contre, épargnée par la crise.

En Amérique, la fin de la guerre civile avait donné à l'industrie américaine une impulsion décisive ; les projets les plus fantastiques se faisaient jour, et trouvaient du crédit auprès des capitalistes. En présence d'une demande si pressante de moyens de production et d'objets de consommation, les prix ne pouvaient manquer de hausser. Ils

s'élevèrent en effet et même atteignirent en rien de temps des hauteurs vertigineuses. Comme toujours, les produits de l'industrie minière et métallurgique tenaient la tête du mouvement.

En présence de cette augmentation des échanges et des prix des marchandises, l'organisme de circulation ne pouvait faire moins que refléter l'activité générale des transactions et de la circulation des richesses. Le portefeuille des banques d'escompte et des banques d'émission progressait rapidement. A la Bourse, le papier le moins sûr y était recherché, parce qu'il offrait les plus fortes chances de plus-value. Toutes les classes de la Société étaient indistinctement entraînées dans la même fièvre de gain et de jeu. Il faut remonter au système de Law pour trouver dans l'histoire un vertige d'agiotage approchant de celui dont la Bourse de Vienne fut le terrain et le siège en 1872-73. C'était l'âge d'or pour les capitalistes propriétaires de valeurs industrielles. Chaque jour leur apportait la nouvelle de hausse de leur papier à la Bourse, chaque semestre la nouvelle d'une hausse de leurs dividendes. Les ouvriers enfin participaient à l'augmentation du bien-être général.

Dès le début de 1873, de mauvaises nouvelles commençaient à mal impressionner les milieux industriels et financiers, et la débâcle ne tarda pas à éclater.

A une période d'entreprise fiévreuse a succédé une période d'abattement et de profonde stagnation. L'appauvrissement était général, le luxe diminuait beaucoup, la consommation également. Le petit commerce, surtout le commerce de détail, souffrait cruellement de cette crise de la consommation. Le ralentissement de l'esprit d'entreprise, de la production, de la consommation, amenait une

baisse des prix. Elle fut énorme. La hausse avait été colossale, la baisse ne l'était pas moins. Cette baisse de prix dont l'année 1873 marque le point de départ devait être extrêmement longue et durer jusqu'en 1879.

Crises de 1882 et de 1884 (en France et en Amérique).

En 1877, la dépression a déjà atteint son point culminant aux Etats-Unis. En Europe, la reprise ne se dessine qu'en 1878-79. On assiste à un progrès lent, au lieu d'une de ces périodes d'activité intense prodromes des crises économiques.

L'industrie des moyens de production connaissait une phase de grande prospérité. En vertu de la solidarité économique des entreprises, l'industrie d'objets de consommation se trouvait par contre-coup vivifiée et elle faisait, elle aussi, un pas décisif en avant ; la consommation des textiles les besoins de logement s'accroissaient avec l'accroissement général de la richesse. Le luxe se répand avec l'augmentation des revenus et l'industrie de la soie en profite.

Les prix, devant une demande progressive, effectuaient un mouvement de hausse. Avec l'augmentation des quantités de marchandises produites et échangées et l'élévation de leurs prix, le portefeuille des grandes banques, et particulièrement en France de la Banque de France, s'accrut. Le taux d'escompte de la Banque de France s'éleva. Mais soudain la crise éclate. En France, krach de l'Union Générale. Comme toutes les crises antérieures, cette débâcle de l'esprit d'entreprise était marquée par la chute bruyante de l'une de ces banques qui font leur spécialité de servir d'intermédiaire entre l'épargne et l'industrie : l'*Overend Gurney* de 1866, la *Jay-Cooke* de 1873, fut en 1882 l'*Union*

Générale. La diminution de la production, de la consommation, de la demande de la très grande majorité des produits impliquait nécessairement la disparition d'un certain nombre de producteurs ou d'intermédiaires, et les ravages de la crise se produisaient par l'augmentation du nombre des faillites, par la diminution des échanges, par la baisse des valeurs exportées et importées dans les différents pays.

Crises de 1890 et 1893

En 1890, crise anglaise qui a sa répercussion en 1893 sur les Etats-Unis.

La crise de 1890 nous offre une particularité digne d'attention : essor bref et assez peu intense. Cet essor a son fondement dans les placements extérieurs et des exportations de marchandises corrélatives d'exportations de capitaux ; chez les nations plus jeunes, il a sa cause dans leur développement intérieur et leur accès à la civilisation. Les pertes effectuées dans les placements extérieurs furent, pour l'Angleterre, le signal de la crise de 1890. (Chute de la Maison Baring). La hausse des prix, de l'intérêt, des salaires avait fini par transformer en pertes les dividendes attendus des dernières entreprises créées en Argentine. A un esprit d'entreprise vif faisait place une méfiance générale.

Les Etats-Unis réussirent à prolonger leur essor au-delà de 1890, grâce au protectionnisme et à la frappe de l'argent, mais la crise éclate chez eux en 1893.

Crise de 1900

Enfin le siècle se termine en 1900 par une crise assez localisée, en Allemagne, où elle a pour point de départ le

développement exagéré des entreprises électriques. En 1895, les commandes commencèrent à affluer pour ne cesser de croître de 1896 à 1899. De là, un processus fiévreux de création et d'agrandissement des usines métallurgiques. Les profits s'accrurent et les dividendes augmentèrent. La hausse ne cessa de succéder à la hausse : hausse de la production, hausse des prix, hausse des salaires. Les traits généraux de l'essor de 1895-1900 sont l'accroissement de la production, l'agrandissement des usines, l'intégration, le développement du cartel. La crise débuta en Russie et la vague s'étendit peu à peu sur l'Europe entière. Au gain fait place la perte avec son cortège de mauvais génies : faillite, réduction de capital, chômage, etc. Ici comme ailleurs, on trouve toujours les mêmes phénomènes : surproduction, défaut de demande, baisse des profits.

Crise de 1907

En 1907, nouvelle crise aux Etats-Unis, aggravée par un système défectueux d'organisation bancaire ; cette crise atteint particulièrement les chemins de fer, la métallurgie et l'industrie électrique.

La répercussion de cette crise américaine s'est fait sentir sur toute l'Europe.

Crise de 1920

Ensuite, jusqu'à la période de déséquilibre dans laquelle on se trouve depuis la guerre, avec la hausse vertigineuse des prix, tout d'abord un arrêt de la hausse en 1921 et les symptômes très nets d'une crise qui, d'ailleurs, ne s'est pas traduite, du moins, en France, par un véritable effondrement.

CHAPITRE III

DESCRIPTION D'UNE CRISE

Toute crise est caractérisée par la succession de trois états :

- 1°) Les préliminaires de la crise : période d'essor;
- 2°) La crise elle-même;
- 3°) La liquidation de la crise : période de dépression.

Essor

L'ascension commence à la suite d'une période de dépression qui est caractérisée par le chômage, des prix bas et un taux d'intérêt minimum.

Il se produit un développement dans une certaine branche d'industrie; point de départ d'une reprise qui va s'étendre à l'ensemble du groupement économique. En 1920, c'est l'épargne dirigée dans deux directions : dans le sens de la production et dans le sens de la consommation, qui a déclenché le mouvement d'essor.

L'afflux de l'épargne vers l'industrie détermine toute une série de phénomènes : augmentation générale de la production, de la consommation, des prix; les échanges s'accroissent en quantité et en valeur. Le commerce extérieur, les recettes des chemins de fer traduisent très fidèlement tous ces phénomènes. Il y a une forte demande d'objets de consommation. D'autre part, l'industrie étend sa demande de matières premières, de produits demi-ouvrés, attire des ouvriers; tous les revenus augmentent, ce qui amène par

suite une demande accrue d'objets de consommation. Cette dernière demande entraîne la hausse des prix des objets consommables. L'accroissement de l'épargne productive, c'est-à-dire la demande de matières premières et de produits demi-ouvrés augmente. Dans ces industries de moyens de production, les revenus augmentent; elles s'étendent et deviennent à leur tour demandeurs de produits. Tout cela s'accompagne de la hausse générale des prix et d'une augmentation de l'épargne productive. La main-d'œuvre qui chômait et qui travaille augmente sa production et ses salaires, et fait augmenter la demande, etc.

C'est ainsi que graduellement on voit s'étendre les cycles des prix; la hausse de la demande entraîne la hausse des prix et l'accroissement de l'épargne. Ce sont des actions et des réactions. Le mouvement commence par la hausse de la demande des objets de consommation, et aboutit à l'accroissement de l'épargne. Ce qui caractérise cette période, c'est non seulement l'augmentation de la consommation, mais aussi la mise en train d'industries nouvelles. Il arrive alors un moment où la main-d'œuvre disponible est entièrement absorbée. Il y a un moment où l'ensemble de la force productive d'une nation est entièrement occupée; l'épargne ne peut alors que faire hausser les salaires et les prix en enlevant les ouvriers et les matières premières occupés. On assiste alors à une hausse très rapide des prix de gros des objets qui servent à la production, d'où hausse des prix de revient. On peut admettre qu'à ce moment l'épargne tend aussi à augmenter par rapport aux dépenses de consommation; la masse de l'ensemble du revenu net tend à donner une part plus grande à l'épargne qu'à la consommation.

Les usines en formation commencent à travailler et à produire; cette nouvelle production arrive sur le marché chargée d'un prix de revient élevé, elle augmente la masse des produits de consommation au moment où l'épargne est saturée. On assiste alors à un retournement brusque des prix. En 1920, il s'est fait en trois ou quatre semaines. Ce phénomène jusqu'ici n'est pas bien expliqué; il est difficile de voir comment se fait le désaccord entre la demande et l'offre. On peut l'expliquer par deux circonstances. A mesure que l'essor s'étend, le souci de créer des industries nouvelles augmente, ce qui a pour conséquence de faire hausser les prix et de diminuer la demande des produits.

Le deuxième fait c'est le retard qu'a la production sur la demande. Pendant la période d'essor, les salaires et les traitements augmentent, ce qui fait hausser la demande des produits; les nouvelles industries ne fournissent les produits qu'après un ou deux ans, ce n'est qu'alors qu'il y a afflux de produits nouveaux, mais comme les revenus des particuliers n'augmentent pas, on voit alors la baisse se produire.

Deux circonstances viennent s'intercaler dans ce mouvement de production et de consommation : la spéculation et les banques.

Le rôle de la spéculation consiste en ce que les industriels et les commerçants immobilisent leurs revenus en achats de stocks. La rapide élévation des prix entraîne cette création d'intermédiaires. De purs spéculateurs vont se procurer des crédits en banque pour se créer des stocks de produits, et leur action tend à augmenter les prix.

Les entreprises et maisons de commerce ne peuvent se passer des banques; celles-ci escomptent leurs effets de

commerce et leur font des avances à un ou deux mois. Les banques interviennent aujourd'hui comme intermédiaires inévitables qui permettent aux industriels de produire avant la consommation. Au fur et à mesure que la production se développe, les recours à la banque et les crédits nominaux s'élèvent puisqu'en même temps il y a hausse des prix et extension des affaires : la limite des crédits à faire sans imprudence par les banques est de plus en plus près d'être atteinte. Lorsque les banques s'aperçoivent que leurs crédits servent à entretenir des stocks, elles deviennent alors prudentes parce que le mouvement giratoire production-consommation se ralentit. Si les banques refusent tout crédit, ou restreignent les crédits en élevant le taux de l'escompte, les commerçants sont obligés de liquider leurs stocks. La baisse commence et la crise se déclanche.

Crise à dépression

La conversion d'une période d'essor en une période de dépression n'est point aussi brusque, aussi subite, aussi générale dans la production et la consommation qu'on le pense habituellement. Ce qui fait illusion à cet égard, c'est la phase monétaire de la crise pendant laquelle tous les industriels et tous les commerçants sont atteints. La crise monétaire est précédée d'une crise lente de l'équilibre production-consommation dans certaines industries. L'intervention des spéculateurs et des banques donne au mouvement un caractère aigu.

L'optimisme et l'esprit d'entreprise sont allés trop loin et trop vite, il faut rétrograder. L'épargne reflue vers les placements de toute sécurité et à revenu fixe. Si certaines valeurs baissent pendant la dépression, d'autres, les valeurs

de toute sécurité, les fonds d'Etat en particulier, haussent et les périodes de dépression sont des périodes d'émission de fonds d'Etat. Ce qui est certain, c'est que l'épargne s'éloigne de plus en plus des placements industriels. Elle s'accumule dans les banques sous la forme de dépôts et de comptes-courants créditeurs; elle s'emploie alors à la Bourse sous la forme de reports qui deviennent très bon marché. Ils sont bon marché parce que les capitaux flottants trouvent peu de placements rémunérateurs et hésitent à se fixer sur des valeurs dont les cours baissent. C'est dans ces conditions que les valeurs de toute sécurité et à revenu fixe gagnent à nouveau la confiance des capitalistes : leurs cours haussent, les valeurs industrielles sont désertées, les émissions industrielles diminuent, tous les revenus baissent. Et avec cette baisse des revenus baisse le montant de l'épargne. Si l'épargne paraît plus abondante qu'en temps d'essor, c'est quelle est moins demandée et non pas plus offerte.

L'industrie la première et la plus touchée est évidemment l'industrie minière et métallurgique. Du moment que l'épargne s'éloigne de la consommation des moyens de production, c'est une crise certaine pour la métallurgie et la mine. Avec l'arrêt de la production commence le chômage, le renvoi d'ouvriers. La crise est le signal d'une accentuation du procès de concentration capitaliste, les prix baissent, avec eux les profits. On ne peut faire face à la crise que de deux façons : en abaissant le coût de production et en diminuant la valeur du capital d'entreprise, le pourcentage des profits augmentera de ce fait et sera susceptible de devenir normal. Trop souvent l'usine trop atteinte fera faillite.

Cette crise de l'industrie, des moyens de production, a sa répercussion naturelle sur l'industrie d'objets de consommation et sur l'agriculture.

La crise implique une diminution de la demande et une diminution de la production, c'est-à-dire une baisse de prix ; elle amène une succession de baisses de prix des produits variables suivant les catégories envisagées. Nous avons vu comment les industriels et les commerçants, devant l'arrêt de la demande et pour faire face à leurs engagements, sont réduits à s'adresser aux banques pour obtenir du crédit. Il n'y a qu'une manière de se procurer l'argent dont on manque soi-même, c'est la nécessité de recourir à celui des autres, c'est-à-dire au crédit. Le mode normal pour se procurer du crédit c'est d'escompter une lettre de change contre laquelle on obtient du métal ou des billets. Cette augmentation des escomptes entraîne une élévation du taux de l'escompte, une augmentation du portefeuille, une diminution de l'encaisse, une augmentation de la circulation billet. La banque avance cet argent au moyen des dépôts qui lui sont confiés, or la crise, en augmentant le besoin d'argent, a pour effet de diminuer les dépôts. On commence par payer avec son argent avant d'avoir recours à celui des autres. Donc le fonds destiné au crédit diminue à mesure que le besoin en augmente ; le taux d'escompte s'élève rapidement. Vient un moment où il est tellement élevé que le commerçant, l'industriel croient avoir plus d'intérêt à vendre leurs produits, même avec des pertes très fortes, plutôt que de recourir à l'escompte ; c'est alors que la crise entre dans sa phase de liquidation.

Le ralentissement des échanges se traduit bientôt par une diminution du portefeuille, une baisse du taux de

l'escompte, un reflux des espèces métalliques et du billet vers les caisses des banques; l'organisme de circulation, après avoir emprunté les apparences trompeuses d'une économie en progrès, traduit fidèlement l'anémie de la production et de la consommation, le ralentissement de l'activité des échanges.

On constate une certaine régularité dans l'ordre des manifestations d'une crise économique générale. Elles commencent habituellement par des *crises de bourse*. Les moments les plus favorables au développement de la spéculation et de la manie d'entreprises sont ceux où existe une confiance illimitée dans le mouvement ascensionnel des prix. Aussitôt que la recrudescence de la capitalisation et la diminution des disponibilités provoquent un renchérissement sur le marché du capital, aussitôt qu'apparaissent des signes d'affaiblissement de l'activité économique, la spéculation de bourse et la manie d'entreprises perdent subitement pied et s'écroulent.

Souvent, il se passe quelques mois avant, que le développement économique anormal se fasse jour dans d'autres domaines. La stagnation croissante dans la circulation des marchandises conduit tout d'abord à une nouvelle tension du crédit, qui entretient, pendant un certain temps, l'activité forcée de l'industrie. Mais quand les entrepreneurs commencent à subir des pertes, et quand la tension croissante du marché du capital commencent à ébranler la confiance dans la solidité de l'édifice économique, la chaîne tendue du crédit se brise enfin et une liquidation générale devient inévitable.

Le monde des affaires est alors saisi de panique et celle-ci les incite à des mesures hâtives et forcées afin d'échapper

aux pertes possibles. La panique amène à sa suite une *crise de crédit* liée elle-même, dans la majorité des cas, à une *crise monétaire*. Ces deux crises frappent tout d'abord les établissements de crédit, et si ces derniers, dans le tourbillon de la fièvre spéculative, n'ont pas été suffisamment prudents, les choses se compliquent encore d'une *crise bancaire*. Ensuite, c'est la chute des prix des marchandises maintenues à l'aide du crédit : la *crise commerciale* ou de *marchandises* éclate. La stagnation qui avait déjà commencé à se faire remarquer dans la production industrielle, est rendue par là plus complète, et une *crise industrielle* prolongée commence suivie d'une *crise ouvrière*.

On a vu, en 1920, tous ces phénomènes se succéder très nettement.

DEUXIÈME PARTIE

La Crise de 1920

CHAPITRE IV

La Crise en Extrême-Orient et aux États-Unis

Nous avons donné à notre étude le titre suivant : La Crise économique de 1920 « en France », mais il nous a paru indispensable, pour avoir une vue plus complète du phénomène, de consacrer un chapitre spécial à l'étude de la crise dans certains pays.

Nous parlerons brièvement d'abord du Japon, et de la Chine, pays où s'est déclanchée la crise, puis nous insisterons plus particulièrement sur la crise américaine.

Les Etats-Unis ont été et sont encore, en effet, les grands fournisseurs de produits pour l'Europe. Pays par excellence producteur d'un grand nombre de matières premières indispensables à la vie économique des nations européennes, ils sont devenus dans une certaine mesure maîtres des marchés pour certaines d'entre elles.

Une hausse ou une baisse des prix aux Etats-Unis doit avoir forcément sa répercussion en Europe, d'où l'importance capitale de l'étude de la crise américaine.

La Crise au Japon et en Chine.

C'est en Extrême-Orient dans le courant du mois d'avril 1920, que se sont formés les premiers symptômes de la baisse. Elle a pour origine des spéculations excessives à la Bourse de Yokohama qu'aggrava une baisse de change. La répercussion se fit sentir aussitôt sur le marché des soies

et fut d'autant plus effective que les Etats-Unis cessèrent presque complètement leurs achats de soie au Japon. Elle se fit également sentir sur le marché du coton. Les cours du riz, de la soie, du coton s'effondrent et les banques sont aussi ébranlées à la suite d'abus commis par les spéculateurs.

Profiteur de la guerre, le Japon a eu un change très favorable par rapport aux Etats-Unis, effrayé de l'afflux de l'or chez lui, il a préféré avoir des marchandises et il a acheté du coton. Les stocks ont passé de main en main en augmentant de prix, et finalement la crise s'est produite. Une banque engagée dans le financement du coton a déposé son bilan, d'autres ont suivi. Le Japon a été obligé de jeter ses stocks sur le marché et en même temps d'annuler les commandes faites en Amérique, laquelle a vu ainsi son grand acheteur disparaître et devenir vendeur.

Les Japonais avaient aussi accumulé d'énormes stocks de soies destinés aux Etats-Unis, et les Américains de leur côté en avaient accumulé chez eux.

Une nouvelle loi aux Etats-Unis autorisa les Reserve Banks à fixer une échelle graduée sur les taux d'escompte : le taux augmentant avec le total du prêt consenti à chaque « member bank ». Il en résulta que les banques américaines commencent à surveiller plus attentivement leurs avances et beaucoup de possesseurs de stocks anormaux de soieries furent obligés de liquider, de là la panique au Japon. Comme il arrive en pareil cas, on essaya de réagir à Yokohama contre l'attaque de fièvre qu'avaient amenée des spéculations mal conçues. Toutefois, la situation était trop engagée pour que l'on pût remonter le courant et la baisse persista. Elle provoqua en avril et en mai les

faillites de Yokohama et la fermeture de la Bourse de Tokio.

A Tokio et à Osaka, la panique a eu pour effet la fermeture de la Bourse des valeurs en mars pendant deux jours, puis en avril (du 17 avril au 10 mai), la fermeture de la Bourse des marchandises pour le riz, le coton, la soie et les fils de coton en avril pendant deux jours (17 au 19), et le 25 mai, la suspension de paiements d'une banque de Yokohama.

La Chine n'échappait point à ce mouvement. Or, il est utile de rappeler que dans la production de la soie matière première, l'Extrême-Orient compte par rapport au monde entier, pour une moyenne annuelle qui suivant les résultats plus ou moins favorables varie de 80 à 90 0/0.

La Chine, comme tous les autres pays, traversait depuis l'armistice une période de très grande prospérité, les exportations augmentaient sans cesse et son commerce extérieur atteignait une importance considérable.

Les changes extrêmes-orientaux deviennent à partir de 1919 extrêmement élevés à New-York. Cette hausse du change vient d'abord des importations toujours croissantes des marchandises chinoises de la part de l'Amérique, et de la hausse de prix du métal argent; la Chine, comme la plupart des pays de l'Extrême-Orient, étant sous le régime monétaire de l'étalon argent, on assistait à une hausse rapide du métal argent en dollars, c'est-à-dire en or.

Le cours moyen d'une once d'argent valait 0 dollar 60 cents en 1913 (1 dollar 01 d'après le Pittmann Act) 1 dol. 20 fin 1919; 1 dol. 34 en janvier 1920, soit une augmentation de 120 0/0 sur celui de 1913. L'argent a

suivi la hausse générale des prix aux Etats-Unis. A partir de mars 1920, on assiste à une baisse rapide :

en février 1920	le cours de l'once est	1 dol.	32
« mars	»	1 »	27
« avril	»	1 »	20
« mai	»	1 »	03
« décem.	»	0 »	65

L'année 1920 aura donc été pour l'argent métal, une année de grandeur et de décadence. Après avoir connu en février le cours de 89 1/2 pence l'once (à Londres) le cours le plus haut côté, il est retombé en décembre à 38 7/8, le cours le plus bas de l'année.

Une première conséquence de la hausse de l'argent a été d'augmenter les stocks par la fonte des monnaies d'argent. Les monnaies divisionnaires ont vu leur prix dépasser leur valeur nominale. Cette fonte s'est étendue à tous les systèmes monétaires, d'où tendance à l'arrêt des prix.

D'autre part la hausse des changes des pays d'Extrême-Orient a réduit l'achat de leurs marchandises. C'est cette circonstance qui a déclanché la crise de 1920. Il y a eu une restriction des achats de soies de la part de l'Amérique. Le prix des soies chinoises étant en rapport avec le change du tael (monnaie d'argent) et celui-ci ayant baissé, il a entraîné avec lui la baisse générale des produits chinois, et en particulier de la soie.

Valeur moyenne du tael en 1913	:	Frs :	3,81
» » en fév. 1920	:	» :	25,00
» » » 1921	:	» :	10,00

Les points critiques des divers indices de la crise japonaise sont :

Indice base 100; 1^{er} semestre 1919.

129	Maximum relatif du cours des actions.....	Fin septemb. 1919
7,3 0/0	Première élévation du taux de l'escompte à la Ban- que du Japon.....	10 octobre 1919
152	Premier maximum (absolu) de la circulation.....	Février 1920
146	Premier maximum (relatif) du portefeuille.....	Février 1920
141	Maximum absolu du cours des actions.....	Fin février 1920
165	Maximum du commerce extérieur	Mars 1920
150	Maximum des prix de gros	Fin mars 1920
130	Minimum (relatif) de l'en- caisse	Mai 1920
145	Deuxième maximum (rela- tif) de la circulation....	Mai 1920
210	Deuxième maximum (abso- lu) du portefeuille.....	Mai 1920
65	Minimum du cours des actions	Fin décembre 1920
57	Minimum du commerce extérieur	Janvier 1921
94	Minimum des prix de gros	Fin avril 1921
180,4	Maximum de l'encaisse...	Mai-Juin
123	Minimum de la circulation	Mai
16	Minimum du portefeuille	Septembre

Dans l'automne 1919, la crise se trouve annoncée par un maximum relatif du cours des actions et de la hausse,

le 10 octobre, du taux de l'escompte à 7.3 0/0 fixé à 6,57 0/0 le 25 novembre 1918). Elle éclate six mois plus tard, très violente, marquée nettement, en même temps que par un nouveau maximum du cours des actions par les indices des prix et du commerce extérieur. Le maximum des embarras financiers est atteint un mois après, en mai, comme l'indiquent les indices relatifs à la Banque du Japon, notamment celui du portefeuille.

La Crise aux Etats-Unis

Essor : 1919-Mai 1920.

Aux Etats-Unis, où les hommes d'affaires sont animés par un esprit beaucoup plus hardi qu'en aucun autre pays du monde, la spéculation y joue un rôle important. Elle s'exerce sur des espaces étendus avec des chiffres considérables d'engagements. Il fallait donc s'attendre à une crise, surtout avec la situation faite aux Etats-Unis par la guerre.

L'intensité de la production industrielle a continué après l'armistice. L'industrie du coton, déjà si prospère, étendait ses moyens de production. Pendant toute l'année 1919, on a construit de nouvelles fabriques. La hausse des prix, suivie de celle des salaires, paraissait impossible à arrêter. Au début de 1920, les affaires étaient dans une période des plus brillantes et l'on considérait « la prospérité industrielle et commerciale comme devant être d'une durée considérable » (circulaire de la National City Bank de Janvier 1920). Beaucoup de gros bénéfices procurés aux industries américaines par la guerre ont été employés à l'extension des entreprises en présence des débouchés toujours croissants. Il y a eu là très probablement une erreur d'appréciation sur la durée possible d'exportations dont les chiffres

s'étaient enflés dans des proportions inconnues jusque là. Mais ce ne sont pas seulement des capitaux appartenant en propre aux entreprises industrielles qui ont été ainsi investis en nouveaux moyens de production, il a été fait appel au crédit des banques. Le grand commerce surtout ne s'en est pas privé. Il en est résulté une inflation de crédit. Ce ne sont pas seulement les émissions de banque qui, par leurs excès, produisent ce que l'on dénomme inflation, les crédits excessifs en banque produisent les mêmes effets.

Lorsqu'on compare la circulation des banques de Réserve américaines dans les trois dates suivantes, on voit du côté de l'émission fiduciaire grandir les chiffres :

Fin juin 1918.....	8.610 millions de francs		
Fin 1919.....	13.380	—	—
Le 7 mai 1920.....	16.350	—	—

Et ce n'est pas comme en France, à la suite d'avances à l'Etat que cette émission s'est accrue. Pour les Banques de Réserve des Etats-Unis un autre poste de leur bilan indique qu'il s'agit bien d'opérations commerciales. Les escomptes et les avances aux particuliers, réunis en un même chiffre, s'élevaient :

Fin juin 1918.....	5.430 millions de francs		
Fin 1919.....	10.613	—	—
Le 7 mai 1920.....	14.572	—	—

Ceci ne donne qu'un raccourci de la situation à l'égard des mouvements du crédit aux Etats-Unis. En dehors de ces banques, des crédits ont été ouverts au commerce de spéculation par d'autres banques, parmi lesquelles il en est qui n'ont point hésité à les consentir très étendus. Mais tout cet échafaudage reposait sur la réalisation par vente des marchandises ou produits ainsi achetés. On comptait sur

l'extension des débouchés ou tout au moins sur le maintien des chiffres déjà atteints. Ces prévisions ne se sont pas réalisées. De plus, les hausses continuelles des salaires et des prix ont entraîné des augmentations parallèles de crédits. A ce point là, la situation allait s'étendant chaque jour. Les banques ont alors demandé le remboursement de tout ou partie des crédits accordés à leurs clients. Il leur a suffi même, en bien des cas, de refuser d'en consentir de nouveaux pour ouvrir la crise. Il a donc fallu réaliser et pour cela baisser les prix. La campagne menée aux Etats-Unis en faveur des économies, n'a pas été étrangère à ce coup d'arrêt, mais ce n'est là qu'une cause additionnelle de la crise.

Depuis de nombreux mois, la baisse continue des changes européens sur New-York tendait à rendre de moins en moins importantes les exportations de certains produits américains, et en particulier des produits comme le blé et les viandes, dont la demande paraissait bien devoir cependant ne pas se ralentir. Les prix de gros de ces produits ont baissé, sans que cette baisse ait une répercussion immédiate sur les prix de détail, mais elle aurait pu être un symptôme avertisseur pour les hommes d'affaires américains.

Le mouvement de baisse commencé à New-York s'étendit sur tous les Etats-Unis, atteignit les produits agricoles, de là un arrêt dans les achats de l'industrie.

En effet, l'importance de la population agricole aux Etats-Unis fait d'elle l'élément fondamental de la prospérité du marché national. De mauvaises récoltes, une baisse des prix des produits agricoles qui diminuent brusquement sa puissance d'achat, ont une répercussion immédiate sur

l'industrie manufacturière et les entreprises commerciales. Les perturbations causées par la guerre, les besoins extravagants créés par elle, la disparition de la Russie, avaient amené une élévation considérable du prix de ces produits, élévation qui s'est continuée après l'armistice jusque vers le milieu de 1920. La reprise vigoureuse des travaux agricoles dans l'Europe Centrale et dans les régions de France que l'ennemi avait dévastées, ont diminué les besoins de ces pays, en même temps que la hausse du change sur l'Amérique les contraignait à limiter leurs achats de toutes sortes au strict nécessaire. Les agriculteurs et planteurs américains ont assisté en quelques mois à un effondrement des prix de leurs produits.

Crise et dépression

Le déclenchement de la crise s'est produit avec une grande rapidité, hâté concurremment avec un effort par les banques de limiter les crédits pour les opérations de pure spéculation, par une véritable grève des consommateurs incapables, après une période de dépenses exagérées, de continuer à suivre la hausse des prix.

Vers le mois de mai 1920, on signalait la rupture entre l'élévation continue des prix et celle des salaires ; le Federal Reserve Board, en analysant la marche des affaires pendant le mois disait : « Les salaires sont apparemment demeurés en arrière des avances des prix et du coût de la vie ». La puissance d'achat du grand public diminuait. Ce même mois, les magasins Wanamaker, genre Louvre et Printemps, à New-York et à Philadelphie, annonçaient une réduction de 20 0/0 sur leur prix de vente

Le National Association of Manufacturers, qui tint pen-

dant ce mois son assemblée générale, adopte une résolution disant : « Nous sommes en cordial accord avec les efforts faits pour abaisser le prix des produits, et nous invitons nos membres à coopérer à tous les efforts raisonnables en vue d'arriver à ce résultat ».

Le maximum des prix de gros fut atteint en mai, l'Index-Number indiquait une hausse de 172 0/0 sur celui de juillet 1914. En juin et juillet, un commencement de baisse se produisait sur les matières premières, en particulier sur les laines, les peaux, les soies. Les prix de détail ne suivaient pas encore la baisse, elle ne se manifestait que faiblement et irrégulièrement pour les vêtements et les chaussures, et ne se faisait aucunement sentir sur les produits alimentaires. Les acheteurs, dans l'attente d'une baisse plus sérieuse s'abstenaient et leur obstination triompha de celle des détaillants. En septembre, la baisse des prix de gros et de détail s'effectuait enfin sérieusement. L'Américan Woollen Cy, qui avait licencié son personnel depuis le 10 juillet, décidait de reprendre le travail le 13 septembre sans modifier les salaires, et annonçait pour ses étoffes de printemps des diminutions de 15 à 35 0/0. Henry Ford, le fabricant d'automobiles, ramenait ses prix de vente, à ceux d'avant guerre; une douzaine de sociétés, dans la même industrie, faisaient des réductions de 17 à 20 0/0. L'*Amoskeag Manufacturing Co*, de Manchester, New Hampshire, abaissait de 33 1/3 0/0 le prix de ses cotonnades.

La baisse affectait aussi les produits agricoles. Suivant le Secrétaire de l'Agriculture (à la convention annuelle de l'Association des Banquiers à Washington, octobre 1920), en prenant l'ensemble des récoltes des Etats-Unis, les prix du 1^{er} mars 1920 étaient de 22 0/0 plus élevés qu'à la même

date en 1919; au 1^{er} juin, la marge était de 24 0/0, le mois suivant elle n'était plus que de 21 0/0 et au début d'août, les prix étaient ramenés au niveau de ceux de l'année précédente à la même époque; en octobre ils étaient de 10 0/0 en dessous. Prix et quantités comparés, il estimait que les agriculteurs auraient pour leurs récoltes une diminution de valeurs de 2 milliards 1/2 de dollars, soit 17 0/0 environ en 1920 sur le produit de 1919.

Le blé (n° 2 Redwinter à Chicago) qui coûtait 2 dol. 47, (le bushel 35 litres 24) en août 1920, était tombé à 1 dol. 23 en août 1921; le prix du gros bétail baissait de 15 dol. 35 les 100 livres à 8 dol. 77, celui des peaux de 0 dol. 28 la livre à 0 dol. 14, et la laine (type Ohio, qualités 1/4 — 3/8 nettoyée) dont le prix moyen pour 1919 avait été de 1 dol. 18 la livre, ne coûtait plus que 0 dol. 87 en août 1920 et 0 dol. 47 un an après. Le coton (Middling-New Orleans) dont le prix moyen était 0 dol. 127 la livre en 1913, coûtait 0 dol. 338 en août 1920, et tombait à 0 dol. 11 en juin 1921.

Farmers et planters se sont trouvés soudainement gênés, une bonne part des profits réalisés pendant les années de prospérité avaient été employés à rembourser en totalité ou en partie les hypothèques, et elles étaient nombreuses, qui grèvaient les domaines, à agrandir ceux-ci, à des achats de matériel et aussi à l'acquisition d'articles de luxe. La gêne a été aggravée par le fait que les salaires agricoles se maintenaient élevés, et que les articles manufacturés et les tarifs de transport, dans lesquels la main-d'œuvre entre pour une part si importante et fort accrue depuis la guerre, n'ont baissé que bien plus lentement que les produits de la ferme.

Un relèvement sensible du prix des produits agricoles qui s'est accentué à l'automne 1922, et venu opportunément augmenter le pouvoir d'achat des farmers si grandement diminué depuis la baisse qui, au début de 1920, les avait atteints les premiers et le plus fortement. La récolte des céréales en 1922 a été bonne, et le déficit de cette récolte en Europe garantit aux Américains des prix rémunérateurs.

La lecture des Index-Numbers dressés par le Federal Board met en évidence le déséquilibre entre les prix de ces différentes catégories :

Prix moyen pour 1913 : 100

	Produits agricoles	Produits animaux	Matières premières	Produits partiel- lement transfor- més	Articles finis
Août 1920	259	181	251	238	250
Août 1921	123	112	145	132	162
Août 1922	131	»	»	»	»

Simultanément avec cette défaillance du marché intérieur, se manifestait une chute plus sérieuse encore sur les marchés extérieurs. Pendant les neuf premiers mois de 1920, la valeur des marchandises exportées avait dépassé 6 *milliards de dollars* (en 1916, pour la même période, il était inférieur à 4 milliards) pour les trois premiers trimestres de 1921 on n'atteignait que 3 milliards et demi. La chute portait principalement sur les articles manufacturés, elle était due à la fois à la baisse des prix, et c'était pour la plus grande part, et à une diminution importante des quantités exportées.

Le chômage, déjà étendu à la fin 1920, est allé en progressant et a donné naissance pendant l'été 1921 à de

sérieuses préoccupations. Au mois d'août, le Labor Département, dans un rapport au Sénat, estimait à plus de 5 millions et demi le nombre des chômeurs, dont près de 4 millions pour les industries manufacturières et mécaniques, y compris les industries de bâtiment. Ce chiffre formidable causa un gros émoi; en réalité la base de comparaison qui avait été adoptée : le commencement du printemps de 1920 où toutes les industries étaient encore en pleine production, exagérait le mal (en temps normal, on estime à 1 million 1/2 le nombre des individus temporairement sans travail). Certains ont ramené jusqu'à 3 millions 1/2 le nombre des ouvriers directement atteints par la crise. Ce minimum même est impressionnant et singulièrement grave, puisqu'avec les membres de la famille qui dépendent du travailleur, un dixième au moins de la population était sans moyens de subsistance.

La prolongation de la crise a naturellement provoqué la recherche de moyens susceptibles de rendre l'activité au marché intérieur, et l'élasticité aux exportations. Agriculteurs et industriels se sont trouvés d'accord pour demander au Congrès de protéger, par un relèvement général des droits de douane, le marché national contre la concurrence étrangère.

La continuation de la crise a accru les demandes en faveur de la révision et de l'allègement des impôts créés pour faire face aux besoins de la guerre. La situation bancaire a été fort allégée en 1921 et en 1922, la liquidation des crédits qu'il avait fallu continuer à l'agriculture et à l'industrie a fait de grands progrès et la circulation fiduciaire des Federal Reserve Banks a aussi beaucoup diminué. Le montant du portefeuille-effets de ces banques de

3.072 millions de dollars au 12 novembre 1920 n'était plus que de 1.335 millions au 9 novembre 1921, et de 913 millions au 15 novembre 1922, après avoir passé en juin 1922 par le minimum de 537 millions, tandis que le chiffre des Federal Reserve Bank en circulation aux mêmes dates passait de 3.328 millions à 2.420 millions, et à 2.321 millions; le minimum de 2.122 millions était atteint en juin 1922. La réserve or, elle, s'élevait de 2.008 millions à 2.816 et à 3.073 millions. Le stock d'or des Etats-Unis est évalué au 1^{er} octobre 1922 à 3.901 millions. Ce stock, très supérieur aux besoins du pays et qui, par suite de la balance économique des Etats-Unis ira nécessairement encore en croissant, constitue un élément dangereux dans la situation financière actuelle maintenant assainie. Son existence peut faciliter un nouveau mouvement d'inflation du crédit, surtout maintenant que les Federal Reserve Banks ont une réserve métallique disponible si considérable : supérieure de plus de 1 milliard 1/2 de dollars à la réserve des 35 0/0 du montant des billets en circulation et des dépôts, et de plus de 2 milliards à la réserve de 40 0/0 du seul montant des billets en circulation exigés par la loi.

Sous l'influence de la crise, le mouvement du commerce extérieur des Etats-Unis a commencé à se régulariser. L'excès des exportations de marchandises, qui, pour l'année du 1^{er} juillet 1918 au 30 juin 1919, avait dépassé 4 milliards de dollars, et était tombé au-dessous de 3 milliards pendant les deux années suivantes, a été ramené à 1.162 millions pour 1921-1922, et, si l'on tient compte du mouvement des métaux précieux, cet excédent tombe à 713 millions; pour les trois mois : juillet, août, sep-

tembre 1922, il n'a été que de 95 millions. Cet ajustement facilitera un règlement plus normal de la balance économique. Mais il importe pour les Etats-Unis que la masse de la population, en particulier les farmers, se rende enfin compte des conséquences économiques et financières que la guerre a eues pour eux, en les transformant brusquement de nation débitrice en nation créancière, pour faire abandonner le régime protectionniste outrancier qui, en entravant les importations de l'Europe, met obstacle aux exportations des matières premières et des produits agricoles américains vers celle-ci, et pour les inciter à devenir ses commanditaires, en mettant à la disposition des pays qui témoignent d'une saine gestion financière une large part des capitaux dont ils disposent. Ce sont les seuls moyens efficaces qu'ont les américains de venir en aide à l'Europe et de hâter le rétablissement économique du monde.

Durant toute l'année 1921, le réajustement des salaires s'est effectué plus ou moins péniblement suivant les industries; depuis, il s'est continué, provoquant dans quelques-unes des grèves dont certaines, comme dans l'industrie textile, dans les charbonnages, enfin dans les chemins de fer, ont été de longue durée. En février 1922, la baisse des prix était arrêtée (le minimum 138 a été atteint en janvier 1922, le maximum en mai 1920 : 272, en 1913 100); en mars, un léger mouvement de hausse se manifestait, qui s'est continué. Ce mouvement a été accentué pour les produits industriels, en particulier dans la métallurgie, par les effets de la grève des mineurs de charbon, qui a provoqué une hausse des prix des combustibles, et par un relèvement des salaires. Celui-ci est la conséquence de la

restriction apportée à l'immigration; lorsque les grandes industries ont voulu reconstituer leurs effectifs ouvriers réduits pendant la crise, elles ont constaté une raréfaction de la main-d'œuvre, notamment de la main-d'œuvre non qualifiée, et elles se sont concurrencées sur le marché du travail.

On peut résumer, comme il suit, dans l'ordre chronologique, les dates critiques des diverses séries d'indices pour les années 1919, 1920 et 1921.

<i>Base 100</i>		<i>1^{er} Semestre 1919</i>
129	1 ^{er} maximum commerce extérieur	Juin-juil. 1919
125	maximum. Cours des actions industrielles....	Octob., Nov.
de 4 3/4 à 6 0/0	1 ^{re} élévation du taux de l'escompte de la banque de réserve fédérale à New-York	23 janv. 1920
109	Maximum, placement de la main-d'œuvre (New- York) ...	Février
113	Maximum. — Emploi de main-d'œuvre (New- York)	Mars
121	Maximum. — Commerce extérieur (quantité)....	Mars-Juillet
134	Maximum. — Prix de gros	Mai-Juin
83,5	Minimum. — Cours des valeurs à revenu fixe..	Mai-Juin
122	Maximum.— Prix de détail	Juillet

121	Maximum. — Industrie Sidérurgique	Juillet
151	Maximum. — Portefeuille des Banques	Octobre
134	Maximum. — Circulation et de détail	Juin
	fiduciaire	Octobre
81,2	1 ^{er} minimum. — Cours des actions industrielles....	Décembre
313	1 ^{er} maximum. — Nombre des faillites.....	Décembre
70	Minimum. — Commerce extérieur (quantité)....	Décembre
73 et 80	Minimum. — Prix de gros et prix de détail.	
34	Minimum. — Production de fonte.....	Juillet
79	Minimum. — Emploi de main-d'œuvre	Juillet-Août

La crise préparée au début de 1919 par la suractivité du commerce extérieur qui atteint son maximum au milieu de l'année, annoncée dès novembre 1919 par la baisse des actions en Bourse, survint dans l'été de 1920. Alors les difficultés financières s'accroissent, nécessitant de nouveaux appels au crédit, et ce n'est que quatre mois plus tard, en octobre, que les indices bancaires atteignent leur plus haut point.

La liquidation de la crise n'était pas encore terminée à la fin de 1921, le nombre de faillites allant en croissant. Ce n'est que dans le courant de l'année 1922, comme nous l'avons vu, que la liquidation a eu lieu.

CHAPITRE V

La Crise de 1920 en France

Période d'essor.

La crise qui éclata vers le milieu de 1920 est sans précédent par sa gravité et sa généralité. Elle a son origine dans l'activité industrielle qui suivit l'armistice, activité dont la reprise fut intensifiée par les besoins pressants longtemps comprimés, et dont la conséquence s'est traduite par une élévation considérable des prix.

La crise est toujours l'aboutissant logique de tout un processus de hausse antérieur.

Nous allons observer et expliquer ce mécanisme de hausse pour tâcher de discerner l'origine du mal et sa cause.

Tous les phénomènes caractéristiques de la période d'essor se sont succédés nettement durant l'année 1919 et le début de 1920.

1° Le point de départ a été l'augmentation générale de la demande tenant à la thésaurisation des moyens de paiement pendant la guerre. Ces derniers jetés dans la circulation ont accru la demande des produits, d'où un stimulant très vif donné à la production.

2° Emploi de plus en plus étendu de la main-d'œuvre jusque-là en chômage. Les armées démobilisées sont

absorbées avec une grande rapidité dans l'industrie et l'agriculture. Au lieu de chômage, il y a eu, en quelques mois, absorption de cette main d'œuvre grâce aux préparatifs faits pendant la guerre. L'essor brusque de la production a absorbé l'ensemble de la main-d'œuvre disponible. Cette main-d'œuvre bien rémunérée a contribué à l'augmentation de la demande des produits.

3° Extension des forces productives. Il y a eu, dans tous les pays création d'un grand nombre d'usines. Les chiffres des émissions, en France, de caractère purement industriel sont :

en 1919.....	2.900 millions de fr.		
» 1920.....	6.850	—	—
» 1921.....	4.300	—	—

Il s'agit de souscriptions publiques en dehors de l'extension des capitaux individuels. Il y a donc eu un accroissement général de l'épargne au cours même de l'essor qui a précédé la crise.

4° Augmentation très caractéristique de la spéculation. On cherche à utiliser le surplus des revenus pour profiter de la prospérité, et ceci même dans les classes ouvrières.

5° Augmentation des crédits de banque, en particulier faits sous forme d'avances en comptes-courants. Dès la fin de 1919, les crédits en banque ne servaient plus à augmenter la production, les nouveaux crédits, les nouvelles épargnes ne peuvent plus que préparer l'augmentation de la production pour l'avenir.

*Tableau succinct des mouvements des prix
pendant la guerre.*

Les prix de gros et les prix de détail ont augmenté

d'année en année, de mois en mois, dans les trois premières années de guerre; les prix de gros progressant plus vite que ceux de détail. Pour les deux prix, l'extension du contrôle ou fixation des prix d'allocations, de subventions ont entraîné la hausse de 1917 jusqu'à l'armistice. Les constatations des cours avaient perdu de leur valeur par la disparition du marché libre. Cette situation est due à la politique des années de guerre, politique de consortiums et de contingentements qui a tout faussé. En effet, si l'Etat achète tout le stock de laine, fixe le prix de l'acier, rationne la consommation de la farine, toute l'analyse des phénomènes qui aboutissent à la notion de la valeur d'échange, est détruite, car les prix n'ont de signification que si l'on peut vendre et acheter des marchandises.

Situation après l'armistice. — Baisse des prix

Il est important de noter quelle a été l'allure des prix au moment où l'armistice est intervenu. L'armistice a amené, dans tous les pays, la stagnation des affaires. On se trouvait, en effet, dans tous les pays du monde dans une période de transition qui comportait la réadaptation de l'industrie des travaux de la guerre à ceux de la paix, et il en résultait une phase d'incertitude.

L'opinion générale était qu'on entraît dans une période qui devait nécessairement voir se dégonfler, en une certaine mesure, les hauts prix qui s'étaient affirmés durant la guerre, parce que plusieurs facteurs de hausse des prix de revient devaient aller en s'atténuant.

On pensait que les circonstances présentaient, dès cette époque, des causes de fléchissement graduel des prix. La démobilisation, au fur et à mesure qu'elle s'accroissait

devait rendre à la production nombre d'hommes qui pendant 4 ans, loin de produire n'étaient que des consommateurs et des consommateurs plus grands que lorsqu'ils auraient repris leur place à leur foyer. On s'attendait, de ce fait, à un accroissement de productions utiles et à un moindre gaspillage des objets nécessaires à l'alimentation et à l'habillement, soit deux facteurs de baisse. En outre, on comptait que l'Administration de l'armée allait, en quelques mois, avoir à jeter sur le marché une partie des stocks énormes qu'elle avait accumulés pour pourvoir aux besoins des armées en campagne.

Un économiste, Monsieur Mourre, en examinant la situation après l'armistice (dans une conférence faite à la Société d'Economie Politique au début de 1919), faisait remarquer qu'elle n'offrait aucun précédent dans l'histoire économique. Les grandes guerres furent presque toujours suivies d'une reprise intense des affaires, mais la situation était différente. Il n'y avait pas eu d'activité industrielle au cours de la guerre, les affaires étaient ralenties. La proposition d'armistice entre la Russie et le Japon trouva le taux d'escompte de la banque d'Angleterre à 2 1/2 0/0. Tandis qu'après l'armistice de 1918, au contraire, l'argent était cher. Monsieur Mourre faisait observer qu'on pouvait ramener toutefois la situation au cas classique compliqué de quelques éléments nouveaux. Une mauvaise récolte, en effet, qui est une insuffisance de capitaux circulants, peut créer une crise. Or, à la fin de 1918 et au début de 1919, il n'y avait pas seulement disette de céréales, mais insuffisance de tout ce qui est utile à la vie, en un mot, rareté de capitaux circulants et par suite cherté de l'argent.

La démobilisation et le retour au travail normal devaient

ramener une abondance relative de marchandises ; les prix baissant, non pas proportionnellement au supplément de production, mais plus rapidement que cette production. Monsieur Mourre ne croyait pas à un mouvement d'affaires intense, mais il pensait que les travaux de réfection qui s'imposaient et les commandes de l'Etat fourniraient une quantité de travail appréciable à l'industrie européenne.

Toutefois, il déclarait qu'il n'émettait ces pronostics qu'avec la plus grande timidité, et ajoutait qu'il courait le risque de se tromper, car pour établir une prévision certaine il faut que tout soit égal. Il est très difficile de connaître l'orientation de l'avenir quand le présent n'est pas, comme c'était le cas après l'armistice, la répétition exacte du passé.

La Bourse aussi présentait tous les indices d'une période de dépression. La plus grande partie des valeurs à revenu variable étaient en voie de régression, alors que les valeurs à revenu fixe avaient pris de l'essor. La fin de la guerre provoque, dans la plupart des industries une modification profonde qui entraîne des tâtonnements chez certaines, une période de transition chez toutes, par suite de la nécessité de s'adapter à des productions nouvelles. Dans l'incertitude de l'avenir, les porteurs d'actions industrielles se tournaient vers le port de refuge que sont les valeurs à revenu fixe.

Le Boom de 1919-1920

Augmentation de la demande : Si les prix de gros restèrent quelque temps indécis après l'armistice, par suite de la cessation des achats du Gouvernement et de l'appréhension des stocks qui restaient en sa possession, le commerce de détail, lui, ne connut pas de temps d'arrêt. La consommation dépassait la puissance de production. La

hausse des prix, suivie de celle des salaires paraissait impossible à arrêter. Après cinq ans de tension de tout ce que l'âme humaine contient d'héroïque, cinq années d'abnégation, de lutttes, on éprouvait le besoin de se détendre, voire de jouir éperdument, égoïstement des fruits de la sécurité si chèrement achetée. Le pays était emporté par une inextinguible soif de jouissances immédiates.

Toute période d'ébranlement social et politique, toute grande guerre, toute révolution est accompagnée d'une véritable frénésie de jeu. Les passions sont surexcitées. Les signes monétaires surabondent, car on ne saurait parler ni d'or ni d'argent. On se rappelle les folies monétaires de 1919. Ce que l'on a appelé depuis la politique de l'opium, battait son plein. En un an, la circulation des billets de la Banque de France s'est accrue de plus de 6 milliards et demi, les avances à l'Etat ont augmenté de 8 milliards. On dépensait sans compter, on s'amusait beaucoup, on travaillait peu.

Un autre phénomène s'est produit qui a aggravé la situation, c'est la vague d'achat de terres par les paysans et le remboursement des hypothèques. L'énorme masse des billets thésaurisés par les campagnes durant la guerre s'est trouvée, de ce fait, rejetée dans la circulation.

Les prix se sont élevés rapidement, chaque jour apportant une nouvelle hausse. Le commerce vendant n'importe quoi à n'importe quel prix. Les usines, les manufactures avaient plus de commandes qu'elles n'en pouvaient servir.

La hausse de l'agio courait après la hausse des prix, sans jamais pouvoir l'atteindre. L'on dépense et l'on gaspille. Beaucoup de gens, qui en temps normal vivaient chichement et gagnaient modestement leur vie, veulent

jouir de l'existence et se donner du bon temps plus qu'ils n'ont jamais fait. Les occasions de gain sont plus fréquentes. L'inflation de la monnaie et du crédit contribue pour une bonne part à cette psychologie universelle.

La Bourse manifestait une activité sans précédent, tout montait à la fois, les bonnes comme les mauvaises valeurs.

Nous avons remarqué dans un chapitre précédent, que toute période d'essor était caractéristique par un emploi toujours croissant de l'épargne dans l'industrie, par une augmentation importante de la production, de la consommation, de l'activité des échanges et de la circulation des richesses, des prix, des profits, de l'intérêt et des salaires. Pendant toute cette période, la création de nouvelles entreprises progresse d'une façon ininterrompue, l'optimisme est général. C'est l'importance des émissions industrielles qui nous révèle l'intensité de l'esprit d'entreprise et l'activité de la demande de moyens de production.

*Emissions et Augmentations de capital
dans les entreprises industrielles et les banques*

Le bouleversement apporté par la guerre dans la vie économique de tous les peuples belligérants, et par contre-coup dans celle des pays neutres, a été marqué par le ralentissement de la production normale et par la consommation improductive de capitaux considérables. C'est en France et pour les multiples raisons que l'on connaît, que ce phénomène s'est manifesté le plus profondément.

La France est sortie de la guerre avec une lourde dette, un change déprécié, des transports marchant mal, des régions détruites. Les besoins du pays étaient immenses.

Les entreprises industrielles et commerciales, les grandes entreprises agricoles, se sont donc trouvées, dès l'armistice, en face d'une œuvre très étendue de reconstitution. La tâche se présentait complexe pour des causes nombreuses. L'une d'elles, surtout, était la hausse des prix survenue au cours de cette longue et coûteuse guerre.

Les chefs d'entreprises ont donc eu, lorsqu'ils ont repris le travail, à payer, dans des proportions plus fortes qu'avant la guerre, les matières premières, les salaires et les appointements de la main-d'œuvre sous toutes ses formes. Ces prix ne faisaient que s'accroître tous les mois, aggravés par des changes défavorables. Ce n'est pas tout, il a fallu, dans de très nombreux cas, réparer, compléter, et même renouveler le matériel des entreprises. Pour cela, des capitaux étaient nécessaires. D'un autre côté, les capitaux de roulement ont été sous l'influence des conditions nouvelles que nous venons de constater, considérablement augmentés. On sait à quels taux sont arrivés les salaires. Quant aux matières premières, certaines d'entre elles ont atteint des prix fantastiques. La houille, par exemple, et souvent de qualité inférieure, coûtait 15 ou 20 fois plus qu'en 1913. Il faut ajouter à tous ces éléments plus chers des prix de revient, les charges fiscales très lourdes. Devant la reprise très active des affaires, due à l'étendue des besoins, la nécessité de se procurer des capitaux et d'augmenter ceux dont on disposait déjà, devait donc assez rapidement se manifester pour beaucoup d'entreprises. Elle se fit sentir de bonne heure, dès les premiers mois de l'année 1919.

Dès le printemps 1919, les signes d'une reprise industrielle devenaient évidents dans bien des directions. La

demande d'ouvertures de crédit de la part de l'industrie était plus considérable qu'auparavant. La faiblesse des valeurs gouvernementales était attribuée à des réalisations de la part de commerçants et d'industriels qui désiraient se créer des disponibilités liquides pour alimenter les affaires qui s'offraient; ils trouvaient aisément dans le réveil de l'industrie, un emploi plus avantageux pour leurs fonds.

Pour les besoins immédiats, on s'est naturellement adressé aux banques. Celles-ci, comme on le sait, se classent généralement en deux grandes catégories, celles qui travaillent avec des dépôts dont la plus grande partie est à vue, et s'efforcent de ne pas immobiliser les capitaux qui leur sont confiés; puis celles qui, sous le nom de banques d'affaires se livrent à des opérations ayant trait à la constitution ou à l'extension des capitaux d'entreprises industrielles. Sous la pression des besoins nouveaux, on constate, au printemps 1919, une petite série d'augmentations de capital de banques ou de Sociétés de crédit. Ces augmentations varient de 30 à 30 0/0 du capital primitif. Pour certaines de ces maisons, ce n'est là qu'une première étape. Elles devaient dans la suite, en franchir d'autres avec des fonds plus importants. Cependant les banques ne pouvaient répondre, même en suivant la méthode des augmentations de leur capital social, aux demandes importantes et nombreuses venant de tous les points du monde industriel et commercial.

Les entreprises s'adressèrent alors à leurs actionnaires et à la clientèle habituelle des capitalistes de cette catégorie de placements; elles prirent le parti d'augmenter leur capital social.

Ce mouvement s'accroît à l'automne 1919. Une seconde étape fut parcourue sur la courbe ascendante par quelques maisons de crédit et par un nombre croissant d'entreprises industrielles. En 1920, ce mouvement est devenu général. On comptait dans les entreprises qui ont poursuivi l'augmentation de leur capital social toutes les catégories industrielles : métallurgie, construction mécanique, transports maritimes, industries chimiques, électricité et des établissements de crédit foncier. En réalité, on a été conduit, par ces opérations, à une sorte d'ajustement du capital social au prix déprécié du franc.

Pendant ce temps, des banques qui, jusque-là, étaient demeurées sur leurs positions, ont pris la résolution d'accroître leur capital, et celles qui étaient entrées déjà dans cette voie procédaient à de nouvelles augmentations en vue de répondre aux besoins pressants de leur clientèle.

En Angleterre aussi, on constatait le même phénomène. Les émissions ont été très fréquentes lorsque dans les premiers mois qui suivirent l'armistice se fit la reprise de la production industrielle. Là aussi il fallait remplacer les capitaux détruits pendant la guerre ou diminués par une longue inactivité, renouveler le matériel des usines, faire des approvisionnements à gros prix. On sait avec quelle ardeur on se mit à l'œuvre.

Il s'agissait de rattraper le temps perdu pendant la période de guerre, alors que seules les émissions autorisées étaient celles considérées par les autorités comme ayant un caractère d'importance nationale.

Au cours de la guerre, les Bourses ont été mises en lisière dans tous les pays européens. Partout les gouvernements ont voulu se réserver le plus possible l'accès du marché

des capitaux, restreindre les placements en titres autres que les fonds publics. Ils avaient supprimé le marché à terme qui facilitait les opérations de crédit.

Les émissions ont été considérables en Angleterre en 1919 et en 1920. On ne se rappelait pas une époque où les émissions étaient aussi nombreuses que dans l'automne de 1919.

Le 3 novembre, par exemple, il était publié dans la presse 9 prospectus annonçant des souscriptions pour un capital d'environ 10 millions sterling, et le 27 novembre, 5 prospectus pour un total de près de 6 millions 1/2 sterling. Les appels de fonds d'affaires industrielles étaient de nature diverse : fabrication de savon, de margarine, de films de cinémas, entreprises agricoles, pétrolifères, minières, produits d'outre-mer, pêcheries, fabrication d'automobiles, etc..., c'est-à-dire qu'il y en avait pour tous les goûts. C'était là le symptôme d'un réveil assez général de l'activité industrielle.

L'argent avait partout tendance à renchérir, partout on constatait un effort d'adaptation du taux de l'intérêt aux demandes considérables qui se présentaient de tous côtés, demandes des Etats, demandes des entreprises privées.

Conclusion. — La destruction considérable des capitaux, sous toutes leurs formes, a exigé une demande énorme de capitaux de reconstitution, c'est-à-dire des capitaux-épargnes, de capitaux liquides. La hausse des prix a accru dans de fortes proportions ces demandes de capitaux.

Portefeuille commercial. — Compensations.

Les indices que l'on relève attestent un effort sérieux de mise en œuvre de la puissance productive du pays.

Ainsi le portefeuille commercial de la Banque de France, dont le montant s'élevait, dans le bilan du 13 février 1919, à un peu plus de 1.100 millions dépasse dans le bilan du 12 février 1920, le chiffre de 1.300 millions.

Si nous considérons en outre, le mouvement général des opérations à la Chambre de Compensation des banquiers de Paris, pendant le mois de janvier 1919, en comparaison avec le mois de janvier 1920, on voit que les effets présentés à la compensation se sont élevés respectivement en 1919 à 3.863 millions, en 1920 à 10.913 millions.

En Angleterre aussi, la publication du rapport du « London Bankers' Clearing House » pour l'année 1919, indique un mouvement extraordinaire d'affaires; le total des effets atteint le chiffre fantastique de 28.415.382.000 sterling, en augmentation de 7.217.870.000 sterling sur l'exercice 1918 qui constituait déjà un record. L'augmentation ne provient pas seulement des opérations d'emprunt du Gouvernement, mais aussi du réveil des affaires de Bourse.

A ce sujet, l'Inspecteur en Chef de la Chambre estime que les affaires de la Bourse ont progressé dans une proportion beaucoup plus grande qu'à n'importe quelle époque.

Comparé à 1913 le total de l'année 1919 était en progression de 73 0/0. Un des traits marquants est la progression du Country Clearing (Département de la Chambre pour les effets sur la Province) qui est supérieure de 134 0/0 au chiffre de 1913.

Spéculation en Bourse

La fièvre de spéculation qui s'était emparée de la Bourse et qui englobait une clientèle chaque jour plus nombreuse, avait peine à se calmer. On semblait croire, dans les pre-

miers mois de 1920, que la hausse n'aurait pas de fin soit sur les titres, qui étaient influencés par le taux des changes, soit sur les actions quelles qu'elles fussent, et on achetait les uns et les autres sur des rumeurs plus ou moins fondées, sans se préoccuper, ni des garanties, ni de la valeur intrinsèque des entreprises, et sans voir autre chose que la possibilité d'une plus-value rapidement acquise et réalisable.

Le groupe des établissements de crédit, en particulier, restait très bien orienté. Dans le grossissement des bilans de fin 1919, par comparaison avec ceux de 1918, il fallait faire la part de l'inflation fiduciaire qui avait accru les dépôts et les emplois qu'en faisaient les banques. Néanmoins, l'activité sociale apparaissait, en général, très développée.

On assistait, par contre-coup à un fléchissement ininterrompu des titres à revenu fixe, d'autant plus qu'ils allaient être frappés sans compensation par l'aggravation des impôts.

Les autres indices auxquels on a recours en ce qui regarde le mouvement économique, tels que les importations et les exportations et le rendement des impôts, présentaient une progression analogue.

Le Commerce extérieur en 1919-1920

On peut se demander quelle a été, sur le mouvement du commerce extérieur, la répercussion de cette prospérité artificielle. Les importations étaient en 1919 de 3 milliards par mois, plus fortes par conséquent qu'à aucun moment de la guerre, alors que les besoins étaient autrement impérieux.

La moyenne des exportations restait inférieure au milliard. Cette situation s'est continuée dans les premiers mois de l'année 1920.

Les prix du marché français sont plus élevés en 1919 et en 1920 que sur le marché américain. Ceci donne l'explication du déficit de la balance commerciale qui est monté à *20 milliards* en 1919 et à *10 milliards* en 1920. Une autre cause, c'est l'insuffisance de la production des usines françaises qui ont manqué en ces deux années de charbon, de transport et de main-d'œuvre.

Cependant il est permis de se demander si cette inflation de l'importation n'aurait pas pu être diminuée par une pratique volontaire plus sévère des restrictions nécessaires. On en peut douter. La consommation aurait dû avoir la sagesse de se restreindre et l'âpre volonté de subordonner ses besoins à cette nécessité.

Il faut reconnaître d'ailleurs que certains facteurs de la vie économique ne la poussaient pas précisément à cette manifestation d'héroïsme, au contraire.

L'énorme inflation fiduciaire, l'afflux des billets de banque ont eu pour effet de surexciter les appétits en augmentant les moyens d'achat. Et, en présence d'une offre que la force des choses rendait plus restreinte, la demande s'est faite exaspérée, entraînant la hausse des prix dans une course vertigineuse, diminuant le pouvoir d'achat de l'argent et avilissant la valeur de la monnaie par rapport à la valeur du produit.

Tout le problème de la vie chère est là : une production nationale qui ne suffit pas aux besoins, tant à l'intérieur, qu'à l'extérieur, une demande qui soutenue par l'inflation fiduciaire n'est pas disposée à se restreindre et qui, pour

suppléer à l'insuffisance de la production, fait un appel immodéré à l'importation étrangère.

Hausse des changes

L'énorme déficit de la balance commerciale a contribué à aggraver la crise des changes. Il faut remonter à la période de guerre pour donner une explication de cette hausse des devises étrangères.

Les concours financiers des Trésoreries anglaise et américaine ont permis à la France de faire face à la plus grosse partie de ses besoins de change jusqu'à la fin de la guerre. La France s'est procuré tout le change qui lui était nécessaire et elle l'a obtenu à des conditions raisonnables.

Au 31 décembre 1918, le franc perdait un peu moins de 3 0/0 par rapport à la livre sterling, un peu moins de 5 0/0 par rapport au dollar.

Le 13 mars 1919, la crise est entrée dans une phase nouvelle; elle a totalement changé d'aspect; le marché du change a été livré à ses seuls moyens. Le Trésor a cessé de concourir à son approvisionnement.

Au lendemain de l'armistice, la Trésorerie britannique a fermé ses crédits, elle a rompu la solidarité financière qui avait permis à la France de faire face à ses besoins de changes pendant la guerre. Le Gouvernement anglais a signifié qu'il fallait songer à revenir dans le plus bref délai au régime des crédits commerciaux et des crédits de banque engageant la responsabilité des commerçants bénéficiaires au lieu d'engager celle des gouvernements.

La Trésorerie américaine a suivi l'exemple de la Trésorerie anglaise. Donc, depuis mars 1919, suppression du concours des Trésoreries.

Cependant, comme nous l'avons vu, la France avait d'énormes besoins. Il lui fallait acheter beaucoup à l'étranger pour réparer ses régions dévastées, pour rétablir son activité productive, reconstituer ses stocks et son outillage, enfin pour combler les insuffisances de son approvisionnement alimentaire que son agriculture était impuissante à assurer.

*Hausse des prix. — Mesures gouvernementales
pour combattre la « Vie chère »*

Cette hausse des changes, combinée avec l'inflation fiduciaire, a aggravé dans de fortes proportions la hausse des prix. On se rappelle les doléances sur la vie chère.

Par vie chère, on entend plus particulièrement les hauts prix des produits d'alimentation, auxquels on joint les objets d'usage courant. Mais la hausse frappait tous les produits, depuis les matières premières de tous ordres jusqu'aux produits fabriqués de toutes catégories. Le phénomène est général, universel. Il s'est fait sentir dans tous les pays même les plus éloignés du théâtre de la guerre. Aucune partie du monde n'y a échappé. Mais de tous les pays, la France, il n'est pas besoin d'insister sur ce point, était la plus profondément touchée.

Emu par les doléances de l'opinion publique traduites de plus en plus vivement chaque jour par la presse de toutes nuances, le Gouvernement cherchait et prescrivait des remèdes qui restaient inefficaces et n'atteignaient pas leur but.

A plusieurs points de vue, au point de vue de l'opinion publique, on a voulu faire quelque chose. Les moyens employés visaient surtout les produits alimentaires. C'est

par ce côté que le phénomène de la hausse des prix était le plus ressenti. La brutale formule : « la question sociale est une question de ventre » ne saurait avoir une explication plus vraie.

L'opinion publique, prise dans son ensemble, croyait qu'il dépendait des pouvoirs publics d'améliorer, du jour au lendemain, une situation longuement créée par des causes multiples et profondes, parmi lesquelles il en est une que les consommateurs, pour la plupart, ne voient pas et qui leur est imputable : le manque d'économie et le défaut de n'avoir pas su s'imposer des restrictions volontaires.

Le fait était très marqué par le maintien du « standard of life » de l'extension du genre de vie dans la catégorie des salariés, dont la rémunération de travail s'est élevée considérablement au cours de la guerre. Au moment où l'offre des produits a diminué dans de fortes proportions, ces consommateurs auxquels leurs revenus le permettaient, sont venus accroître fortement la demande de produits, dont ils n'usaient point auparavant.

Les remèdes empiriques que l'on a décrétés avaient tous pour but d'accroître l'offre des produits, des produits alimentaires. Le principe était certainement rationnel, mais les moyens étaient d'une efficacité fort limitée. On avait construit à Paris des baraques, dites « Baraques Vilgrain » et leur nombre fut par la suite doublé.

Plus sérieuse était l'offre provenant de la remise des stocks alimentaires aux coopératives. Ces stocks étaient des stocks de guerre. Leur importance n'était pas bien étendue. Un approvisionnement qui ne se renouvelle pas, d'ailleurs, avec une demande qui se maintient toujours au même

niveau, ne saurait donner que des résultats restreints et très temporaires.

En juillet 1919, le Gouvernement était entré dans une voie nouvelle pour combattre la vie chère. Il renonçait au système inefficace le plus souvent nuisible des taxations. La fameuse expérience du maximum sous la Révolution a été renouvelée au plus fort de la crise issue de la guerre et a donné les résultats auxquels l'histoire nous avait appris qu'elle devait aboutir.

Deux décrets furent promulgués, le décret du 31 juillet 1919 sur « les prix normaux » et le décret du 14 août 1919 sur la publication des prix.

Ce dernier décret avait pour but de faciliter l'action exercée en faveur de la publicité des prix par les pouvoirs publics.

On a assisté aussi à un réveil assez marqué de l'initiative privée. Des ligues s'étaient formées en vue de défendre les intérêts des consommateurs.

Avec les « prix normaux » on entendait donner au mécanisme de la loi de l'offre et de la demande, en ce qui concerne surtout l'offre des produits, des conditions meilleures de fonctionnement. Le but était d'empêcher que des intermédiaires peu scrupuleux, à la faveur des troubles apportés dans l'approvisionnement général, ne continuassent à se laisser entraîner « à rechercher, dit le rapport précédent « le décret du 31 juillet, des bénéfices hors de proportions « avec ceux qu'ils devraient attendre raisonnablement et « moralement de leur commerce ». Le bénéfice variable, suivant les denrées et les marchandises ne pouvait, en principe, dépasser 15 0/0.

L'expérience du système des « prix normaux » a échoué

puisqu'elle n'a pas rendu tout ce qu'on en attendait, ce qui n'a rien d'étonnant.

Les états de crise économique qui se traduisent par des hausses considérables de prix ne sont pas nouveaux. Ils ont été fréquents dans l'antiquité et au moyen-âge. Ces crises ont provoqué des conceptions de doctrines erronées et dangereuses, comme celle du juste prix, lequel n'a jamais pu être défini. Elles ont aussi inspiré des remèdes empiriques souvent pires que le mal.

Le Gouvernement avait, de plus, ajouté à ces mesures économiques des mesures d'un autre ordre : des moyens de répression contre les spéculateurs et les mercantis. Le déséquilibre dans les échanges facilitait, à ceux que l'on appelle des mercantis, des opérations que l'on devait empêcher et punir. Mais ces opérations anormales étaient le résultat et non la cause de la crise qu'on traversait.

L'offre de tous les produits sur les marchés du monde était très réduite par une diminution générale de la production. Les récoltes étaient peu abondantes. Quoique la production mondiale de blé ait augmenté de moitié pendant les dernières années du XIX^e siècle, l'état de guerre a, dans beaucoup de pays, principalement dans les pays belligérants, réduit les emblavures. Et il en est de même pour nombre d'autres produits d'alimentation, comme la viande, les œufs, le beurre, les graisses, et pour tous autres produits : matières premières, métallurgie, textiles, etc.

Il faut ajouter à cette diminution de l'offre les difficultés de transports, et surtout des transports maritimes, pendant la guerre.

La crise de la vie chère est donc une manifestation de la crise plus générale de la hausse des prix.

Situation de l'Industrie pendant la période d'essor

L'industrie de la soie

Comme exemple type de l'activité des industries pendant la période d'essor 1919-1920, nous citerons l'industrie de la soie.

La soie est, comme on sait, la matière première de l'une des industries françaises les plus prospères, et l'une de celles qui fournit au commerce extérieur français l'un des facteurs le plus important, et Lyon doit à l'industrie de la soie la belle place qu'elle tient, non seulement dans la vie économique de la France, mais dans le mouvement commercial mondial.

L'année 1919 a été pour le commerce et l'industrie de la soie, une année d'activité considérable. Le chiffre des quantités de soie de toutes provenances enregistrées par la Condition des Soies de Lyon, a atteint 6.402.903 kilos, dépassant celui de l'exercice de 1918 de 1.640.328 kilos, soit un peu plus de 35 0/0.

Dès le mois de mars 1919, le malaise qui avait marqué le début de l'année comme la fin de 1918 avait disparu.

Le fait caractéristique de la campagne résida dans l'ampleur persistante de la demande, conséquence de l'adaptation de la soie à toutes sortes d'articles, notamment à la bonneterie, de la rareté et de la cherté des autres textiles. D'autre part, la production industrielle gênée par de nombreuses causes était à peine suffisante pour satisfaire les besoins de la consommation et l'élévation des prix, quelle qu'elle fut, ne mettait aucun frein aux affaires.

Le rapport de la Chambre de commerce de Lyon observe que la hausse des changes asiatiques a été, pendant tout

le cours de la campagne, un puissant facteur de soutien pour les prix des soies, et que les achats de l'Europe sur les places de l'Extrême-Orient sont désormais sans influence sur les cours des soies, étant donné l'accaparement visible dont elles sont l'objet de la part des Etats-Unis. « Il semble bien, ajoute-t-il, qu'une baisse de la soie « ne pourra que suivre un recul des changes quand celui-ci « se produira-t-il ? Il est bien difficile de le prévoir dès à « présent, sans crainte de trop s'avancer, c'est que les « appétits de la consommation se heurteront tôt ou tard à « des prix tellement exagérés pour des produits manufac- « turés, qu'il faudra changer d'attitude ». Ces deux causes ont agi durant l'année 1920 et la dernière a eu sa répercussion, non pas seulement dans les soieries, mais sur la quasi-totalité des objets.

La circulaire de Chabières Morel et C^{ie}, de Lyon, examinant l'année 1920, s'exprime ainsi : « Les cours haussèrent jusqu'en février par une sorte de vitesse acquise, « leur maximum qui coïncida avec celui des changes de « Chine, atteignit en francs presque le décuple des cours « d'avant guerre, et près du double des prix moyens, déjà « élevés, de l'année 1919. En Europe, les stocks étaient « légers ; notre industrie achetait avec fatalisme, elle recevait plus d'ordres d'étoffes qu'elle n'en pouvait prendre ; « dans tous les ordres de la production, l'achat manqué la « veille était d'ailleurs regretté le lendemain. Pourtant le « métal argent commençait à baisser, la hausse des salaires « devenait exorbitante et des grèves éclataient partout ; « la vente au détail tendait à se calmer. Après quelques « semaines de légère réaction, les prix, sous l'influence

« d'une nouvelle hausse au Japon, se relevèrent en avril
« et atteignirent à peu près le maximum de février ».

Le prix moyen des soies à Lyon a passé de *48 fr. 50* en 1913 à *117 fr. 50* en 1918 et *170 francs* en 1919 pour les grèges de France; de *44 francs* à *107 francs* et *160 francs* pour les filatures du Japon; de *47 fr. 50* à *113 fr. 50* et à *159 francs* pour les filatures de Chine.

Au début de février 1920, on a gagné le cours de *475 francs* 90 jours, pour les grèges Chine filature; la hausse a atteint *100 à 150 francs* en un mois.

Après ce coup d'œil jeté sur la façon dont s'est comportée la matière première en 1919 et au début de 1920, il faut étudier brièvement la situation de la fabrique de soieries.

La première année complète de paix fut une année de grande activité et de prospérité. Le montant de la production lyonnaise est estimé à 1.688 millions de francs contre 779 millions et demi l'année précédente, soit un accroissement en valeur de 908 millions et demi.

La hausse des prix a influencé beaucoup les chiffres cités, mais la consommation a été toute l'année fort avide de soieries comme de tout luxe.

La faveur des tissus de soie a d'ailleurs été également motivée par ce fait que les matières textiles autres que la soie ont subi proportionnellement une hausse de prix beaucoup plus forte.

L'activité de la fabrique lyonnaise a été générale et s'est fait sentir en 1919 dans toutes les variétés de la production.

La situation du commerce et de l'industrie au début de 1920

Les débuts de l'année 1920 avaient été faits par l'industrie dans des conditions particulièrement brillantes. Les inspecteurs du travail, dans leurs rapports, indiquaient que

sur 39.938 établissements visités par eux en juillet 1914, 37.938 établissements, soit 95 0/0 du précédent total étaient en activité.

Au lieu de 1.372.000 ouvriers employés avant la mobilisation, 1.285.000 pouvaient être recensés dans ces usines en janvier 1920.

La rapidité de reconstitution du nord de la France se précisait dans les chiffres suivants : 94,6 0/0 de l'industrie lainière existant en 1914 était de nouveau en marche, 91 0/0 de l'industrie cotonnière; 68 0/0 de l'industrie de lin. La place de Roubaix déployait une activité plus grande que ses voisines Lille et Tourcoing. L'industrie lainière était reconstituée jusqu'à concurrence de 99,3 0/0 de la totalité des établissements existant avant la guerre.

L'effort se produisait malgré les hauts cours des matières premières. Le coton n'était-il pas passé de 74 francs les 50 kilos en 1914 à 940 francs en avril 1920. Le lin de Bretagne qui était payé 125 francs à la veille de la guerre, cotait en 1920 2.800 francs.

Les industriels s'approvisionnaient aussi largement que possible pendant tout le premier trimestre de 1920, passant même des ordres d'achat pour le second trimestre à régler au cours du dollar au moment de la livraison. La situation favorable du marché les incitait à agir de la sorte. On pouvait vendre toute la production à n'importe quel prix. Bien plus, les demandes dépassaient les facultés productives.

Dans un des articles les plus chers, dans la lingerie et la chemiserie, les chefs d'établissements déclaraient « La production de plusieurs années est absorbée à l'avance ». Au cours d'une réunion du Comité des salaires d'un département, 4 patrons ont avoué qu'ils pouvaient vendre dès

cette époque, leur production de 10 années, aussi élevée fût-elle et peut-on ajouter, à n'importe quel prix.

Pelleterie de luxe ou ordinaire, ganterie, industrie de la chaussure sont dans un état de prospérité qu'avouent les manufacturiers.

Soudain au mois de mai, de sinistres avertissements se produisent. Un phénomène auquel on n'était pas habitué depuis plus de 6 ans venait de se produire. On constate une baisse de prix très notable en ce qui regarde un certain nombre de matières premières et pour certaines d'entre elles, dans la catégorie des textiles, cette baisse a atteint des proportions sérieuses.

Ce phénomène n'est pas particulier à la France, il a même ses origines en Extrême-Orient.

Cette action déprimante atteignait le marché français alors qu'il était nettement orienté vers la hausse et les obstacles que le Gouvernement a essayé de lui opposer à la frontière, n'ont pas pu en préserver la France.

CHAPITRE VI

La Crise de 1920 en France Période de crise et de dépression

Déclanchement de la crise vers le mois de juin 1920

A la période d'activité sans précédent qui a suivi l'armistice, a succédé, dans presque toutes les branches, une période de dépression qui, bien que prévue, a cependant surpris par sa soudaineté, sa généralité et son acuité. L'opinion qui prévalait dans l'immense majorité du monde industriel et commercial était que, le prix de la production ayant changé de signe, la baisse, suivant en cela une marche semblable à celle de la hausse, mais en sens contraire, devait se manifester d'une manière progressive.

En janvier 1920, malgré l'insuffisance des transports, la pénurie de charbon et de main-d'œuvre, l'industrie était très active; les ordres affluaient, l'exportation se développait, on créait des débouchés dans des pays nouveaux. A la fin de l'année, les transports sont améliorés, le charbon ne manque plus, la main-d'œuvre est surabondante en égard aux besoins, et brusquement l'activité économique fléchit.

Ce n'est pas assez de dire que, par rapport à janvier 1920, la situation économique s'est transformée. C'est un renversement complet qui s'est produit en quelques mois.

Depuis six ans, les prix s'enflaient sous l'influence d'une demande toujours en avance sur l'offre et que stimulait la croyance à la persistance indéfinie de la hausse. La

consommation semblait ne pouvoir jamais être satisfaite et l'activité industrielle était comme enfiévrée. Les capitaux s'offraient surabondants et les bénéfices étaient démesurés. C'est le producteur qui fixait lui-même ses prix de vente qui n'étaient pas discutés.

Des industriels en étaient venus à se persuader que, pendant de longues années, ils pourraient vendre n'importe quoi et n'importe quelle quantité à n'importe quel prix.

Cette croyance a favorisé l'extension de l'activité manufacturière. Les usines se sont réorganisées, amplifiées, avec un matériel moderne. Les fabricants en série se multipliaient. Un peu partout s'improvisaient de nouveaux industriels; on constatait chez le consommateur un tel désir d'être servi, on voyait chez le producteur des bénéfices si rapides et si considérables, que c'était à qui créerait de nouvelles industries ou développerait les usines existantes. Peu à peu, pour bien des articles, la production a fini par dépasser la consommation, dont les capacités d'absorption ne sont pas indéfinies. Dans le courant, jusque là si rapide des transactions, une sorte de remous allait se créer.

A l'augmentation des disponibilités correspondait en sens inverse la restriction plus ou moins volontaire des besoins; surproduction d'une part, sous-consommation d'autre part. Les prix avaient atteint un niveau tel que la puissance d'achat des consommateurs n'était plus en état de les soutenir.

Après avoir, pendant plusieurs années, imposé des prix en hausse rapide sous le prétexte traditionnel devenu formule courante, que les cours du coton, de la laine, des cuirs montaient toujours, n'a-t-on pas autorisé la clientèle à

réclamer le bénéfice de la baisse des matières premières, le jour où la baisse se produirait ? Aussi, quand elle voit le coton à 300 francs au lieu de 909 francs, la laine à 950 fr. au lieu de 1.750 francs, la soie à 200 francs au lieu de 475 francs, quand elle assiste à la baisse graduelle du charbon au fléchissement des frêts, n'est-elle pas fondée à escompter une chute sérieuse des prix des produits manufacturés ?

C'est ce qui arriva.

Devant l'allure vertigineuse prise par le mouvement de hausse en 1920, le consommateur a dû arrêter ses achats. Comme toujours, c'est un changement de l'opinion qui a déclenché brusquement l'arrêt. Après avoir dit longtemps : « Hâtons-nous d'acheter avant une nouvelle hausse ». On a dit un beau jour : « Cela ne peut plus durer, attendons la baisse pour acheter ». Ce jour-là, l'inévitable du mouvement de recul a commencé et avec lui le chômage.

L'Europe se restreignit dans ses achats dès la fin du printemps de l'année 1920, et l'Amérique apprenait à ses dépens qu'elle ne peut se passer du marché européen. Les marchés européens allaient éprouver les effets de la solidarité économique qui les lie à leurs fournisseurs de matières premières.

La baisse des prix présentait ce caractère d'être générale et d'affecter les différents marchés du monde. Il n'y a pas lieu de s'étonner de l'universalité de ce phénomène, l'interdépendance des marchés s'affirme. Elle se produit en un temps plus ou moins long suivant les circonstances, mais l'action, bien que contrariée, de l'offre et de la demande, finit par s'exercer.

Nous avons défini la crise économique une diminution de l'activité industrielle et commerciale, accompagnée d'une baisse des prix.

Nous traiterons, dans une première partie, de la baisse des prix et des salaires, et dans une deuxième partie, de la diminution de l'activité économique.

1^o MOUVEMENT DES PRIX ET DES SALAIRES APRÈS L'ARMISTICE

A. — *Mouvement des prix :*

Le mouvement des prix qui, depuis l'armistice était orienté à la hausse, était arrivé, au mois de juin 1920, à un changement subit de direction, ainsi qu'on en pourra juger par le tableau suivant :

	Janvier-Mai 1920	1 ^{ers} jours de Juin-1920
LE HAVRE		
Coton	970	642
Laine.....	1.715	1.500
Cacao	425	340
Café.....	339 3/4	234 1/4
PARIS		
Cuivre	762	584
Etain.....	2.362	1.400
Plomb.....	307 1/4	220
Zinc.....	340	273 1/2
MARSEILLE		
Huile de colza.....	685	560
Huile de lin.....	625	485
Huile d'olive	1.300	1.250
Peaux.....	925	725
Suif	590	440
Alcool	1.330	1.125
LYON		
Soie.....	500	270
BÉZIERS		
Vins.....	118,50	103

Nous allons essayer d'apporter quelque précision dans l'étude de ce phénomène en indiquant l'évolution depuis l'armistice des prix de certains grands produits.

Le frêt.

La hausse du frêt et celle des changes, ont contribué dans une large mesure au relèvement des prix de tous les produits étrangers arrivés en France.

Ainsi, par exemple, un quintal de blé qui, en juillet 1914, n'avait à subir qu'un frêt de 1 fr. 44 pour venir d'Amérique dans un port français de l'Atlantique, a dû ensuite payer, non compris le prix d'achat et compte tenu du change et de l'assurance : 5 fr. 22 en juillet 1915, 8 fr. 30 en juillet 1916, 18 fr. 70 en juillet 1917 et 38 fr. 85 en juillet 1918.

Après la signature de l'armistice, le même frêt tomba brusquement à 7 fr. 70. Nous le trouvons à 7 fr. 65 en janvier 1919, mais il se releva ensuite à 9 fr. 95 en juillet, et à 13 fr. 25 à la fin de l'année. Il cota encore 20 fr. 76 en mai 1920, pour revenir aux environs de 7 fr. 50 dans le courant de 1921, et tomber ensuite jusqu'à moins de 6 fr.

Les causes qui ont déterminé la hausse fantastique du frêt maritime sont nombreuses. Tout d'abord, la guerre sous-marine a coûté, du 1^{er} août 1914 au 11 novembre 1918, plus de 12 millions de tonneaux de jauge brute à la marine marchande mondiale. Cette destruction, non compensée par les constructions nouvelles, amena une élévation du prix des navires à laquelle vint s'ajouter une assurance contre les risques de guerre qui devint d'autant plus lourde que la valeur des bateaux et des marchandises transportées alla toujours en croissant.

A côté de ces facteurs de hausse du frêt, on doit mettre en ligne l'augmentation du coût du combustible, des salaires, de la nourriture des équipages et, enfin, l'influence de la spéculation.

A ce propos, Monsieur Noblemaire, député des Hautes-Alpes, donne quelques exemples caractéristiques dans son rapport relatif à l'influence du prix des transports sur le coût général des choses, entre 1913 et 1919.

En voici deux qui méritent d'être cités :

1° Vapeur grec de 3.470 tonneaux, construit en 1905; vendu 658.000 fr. en 1914, revendu 2.793.000 fr. en janvier 1916, revendu 3.953.000 fr. en mai 1916; revendu 5.209.000 fr. en août 1916 et revendu une dernière fois, 6.924.000 fr. en juin 1917.

2° Vapeur japonais de 5.175 tonneaux, construit en 1894, vendu 615.000 fr. en 1913, revendu 1.815.000 fr. en janvier 1916, et revendu 12.898.000 fr. en mars 1918.

La synthèse de toutes les causes qui ont contribué à la hausse des frêts entre 1913 et 1919, nous est fournie par la statistique du taux moyen annuel de l'affrètement par jour et par tonneau de jauge brute.

Ce taux moyen annuel qui n'était que de 0 fr. 37 en 1913 (370 fr. pour un navire de 1.000 tonneaux de jauge brute) était en novembre 1918 de 3 fr. 66; il tomba ensuite à 1 fr. 67 en mars 1919, pour se relever par bonds successifs jusqu'à 7 fr. 53 en décembre suivant, mais depuis, il est revenu à un chiffre encore trois fois supérieur à celui d'avant-guerre.

Transports fluviaux.

Les frais de transports fluviaux ont progressé dans une

proportion inférieure à la hausse du frêt maritime, parce que les remorqueurs et chalands de rivière n'avaient pas à supporter les risques de torpillages.

Voici les chiffres que Monsieur Noblemaire donne :

« Du 1^{er} novembre 1914 au 1^{er} février 1920, dit-il, le taux
« du remorquage est passé de 0 fr. 010 à 0 fr. 072 la tonne
« kilométrique, le prix du frêt total pour une tonne à la
« remontée s'est accru de 3 fr. 80 à 32 fr. pendant la même
« période; il a plus qu'octuplé. Depuis le 1^{er} juillet 1920,
« le taux du remorquage s'est abaissé à 0 fr. 033 pour une
« tonne kilométrique. Le prix du frêt total pour une tonne
« est actuellement de 20 fr. 30. »

Les matières premières. — Charbon.

Le charbon et le fer sont incontestablement les matières premières les plus utiles à l'humanité. On pourrait, à la rigueur, se passer de coton, de laine et de cuivre, les Allemands ont presque réussi à le faire pendant la guerre, mais la brusque disparition de la houille et du fer serait une catastrophe irréparable pour le monde civilisé.

Voici les chiffres de la production, des importations et de la consommation du charbon en France pendant l'année 1913 :

Production indigène	40.844.000 tonnes
Importations nettes.....	23.823.000 —
Consommation annuelle.....	64.834.000 —

La production des deux départements du Nord et du Pas-de-Calais représentait à elle seule, les 67,2 0/0 de la production totale. Cette indication suffit pour laisser entrevoir l'importance du dommage que l'invasion allemande a fait subir à la France.

L'occupation allemande a réduit la production française de 20 millions de tonnes, et ce déficit s'est maintenu après l'armistice, parce que les Allemands exécutant un plan de destructions préparé à l'avance, ont systématiquement mis les mines françaises hors d'état de produire pour une période d'au moins dix années après l'évacuation.

C'est en avril 1920, que le prix du charbon mesuré en monnaie française, a été le plus élevé quelle qu'en fut l'origine. Voici à ce sujet, les chiffres qu'on relève dans le rapport du Comité technique :

Charbons français : par tonne, 80 fr. contre 20 fr. avant la guerre, soit 4 fois plus.

<i>Belges</i> :	90 fr.	contre	20,	coefficient	4,5
<i>Allemands</i> :	80 fr.	»	24	»	3,3
<i>Anglais</i> :	540 fr.	»	30	»	18
<i>Américains</i> :	460 fr.	»	45	»	10
<i>Moyenne</i> :	240 fr.	»	25	»	9,6

Avec la liberté du commerce, les prix de vente en gros et en détail ont sensiblement baissé en 1921 (50 0/0 environ par rapport à la période correspondante de 1920).

Huiles minérales. — Le pétrole.

Avant la guerre, le pétrole ordinaire valait à Rouen, 26 fr. l'hectolitre nu, il valait 51 fr. en 1918.

La situation s'aggrave après l'armistice, tant à cause de la baisse du franc, qu'en raison de la cherté grandissante des frêts et, malgré tous les efforts du « Commissariat aux essences » le prix de l'hectolitre nu du pétrole ordinaire à Rouen monta à 55 fr. le 1^{er} juillet 1919, 73 fr. au commencement de 1920, 101 fr. 50 le 1^{er} avril suivant, pour arriver au record de 151 fr. 50 le 1^{er} août de la même année.

En 1921, une détente est survenue et le prix a été ramené à 120 fr., c'est-à-dire à un chiffre quatre fois et demie supérieur à celui de 1914.

Fontes. — Fers et Aciers.

Les produits sidérurgiques peuvent être considérés soit comme des objets fabriqués, soit comme des matières nécessaires à l'industrie, c'est sous ce dernier aspect que nous allons les examiner.

Les nations qui produisent beaucoup de charbon produisent aussi beaucoup de fontes, de fers et d'aciers. Andrew Carnegie, dont le rôle dans la métallurgie fut si considérable, a proclamé que la supériorité industrielle appartient au pays qui pourrait fabriquer la fonte et l'acier au plus bas prix de revient, parce que le cours d'une foule d'articles manufacturés est influencé par le coût de ces éléments. Le prix de la houille sur les lieux de production est le principal facteur du prix de revient de la fonte et de l'acier.

L'appel sous les drapeaux de tous les hommes de 21 à 45 ans, eut pour effet, de paralyser l'industrie sidérurgique française, dès les premiers jours de la mobilisation, et cette paralysie s'accrut par suite de l'invasion qui fit perdre à la France ses plus importants gisements ferrifères et lui enleva 64 0/0 de ses moyens de production pour la fonte et 50 0/0 pour l'acier fondu.

La sidérurgie française a donc effroyablement souffert pendant la guerre.

Comme pour la houille et toutes les matières premières, les produits sidérurgiques ont subi une hausse fantastique qui ne peut s'expliquer que par la spéculation, car c'est

longtemps après la signature de l'armistice qu'elle s'est manifestée.

En voici deux exemples typiques :

La fonte hématite qui valait sur wagon départ 85 fr. la tonne en 1914 était montée à 270 fr. à la fin de 1916. Elle cotait 343 fr. à la fin de 1917, et 440 fr. pendant le deuxième semestre de 1918. A la fin de 1919, elle se vendait 430 fr. puis brusquement, elle bondit à 700 fr. en mars 1920 et à 855 fr. trois mois plus tard. Cela revient à dire que le prix d'une tonne de fonte hématite était 10 fois plus élevé en juin 1920 que pendant l'année 1914.

Même phénomène pour les fers marchands de première classe à Paris : de 20 fr. 50 le quintal fin juin 1914, ils sont progressivement montés à 145 fr. juin 1920, soit une hausse de 700 0/0.

Le charme s'est rompu pendant le dernier trimestre de 1920 où la crise économique générale a commencé ses effets et les cours de tous les produits sidérurgiques influencés par un arrêt à peu près général des commandes, ont reculé de mois en mois compromettant l'équilibre financier des établissements métallurgiques les plus solides, qui ont dû faire appel au crédit public pour résister à la tourmente.

Nous allons trouver des situations analogues dans les principales industries.

Le cuivre.

Ce sont les Etats-Unis qui sont les plus grands producteurs du cuivre avec en 1912 : 564.000 tonnes représentant 55 0/0 de la production mondiale.

Le quintal en lingots, livré au Havre valait 165 fr. en

1914 et 385 fr. en 1918. Immédiatement après la fin de la campagne, les achats à l'étranger furent suspendus et le cuivre tomba à 242 fr. le quintal à la fin du premier trimestre 1919; mais la spéculation intervint et, s'appuyant sur la diminution de la production mondiale, elle poussa les cours à 489 fr. fin décembre, puis à 689 fr. fin mars 1920, ce qui représentait plus de 4 fois son prix de juin 1914.

Entre la fin de décembre 1920 et la fin du 1^{er} trimestre 1921, une réaction s'est produite, comme sur toutes les matières premières, et le prix du quintal a été ramené à 375 fr., soit une baisse de 47 0/0 par rapport à la fin de décembre 1920.

Le plomb.

Sur le marché de Paris, le cours moyen du plomb qui était de 55 fr. en 1913, a atteint 150 fr. en 1918. Il s'est élevé à 182 fr. en 1920 et s'inscrit en 1921 à 130 fr.

Le zinc.

Le prix moyen du zinc en 1914 était de 63 fr. et de 205 fr. en 1918. Mais la tendance fut particulièrement irrégulière en 1920, où les cours qui s'étaient élevés jusqu'à 335 fr. les 100 kilos en mai, s'abaissèrent à 190 fr. à la fin de cette même année, ils s'inscrivent en 1921 aux environs de 140 fr.

L'étain.

L'un des principaux marchés d'approvisionnement est Londres, où, pour diverses raisons, parmi lesquelles la spéculation à sa large part, les cours ont été des plus irréguliers. Au 1^{er} janvier 1920, l'étain valait 344 liv. st., il se

traitait à 200 liv. st. à la fin de l'année, après avoir touché 449 1/2 liv. st. au plus haut, et 195 liv. st. au plus bas. La tendance générale à la baisse se poursuit au début de 1921 et, en raison de la dépression des affaires, nombre d'usines de fer blanc du pays de Galles durent travailler à journées réduites.

Le cours de l'étain à Paris, qui était de 1.700 fr. les 100 kilos au début de 1920, s'inscrivait à 1.500 fr. à la fin de l'année, il était de 880 fr. vers la fin de juin 1921 et n'a plus beaucoup varié depuis.

L'aluminium.

Etant donné l'importance du marché de l'aluminium aux Etats-Unis, ce pays étant le principal producteur de ce métal, la tendance générale des cours n'a fait que refléter les indications de New-York. Sur le marché américain, les prix se sont maintenus pendant toute l'année 1920 entre 30 et 33 cents la livre; ils ont oscillé entre 160 et 185 liv. st. la tonne en Angleterre; en France, l'aluminium qui au moment de la crise de 1907 était descendu jusqu'à 130 fr. les 100 kilos, valait 625 fr. au début de 1920 et atteignait 935 fr. fin 1920, après avoir touché 1.050 fr. au plus haut; il se traitait fin 1921 aux environs de 650 fr.

Le coton.

Le prix moyen du quintal de coton sur le marché du Havre fut de 168 fr. en 1913; de 658 fr. en 1918, de 764 fr. en 1919 et de 1.300 fr. en 1920. Mais ces prix ne sont que des moyennes annuelles et on relève comme maxima mensuels : 816 fr. en août 1918, 1.098 fr. décembre 1919 et 1.818 fr. avril 1920.

La hausse du frêt, qui passa pour une tonne transportée de la Nouvelle-Orléans au Havre de 37 fr. en juillet 1914 à 992 fr. en octobre 1918, contribua largement à la hausse du coton, mais ses deux principaux facteurs furent la spéculation américaine et, par rapport au franc, la hausse du dollar qui monta de 5 fr. 40 en janvier 1919 à 12 fr. 20 en janvier 1920 et à 17 fr. 50 en novembre de la même année.

Depuis le premier semestre 1920, le frêt a considérablement baissé, l'arrêt des demandes de l'Europe en coton a obligé les détenteurs des stocks américains à liquider tout ou partie de leur position et le dollar a baissé par rapport au franc (11 fr. en avril 1922). La conséquence de ces trois phénomènes économiques est que le quintal de coton ne valait plus au Havre, au printemps 1922 que 240 fr., c'est-à-dire une fois et demie de plus environ qu'en 1914 et non pas treize fois comme en avril 1920.

La laine.

La France consomme beaucoup plus de laine qu'elle n'en produit parce que les demandes de son industrie textile s'accroissent chaque année et que cet accroissement coïncide avec la diminution de son troupeau d'ovins.

Le quintal de laine en suint Buenos-Aires, bonne qualité qui cotait au Havre 222 fr. 50 en juillet 1914, s'éleva à 900 fr. en 1918, à 925 fr. en 1919 et à 1.300 fr. en 1920.

Mais après avoir atteint le record de 1.700 fr. en mai 1920 (c'est-à-dire plus de 7 fois 1/2 le prix de juillet 1914) la laine en masse a subi la baisse progressive de toutes les autres matières premières et elle ne valait plus au

printemps 1922 sur le marché du Havre que 530 fr. le quintal.

*Matières premières nécessaires à l'industrie
et à l'agriculture.*

Indépendamment des grands produits cités, il convient de signaler les graines et fruits oléagineux, les soies, le nitrate de soude, les peaux et pelleteries brutes, les pâtes de cellulose pour la fabrication du papier et le service des poudres, les bois communs, le caoutchouc, le jute, etc.

Toutes ces matières premières, comme celles que nous avons étudiées en détail, ont subi la triple influence de la hausse des changes, des frêts et des salaires dans les pays d'origine.

A ces trois éléments de déséquilibre, il faut ajouter la spéculation à chaque étape de la marchandise et les mesures administratives, ou de réglementation, prises par les divers gouvernements intéressés.

Il en est résulté que le prix moyen du quintal de matières nécessaires à l'industrie, rendu dans les ports français, qui ne fut en moyenne que de 13 fr. 50 environ en 1913, a progressivement monté jusqu'à 60 fr. en 1920, pour reculer à 38 fr. en 1921, mais cette moins-value est arrivée trop tard, car depuis l'armistice, les industriels français avaient reconstitué un peu à la hâte leurs stocks de matières premières aux prix les plus élevés, aussi ont-ils supporté de lourdes pertes pendant le dernier trimestre 1920, et toute l'année 1921, parce que la consommation n'a pas voulu, ou n'a pas pu, continuer de payer les prix exagérés de 1919 et du commencement de 1920.

C'est la loi de l'offre et de la demande qui a pris partielle-

ment ses droits et qui a provoqué la crise économique actuelle. Le pouvoir d'achat du public a été considérablement réduit par la fermeture des usines de guerre, par la suppression des allocations militaires, par l'application des nouveaux impôts, par la diminution des revenus industriels et commerciaux et, en fin de compte, par la dépréciation du franc.

Le mouvement des salaires depuis la guerre.

A partir de la déclaration de guerre, les salaires ont subi en général, de notables réductions qui se sont maintenues jusqu'au milieu de l'année 1915 et même dans certains cas au delà.

On peut considérer deux grandes périodes des variations des salaires :

1° Du deuxième semestre 1915 au deuxième semestre 1920, les salaires sont en augmentation continue.

2° Tout à la fin de 1920 commence une deuxième période où se marque un mouvement de baisse qui atteindra la plupart des professions en 1921.

Première période (1915-fin 1920). — Hausse des salaires.

On ne saurait suivre année par année, le mouvement des salaires. Nous nous attacherons seulement ici à marquer pour quelques professions, le rapport d'augmentation des salaires de 1914 à 1920.

En 1920, on relève par rapport à 1914 des augmentations de salaires de 300 à 350 0/0 pour les ouvriers agricoles, de 300 à 350 0/0 pour les ouvriers de bâtiment, de 300 à 400 0/0 dans les filatures et tissages, de 233 à 275 0/0 dans la ganterie, de 300 à 425 0/0 dans l'industrie de caoutchouc, de 170, 210, 300, 320 0/0 dans les transports, de 89 0/0

(employés à la vente) de 80 à 170 0/0 (employés de bureau) dans le commerce, de 238 0/0 pour les mineurs, de 700 à 833 0/0 pour les ouvriers à domicile dans l'industrie du vêtement.

Les conditions dans lesquelles se sont produites ces variations des salaires sont d'ordres divers.

Dans le mouvement de relèvement des salaires, il importe de ne pas oublier l'action des pouvoirs publics. Ils n'intervenaient avant la guerre dans la détermination des salaires que dans un cas bien défini : celui des ouvriers occupés à l'exécution des marchés passés au nom de l'Etat. En vertu des décrets du 10 août 1899, les entrepreneurs doivent, en effet, s'engager à payer à leurs ouvriers un salaire normal égal, pour chaque profession et, dans chaque profession pour chaque catégorie d'ouvriers, au taux couramment pratiqué dans la ville ou la région où le travail est exécuté.

La multiplication des commandes de l'Etat pendant la guerre eut pour conséquence de développer son intervention.

Dès le début de la hausse des salaires, les employeurs se sont en général attachés à distinguer deux éléments dans la rémunération : une partie fixe et une partie considérée comme allouée provisoirement à titre d'allocation de vie chère et susceptible de variations.

Un des phénomènes intéressants des années 1919 et 1920, outre le développement des conventions collectives, est l'institution, par conventions collectives, de commissions mixtes chargées de reviser périodiquement le taux des indemnités de vie chère, d'après les variations du coût de la vie, soit en utilisant à cet effet des données statistiques établies en dehors d'elles, soit en calculant elles-mêmes ces variations pour la région intéressée.

De son côté, le Gouvernement, par le décret du 19 février 1920, a créé, au Ministère du Travail, une commission centrale d'études relatives au coût de la vie et prévu la création de commissions régionales d'études chargées de recueillir tous les éléments utiles d'information. En novembre 1920, 20 commissions régionales de 27 commissions locales d'études relatives au coût de la vie avaient été instituées.

La notion de la variation du salaire en rapport avec la variation du coût de la vie paraît entrer dans les esprits; son action, qui s'est d'abord manifestée dans les ajustements de salaires à la hausse du coût de la vie, va s'exercer encore dans la période de régression des salaires à laquelle nous arrivons.

Deuxième période (à partir de fin décembre 1920) :

Baisse des salaires

En 1920, les salaires dans l'ensemble des professions paraissent avoir atteint leur maximum.

Dès mai 1920, se dessine la crise économique qui va toucher la pulpart des industries en 1921. Déjà amorcée dans le dernier trimestre de 1920, la tendance à la réduction des salaires s'affirme de plus en plus au cours de l'année 1921.

Les travaux des diverses commissions officielles ou d'initiative privée vont enregistrer de successifs abaissements du coût de la vie, et ces travaux seront fréquemment invoqués pour opérer des réajustements de salaires.

Ces modifications de salaires se sont opérées sans grande difficulté et pour ainsi dire mathématiquement, lorsque par convention collective il avait été prévu qu'elles s'opéreraient d'après les variations du coût de la vie.

On conçoit que les grèves en une telle période de crise ne pouvaient manquer d'être nombreuses, mais il ne paraît pas douteux que leur nombre en a été sensiblement réduit par le développement pris pendant la guerre de relations plus suivies entre patrons et ouvriers, et par la pratique des conventions collectives.

Si les réductions de salaires ont provoqué en 1921 jusqu'au 16 août, 206 grèves à la suite desquelles, dans 182 cas environ, les ouvriers ont dû subir les réductions imposées, plus souvent encore les réductions de salaires ont été acceptées ou supportées par les ouvriers sans grève.

Nous indiquons ci-après les modalités de quelques variations de salaires intervenues sans grève ou avec grève.

A. — VARIATIONS INTERVENUES SANS GRÈVE

Habillement — Textile

La Commission paritaire de l'habillement de Lyon, a calculé, dans sa réunion du 24 juin 1921, que de fin mars 1920 à fin juin 1921, le coût de la vie a baissé de 12 0/0. Elle décida, en conséquence, que les salaires résultant des conventions des 15-24 mars 1920, seraient diminués de 12 0/0 pendant le trimestre 24 juin-24 septembre 1921.

Livre — Imprimerie

La Commission paritaire de l'industrie lithographique et typographique de Lyon, instituée en 1919, a constaté, le 23 avril 1921, que le coût de la vie, par rapport à janvier 1921, accusait une diminution de 19 0/0. Afin d'éviter une chute trop brusque dans les budgets ménagers et sur les instances de l'arbitre (Inspection du Travail), les commissaires patrons décidèrent que la diminution serait appliquée par paliers; soit une diminution immédiate de 16 0/0

pour le trimestre mai-juillet 1921, la différence 3 0/0 ne devant entrer en jeu qu'à l'expiration dudit trimestre.

Le 23 juillet 1921, la Commission a constaté une diminution de 1 0/0 du coût de la vie depuis fin avril 1921 ; les commissaires patrons proposèrent à leur Chambre Syndicale qu'un nouveau palier fut introduit pour l'application de la diminution.

En définitive, l'indemnité de vie chère de 6 fr. 85 (sur un salaire de 18 francs) en février-mars-avril 1921, a été de 4 francs en mai-juin-juillet, de 3 fr. 50 en août-septembre-octobre 1921.

Métallurgie et Industries Mécaniques

A Troyes, une convention du 28 février 1921, entre les Chambres Syndicales patronales et ouvrières de la métallurgie, fixe les conditions de variation de la prime de vie chère. L'indemnité de la vie chère dans la métallurgie était de 6 francs par jour pour les salaires supérieurs à 10 francs, de 3 fr. 20 pour les salaires compris entre 7 et 10 francs. L'évaluation de la prime de vie chère est calculée sur le salaire de base de 16 francs dans le premier cas, de 8 francs dans le second.

Chaque fois que la Commission du coût de la vie de Troyes constate une baisse de 5 0/0, la prime doit être diminuée de 0 fr. 80 pour la première catégorie, de 0 fr. 40 pour la deuxième.

C'est ainsi qu'en se fondant sur les variations constatées du coût de la vie, la prime de vie chère a subi une réduction de 0 fr. 80 ou 0 fr. 40, suivant les cas, au 1^{er} mars 1921 ; au 25 mars 1921, une nouvelle réduction autorisée par la diminution du coût de la vie a été différée.

A Calais (métallurgie et industrie mécanique) en exécution de l'accord du 27 mars 1920, il a été effectué de janvier à juin 1921, par paliers mensuels, une diminution de l'indemnité de vie chère variable suivant les catégories, cette diminution a été de 2 fr. 95 par jour pour le manœuvre. De 16 fr. 25, le salaire du manœuvre a été ramené à 13 fr. 30, soit une diminution de 18,2 0/0 (le pourcentage de diminution a été seulement de 14,3 0/0 pour le professionnel qualifié).

Dockers

Bien que des renseignements précis manquent sur la façon dont ont été opérées dans tous les cas les modifications de salaires des dockers, il semble que, le plus souvent, elles ont été étudiées d'accord entre organisations patronales et ouvrières, en tenant compte des variations du coût de la vie.

On relève notamment les réductions suivantes : de 16 0/0 au Havre, de 10 0/0 à Rouen, Lorient, La Rochelle, de 11 0/0 à Nantes, de 9,1 0/0 à Marseille. Suppression de 2 francs d'indemnité de vie chère à Bordeaux.

Industries diverses

Dans le Tarn, par un accord du 14 avril 1921, passé à Mazamet entre la Fédération des Syndicats patronaux (Syndicats des delaineurs, des mégissiers, du textile, de la métallurgie) et la Fédération des Syndicats ouvriers, il a été convenu qu'à partir du 15 avril 1921, le salaire de toutes les catégories d'ouvriers serait diminué de 10 0/0 jusqu'au 30 juin 1921, etc..., etc...

B — VARIATIONS DE SALAIRES A LA SUITE DE GRÈVES

Ouvriers agricoles

Réduction de 15 à 20 0/0 en mars 1921 dans plusieurs communes de l'Aude; réduction de 2 francs par jour en avril (Pyrénées-Orientales, 300 grévistes).

Automobiles, Cycles, Aviation

Réduction de 5 à 15 0/0 de février à mai 1921 4 établissements (Seine).

Maçons, Terrassiers

Réduction de 3 francs par jour en mai (Bouches-du-Rhône, Marseille 400 grévistes).

Textiles, Habillement, etc.

a) *Confection*. — Réduction de 18 à 20 0/0 en juin (Lyon 180 ouvriers).

b) *Bonneterie*. — Suppression de la prime de vie chère en janvier (Nord : Tourcoing 500 grévistes); réduction de 13 0/0 en février (Dijon 200 ouvriers); de 0 fr. 20 par heure en février (Troyes, 26 établissements, 4.013 grévistes); de 5 francs par jour en août (Arcissur-Aube, 132 ouvriers).

c) *Filature*. — Réduction de 0 fr. 30 par heure en février (Tourcoing, Roubaix, 2 établissements, l'un 445 grévistes, l'autre 188); réduction de 11 0/0 en avril (Vosges, 250 grévistes); de 15 0/0 en mai (Vosges, 125 grévistes); 0 fr. 15 par heure en mai (Nord, 100 grévistes); de 0 fr. 25 par heure en juin (Nord, 57 grévistes); réduction de 10 à 20 0/0 en août (Lille, 100 grévistes), etc...

d) *Tissages*. — Réduction de 10 à 25 0/0 suivant les régions.

Métallurgie

a) *Constructions mécaniques*. — Réduction de 5 0/0 en avril 1921 (Belfort).

b) *Machine agricoles*. — Réduction de 10 0/0 en avril (Nièvre, Decize).

c) *Réparations de wagons*. — Réduction de 15 0/0 en juin (Haute-Saône).

d) *Construction de wagons*. — Réduction de 20 0/0 en juin (Paris, 930 grévistes), etc., etc.

C. — DIVIDENDES DISTRIBUÉS PAR QUELQUES SOCIÉTÉS MÉTALLURGIQUES, MINIÈRES, TEXTILES, ÉLECTRIQUES ET BANCAIRES.

Nous croyons utile de donner une liste de dividendes distribués par quelques sociétés industrielles pendant les années 1919-1920-1921-1922.

Le tableau suivant ne nous donne pas, malheureusement, des renseignements exacts sur l'effet de la crise en ce qui concerne les bénéfices réalisés par les grandes sociétés. Les sociétés qui sont dirigées avec prudence, ont généralement l'habitude de prélever pendant les années prospères, une partie des bénéfices, et les mettent en réserves en vue de faire face au déficit des années de crise. Le dividende ne représente donc pas une part exacte des bénéfices réalisés pendant l'année.

Toutefois, on constate, dans le tableau suivant, que les dividendes fournis pendant l'année 1919 (année d'essor) sont en général plus importants que ceux des années 1920

et 1921 (années de crise et de dépression); ils se relèvent pendant l'année 1922 (année de la reprise industrielle).

METALLURGIE	1919	1920	1921	1922
Longwy	140 20	110 70	36 50	37 55
Commentry (Four-				
chambaud)	89 »	85 15	78 80	80 50
Fives-Lille	270 50	18 52	80 53	67 43
Creusot	106 49	100 50	90 29	86 40

MINES

Blanzv	30 81	30 75	29 90	41 50
Carmaux (1).....	—	16 80	28 50	31 75
Mokta el Hadid....	77 50	92 65	107 40	91 »

(1) Echange en 1919 contre 5 actions nouvelles.

TEXTILES

Soie de Tubize ord..	—	20 »	29 25	5 40
Industrie linière....	57 82	32 70	58 15	58 45
La Soie.....	16 67	17 25	16 25	20 71

ELECTRICITE

Electricité de Paris.	17 60	16 40	17 90	29 57
Havraise Energie				
Electrique	26 78	25 40	16 28	20 »
Energie Littoral Mé-				
diter.	26 90	26 79	28 91	15 50

CONSTRUCTION MECANIQUE

Société Française de				
Constr. Mécanique	—	9 75	11 25	15 75
Construct. Levallois-				
Perret	6 24	5 87	5 69	6 42
Electro Mécanique..	36 20	37 85	33 50	32 34

BANQUES

Banque de Paris...	34 95	44 25	52 29	50 76
--------------------	-------	-------	-------	-------

Banque Union Parisienne	36 09	45 51	45 54	21 60
Crédit Lyonnais...	44 05	51 85	57 50	54 95
Banq. Nationale Crédit libérée.....	14 25	16 62	37 »	34 25
(non lib.).....				

II. — DIMINUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Situation du Commerce et de l'Industrie pendant l'automne 1920, quelques mois après le déclanchement de la crise.

Nous allons passer en revue la situation des différentes branches d'industries en automne 1920.

Industries textiles

Ce groupe d'industries a connu, dans tous les pays, pendant le premier semestre de l'année 1920, une prospérité presque sans précédent. Partout l'outillage se développe et se perfectionne. Malgré de grosses difficultés, malgré surtout la pénurie de main-d'œuvre et de logement, l'activité va croissant jusqu'en août. A ce moment la crise provoquée par la baisse brusque des matières premières commence à se faire sentir, et en automne les industries textiles sont celles qui souffrent le plus gravement de la dépression économique.

Dans la région Roubaix-Tourcoing, 33 établissements qui occupaient en juillet 1920 9.343 personnes 48 heures par semaine et escomptaient un développement rapide, avaient réduit leur effectif et ne faisaient à fin novembre que 43 heures par semaine (Lille). Faute de commandes,

les filatures et tissages de coton réduisent leur production et ne travaillent que pour le stock (Lyon, Paris, Nancy, Rouen). Arrêt complet des ordres et annulation fréquente des commandes fermes passées antérieurement; les établissements font des heures supplémentaires pour exécuter les anciennes commandes et échapper ainsi aux résiliations.

Les filatures et tissages de laine sont dans une situation analogue à celle des établissements similaires de coton. Les nouvelles commandes sont rares et au fur et à mesure que les anciennes s'épuisent le ralentissement s'accroît. La production se restreint et la semaine de travail est réduite en proportion.

Dans le Nord, 110 établissements (15 peignages, 47 filatures, 48 tissages) ont été remis en marche. En novembre 1920, le nombre des ouvriers a peu diminué par rapport à juillet, mais on ne fait que 32 à 37 heures par semaine. Un tissage, à Nantes, qui travaillait uniquement pour l'exportation en Amérique du Sud, est en chômage complet. L'activité est très ralentie dans les laines, le lavage et le triage des laines, par suite de la dépréciation des peaux de mouton.

La draperie est profondément touchée. Les petits façonniers paraissent plus atteints que les fabricants usiniers. Des tentatives ont été faites pour trouver des débouchés extérieurs susceptibles de maintenir l'activité, mais l'insécurité des transactions ne permet pas de recourir aux possibilités commerciales rencontrées dans certains pays de l'Europe Centrale.

Le travail est peu abondant dans la bonneterie de qualité courante. Cette industrie qui a pris depuis la guerre un essor remarquable, est déjà gravement touchée par la

crise. Particulièrement intéressants sont les renseignements fournis sur cette branche par l'inspecteur de Dijon :

« Dans l'Aube, le chômage s'accroît, les ateliers de
« bonneterie ne font pas plus de 38 heures par semaine.
« Certaines maisons jettent un peu de lest en réduisant
« leurs frais généraux par la diminution du nombre des
« manœuvres et des employés ; jusqu'à présent, les licen-
« ciements ont été peu nombreux, mais la situation empire
« tous les jours dans des conditions qu'aucun des fabri-
« cants actuels n'a jamais connues précédemment. Les com-
« mandes sont de plus en plus rares, les établissements
« peuvent se dire favorisés qui vendent le dixième de leur
« production. On stocke partout et des firmes, peut-être
« imprudentes, sont dans une situation inquiétante. Les
« fabricants ont fait, il y a trois mois, des tarifs en baisse
« de 10 0/0, mais ce geste insuffisant (dans d'autres centres
« de la région, la baisse a été de 20 et même 30 0/0 pour
« certains articles) semble avoir encouragé l'abstention des
« acheteurs. Cette abstention est d'autant plus sensible que,
« dans cette région, les moyens de production se sont consi-
« dérablement développés pendant la guerre. »

Les prix très élevés atteints par les lins indigènes ont occasionné la fermeture de nombreux teillages en Bretagne.

Dans l'ensemble, les soieries souffrent de la mévente et travaillent pour le stock (Lyon, Marseille, Dijon). Les fabriques de tissus façonnés, dont les ordres sont anciens et l'exécution plus lente, occupent tous leurs métiers ; mais les tissages de soieries unies ont réduit progressivement les heures de travail à 44 puis 40 par semaine, et ont profité de cette situation pour écarter la main-d'œuvre dont l'habileté laissait à désirer.

L'industrie du ruban à Saint-Etienne est très touchée :
« La saison est manquée et la situation n'a jamais été plus
« grave; exportation nulle, tarifs douaniers prohibitifs en
« Espagne et Roumanie; l'Amérique grosse cliente avant
« la guerre, produit elle-même les articles soie; l'Angle-
« terre n'achète presque plus rien ». Ainsi l'arrêt est
presque total dans les ateliers de famille; les fabriques ont
licencié 50 0/0 de leurs ouvriers, et ne font travailler le
personnel conservé que 30 à 36 heures par semaine.

L'activité des manufactures de tulles, dentelles et broderies, est considérablement réduite. Par endroits, le chômage atteint 80 0/0, et les petites fabriques de broderies et rideaux ferment les unes après les autres (Lyon).

L'industrie des teintures et apprêts, dont l'activité est liée à celle des industries textiles, participe à la crise de ces dernières.

Cuirs et peaux.

Les cuirs verts, qui par suite de l'exportation, avaient subi une hausse énorme, sont tombés à des prix très bas depuis l'interdiction de cette exportation. Les gros cuirs vendus 2.000 fr. les 100 kilos en janvier 1920, sont tombés, en novembre, à moins de 400 fr. Cette baisse rapide et constante qui a coïncidé avec la crise de la chaussure, a encouragé l'abstention des clients qui escomptent pour les produits fabriqués, un prix en rapport.

Dans les tanneries, l'activité se présente très diversement. Les grands établissements, dans certaines régions, ont ralenti leur production, mais gardé tout leur personnel; leur situation est relativement satisfaisante. Les petits, désorientés par les oscillations de prix, suspendent toute

fabrication. Ailleurs, cette industrie est gravement atteinte et connaît même une situation critique.

Certains établissements ont fermé complètement, tandis que d'autres ont réduit leur personnel de 50 ou 75 0/0 et diminué en même temps la durée de travail.

L'industrie de la chaussure a été l'une des premières et des plus gravement atteintes par la crise.

Tous les rapports des inspecteurs concordent sur ce point, 90 0/0 des ateliers ne produisent presque plus, 8 0/0 travaillent à moitié et 2 0/0 marchent normalement (Paris); d'une manière générale, les fabriques ne font que 40 heures par semaine avec 50 0/0 de leur personnel. Le chômage est évalué à 40 0/0 (loulouse); les affaires sont pour ainsi dire nulles, sauf pour les quelques maisons qui font de la chaussure nationale; une évaluation plutôt optimiste estime à 40 0/0 de la normale, la proportion des commandes depuis 7 mois. La cause principale de cet état de choses est certainement l'abstention des consommateurs effrayés par les prix exorbitants des chaussures. Beaucoup de fabricants déclarent que la hausse des marchandises est, en grande partie, due aux intermédiaires. Aussi les syndicats patronaux envisagent-ils la création de magasins de vente où les fabriques réunies seraient en contact direct avec le public.

La ganterie traverse aussi une période critique. Le chômage est complet presque partout. L'engorgement est tel sur le marché national, que des articles offerts au public à perte ne trouvent pas d'acheteurs.

Un véritable effondrement des cours s'est produit dans la pelleterie et la fourrure. Les peaux de renard du Jura sont tombées de 130 à 15 fr. et les grandes peaux de lapins,

vendues en janvier 1920 jusqu'à 50 fr. le kilo, sont vainement offertes à 2 et 3 fr. Aussi, l'activité est-elle très minime et alimentée surtout par les réparations (Dijon, Marseille, Bordeaux).

Métallurgie. — Travail des métaux ordinaires.

On signale que, dans certaines régions, sauf pour l'automobile, la construction mécanique demeure satisfaisante, mais les commandes semblent se faire plus rares et de nombreuses usines redoutent d'avoir à réduire leur activité dans un délai de quelques mois. Dans la région parisienne, l'activité très florissante au commencement de 1920 a fléchi très sérieusement depuis septembre pour l'ensemble des fabrications.

Dans l'ensemble, l'industrie automobile semble sérieusement atteinte. Pour le camion, la vente est quasi nulle par suite de la mise en vente des camions américains, par suite du prix de l'essence et, surtout semble-t-il, par suite de l'amélioration des transports par voie ferrée.

En ce qui concerne la voiture automobile, les maisons de province paraissent, en général, moins désorganisées que les maisons parisiennes et la situation est très variable selon les usines et les marques. C'est ainsi qu'une importante maison de l'Est est, à ce point, absorbée par les commandes pour la France qu'elle ne pourra assortir des agents à l'étranger que dans un an. Une autre firme de la même région qui avait embauché un certain nombre de chômeurs spécialistes qu'elle recherchait vainement depuis longtemps a dû, par contre, licencier une centaine d'ouvriers sur 450.

Dans la région lyonnaise, une grande maison a réduit

son personnel de 60 0/0 et ne travaille que 4 jours par semaine. Dans la région parisienne, la crise est aigue et atteint par contre-coup les fabriques de pièces détachées et d'appareils accessoires. Une usine a licencié 7.700 ouvriers sur 18.500 occupés. Des maisons ont débauché jusqu'à 75 0/0 de leur personnel.

La crise, moins brutale, dans les ateliers de réparations, les garages et établissements qui construisent la carrosserie n'en est pas moins aussi profonde. L'activité s'y maintient grâce aux livraisons en retard, les ordres nouveaux faisant défaut. La situation est mauvaise dans les fabriques de carburateurs, de magnétos, de cornets avertisseurs.

Dans un centre important de coutellerie, des ateliers ne font plus travailler que 3 jours par semaine.

Un grand nombre d'industriels qui, pendant la guerre, avaient travaillé pour l'armement, se sont lancés dans la fabrication des machines-outils et en particulier des machines à travailler le bois, les cuirs et peaux. Cette fabrication faite en série a eu vite fait de remplir les magasins et lorsque la baisse sur le fer s'est fait sentir, la clientèle a trouvé excessifs les prix qu'on lui en demandait. D'où mévente sérieuse.

Industries chimiques.

Les fabriques de produits pharmaceutiques ressentent les effets du ralentissement des achats (Paris, Lyon, Bordeaux). Une usine a congédié en 3 mois, 200 personnes sur un effectif de 450 (Paris).

Dans la région lyonnaisé, malgré la crise qui pèse si lourdement dans le textile, les fabriques de matières colorantes abondamment pourvues de commandes anté-

rieures, marchent à plein, mais tous les industriels déclarent que les nouveaux ordres se font de plus en plus rares. La fabrication des vernis n'ayant plus de commandes de l'automobile, de la carrosserie et du bâtiment est réduite de 50 0/0 par rapport à juillet.

Les fabriques de végétaline et de cocose influencées par la baisse des corps gras n'ont qu'une production réduite (Marseille).

L'activité est considérablement ralentie dans les savonneries, aussi bien pour les savons de ménage que pour les savons de toilette; les commandes sont rares ou passées à très courtes échéances, en raison des variations de prix. Les exportations sont nulles.

Le fléchissement de l'activité est très marqué dans l'industrie des bougies de stéarine (Marseille, Lyon, Bordeaux). Une importante firme n'a occupé que 1.300 ouvriers, soit la moitié de son personnel normal. Dans la région lyonnaise, une des plus importantes fabriques, n'occupe plus que 24 heures par semaine son personnel réduit de 45 0/0. La cause directe de cet état de choses est le marasme dans lequel se trouve l'industrie drapière. Celle-ci ne faisant plus qu'un emploi très restreint d'oléine a paralysé les fabrications de la stéarine et de la glycérine, qui marchent de pair avec celle de l'oléine.

La mévente a ralenti l'activité des raffineries de soufre (Marseille).

Dans les usines d'engrais, les cultivateurs attendant toujours de nouvelles baisses, ne font plus de commandes. Des stocks importants existent, aussi la production, sans être arrêtée, est à peu près partout sensiblement ralentie.

Caoutchouc. — Papier. — Carton.

Une importante usine de pneumatique de Lyon, qui occupe 15.000 ouvriers, en a licencié 4.000 et réduit la journée de travail.

L'arrêt des affaires est complet dans les fabriques de cellulöid, par suite de l'existence de stocks considérables et de l'absence de commandes. Les exportations sont à peu près nulles.

Après une période de grande prospérité, le papier journal est sérieusement atteint par la crise, la pâte à papier a atteint jusqu'à 3.250 fr. la tonne contre 220 en 1914.

L'activité est nulle dans les fabriques de carton spécialisées.

Commerces divers.

« Puisque la crise actuelle, dit un inspecteur, est due à
« l'abstention des acheteurs, c'est dans le commerce de
« détail qu'elle a pris naissance et c'est là qu'elle peut le
« mieux être observée dans son acuité maximum. Les
« mêmes détaillants qui, naguère imposaient leur loi et
« leurs prix aux consommateurs reviennent à leur rôle
« normal qui est d'offrir des marchandises. Le signe le
« plus caractéristique de ce nouvel état de choses est le
« retour à la publicité; elle remplit les journaux. Des
« affiches sollicitent le client, mais le client attend. En
« même temps on observe que des détenteurs, unis au
« moment de la hausse, se concurrencent; dans une grande
« ville, l'apparition d'une nouvelle maison d'alimentation,
« par l'annonce de ses tarifs, a pu, en quelques heures,
« provoquer un décalage général des prix des principales
« denrées. Tous les genres de commerces sont atteints,

« surtout la chaussure, la mercerie, la bonneterie, la chemi-
« serie. L'importance de la mévente est de un tiers, dans
« un bazar et de deux tiers dans un autre bazar. Même
« le commerce d'alimentation, dans une mesure moindre,
« est frappé; les consommateurs vivent sur les réserves
« parfois considérables, accumulées par leur prévoyance
« et sous la menace de nouvelles hausses.

« Le premier trimestre de cette année, dit un autre
« inspecteur, a été des plus florissants pour le commerce.
« La clientèle a acheté sans modération et à des prix
« inconnus jusqu'alors, le maximum de ceux-ci se plaçant
« vers le mois d'avril. Mais à cette époque, grand change-
« ment. La clientèle commence à se restreindre; à divers
« indices, les détaillants croient discerner une possibilité
« d'affaissement des prix et ils ne renouvellent pas leur
« stock. Ils ont peu acheté cet été, ils achètent moins encore
« cet hiver. Ils écoulent. Il semble d'ailleurs, que les stocks
« en magasin soient généralement importants. Forts de
« l'expérience de ces dernières années, les détaillants
« avaient fait des commandes importantes jusqu'au prin-
« temps dernier. Ils avaient d'autant plus exagéré leurs
« achats qu'ils craignaient par dessus tout que leurs ordres
« ne fussent pas exécutés. Or, les ordres furent intégrale-
« ment satisfaits et les magasins sont abondamment
« pourvus de tout, précisément, quand le client croit à la
« baisse et se restreint. La solidarité avait été très grande
« entre le grossiste et le détaillant. Ils avaient un égal
« intérêt à rendre la vie toujours plus chère. Le moment
« est venu où leurs intérêts s'opposeront. Le grossiste aurait
« intérêt à se décharger sur le détaillant de ses propres
« stocks. Il prêche donc la hausse et conseille toujours des

« achats importants. Mais le détaillant n'a plus confiance,
« il redoute un effondrement des prix et s'abstient. La
« clientèle elle-même ne se doute pas du désarroi causé
« par son abstention. Celle-ci est générale et s'applique à
« tous les commerces. La vente n'est pas, actuellement,
« moitié de ce qu'elle était il y a 6 mois. Une maison de
« confections pour dames annonce une liquidation avec
« 40 0/0 de rabais et ne voit pas plus d'acheteurs pour
« cela. Le client s'est enfin assagi. S'il persiste dans son
« attitude, il finira par améliorer sa condition depuis long-
temps trop mauvaise ».

Malgré leur insistance, leur habilité, les rabais consentis, les crédits offerts, les voyageurs de commerce n'arrivent pas à placer le moindre article. Ils rentrent sans aucun ordre. Avant d'acheter les détaillants veulent d'abord liquider, et autant que possible aux prix d'avant la crise, les marchandises qui leur restent en magasin.

Dans les grands magasins, les rayons les plus calmes sont ceux du vêtement pour hommes principalement, confections pour dames, modes et chaussures, meubles, articles de ménage et mercerie. La crise a amené parfois le renvoi de nombreux employés, mais cette mesure ne semble pas générale.

Situation du commerce et de l'industrie en 1921.

La situation générale pendant l'année 1921 se caractérise par l'arrêt de la demande, la restriction des crédits, le chômage et la diminution des bénéfices.

On a constaté une modification dans la psychologie des gens ; à l'optimisme exagéré, à l'abus du crédit a succédé un pessimisme excessif.

Comme nous l'avons vu, la situation de l'industrie était peu brillante quand l'année débuta ; elle n'a pas beaucoup varié en cours d'année. On poursuivait tant bien que mal, la liquidation des stocks imprudemment accumulés par les intermédiaires pendant l'ère d'activité factice qui suivit l'armistice, et qui étaient devenus une lourde gêne pour leurs détenteurs aussitôt que la crise née en janvier 1920 au Japon et aux Etats-Unis eut atteint la France. Cette opération malaisée, n'était pas encore entièrement terminée à la fin de l'année. Un allègement appréciable s'était pourtant produit, et pour différents articles les réserves disponibles n'existaient plus. C'est ainsi qu'une reprise s'était manifestée vers l'automne dans les ordres donnés aux usines de textiles, de construction mécanique, d'automobiles, et à la grosse métallurgie.

Un effort sérieux a été tenté, d'autre part, pour assurer mieux que précédemment, la clientèle du marché intérieur à la production nationale. La recherche de débouchés extérieurs, par contre, s'est heurtée à des obstacles multiples, tenant aux difficultés politiques internationales.

Il faut noter aussi que la reconstitution des établissements sinistrés, méthodiquement et énergiquement poussée, a fourni le travail à plusieurs industries.

Quant au mouvement des achats et des ventes à l'étranger, nous donnons ci-après un tableau du commerce extérieur des matières premières nécessaires à l'industrie et des objets fabriqués pour les années 1920 et 1921.

<i>Matières nécessaires à l'industrie :</i>	1920	1921	1920	1921
	chiffres ronds (en tonnes)		(en milliers de francs)	
Importations..	42.322.000	34.313.000	16.800.548	11.408.950
Exportations..	9 325.000	12.208.000	4.772.124	4.091.598
Déficit.....	32.997.000	22.105.000	12.028.424	7.317.352
<i>Objets fabriqués</i>				
Importations..	2.453.000	1.570.000	9.986.248	4.910.636
Exportations..	1.880.000	1.930.000	15.451.310	13.610.064
(y compris les colis postaux..)		(1)	(1)	(1)
Déficit.....	573.000	360.000	5.465.062	8.699.428

(1) Excédent d'exportations.

La diminution des entrées des matières premières en quantité et en valeur tient à la fois au ralentissement de l'activité industrielle et à la reprise de l'extraction des mines du Nord et du Nord-Est. Quant au mouvement des objets fabriqués, il atteste clairement que la production nationale a reconquis la clientèle française, puisque le déficit léger constaté en 1920 dans les quantités importées a fait place en 1921 à un excédent des exportations.

Pendant le dernier trimestre de l'année, les achats de matières nécessaires à l'industrie ont accusé une recrudescence et le chômage était en régression sensible.

Le commerce a connu des difficultés plus graves que l'industrie, parce que la plupart des stocks qu'il détenait au commencement de l'année se sont dépréciés et ont dû être cédés à perte. La comparaison des cours des métaux au début de janvier 1921 et en décembre de la même année est, sous ce rapport, significative :

Cours de quelques métaux en France en 1921

	<i>Début de janvier</i>	<i>Courant décembre</i>
Aluminium	935	650
Cuivre	531 50	463 75
Etain	1.499	1.012

Plomb	172 50	171 75
Zinc	191	166

Pendant la même période, le cours du sucre a fléchi de 220 fr. à 154 fr. Celui du blé de 100 à 70 fr., du seigle de 80 à 46 fr., de l'orge de 87 à 70 fr., etc.

Ces vicissitudes ont naturellement troublé les transactions intérieures et ébranlé plusieurs maisons. Les négociants présentant des garanties suffisantes ont pu « doubler le cap » en recourant plus largement qu'en 1919 ou 1920 à la pratique de l'escompte et en obtenant, non sans peine d'ailleurs, des avances sur marchandises. Mais ceux dont la solidité n'était pas absolue n'ont pas trouvé auprès des Banques des concours qui leur avaient été accordés antérieurement : la multiplication des réglemens transactionnels et même des faillites en fut la conséquence.

Le malaise est plus vif encore dans les transactions internationales, qui souffrirent à la fois de l'instabilité des prix, des fluctuations du change et de la mauvaise situation générale, des frictions politiques et des modifications douanières réalisées dans plusieurs Etats.

Les quantités et la valeur des marchandises importées ont considérablement fléchi, et si les quantités exportées ont un peu augmenté, leur valeur a également baissé.

Commerce extérieur des années 1920 et 1921

	1920	1921	1920	1921
	chiffres ronds (en tonnes)		(en milliers de francs)	
Importations..	50.939.619	40.131.000	35.404.951	22.067.908
Exportations..	12.467.346	16.039.000	22.434.757	19.772.512
Déficit.....	38.472.273	24.092.000	12.970.194	2.295.396

La diminution du mouvement total mesure l'ampleur de la crise. Mais il y a lieu de souligner l'impressionnant redressement de la balance presque aussi bien équilibrée qu'avant 1914 : ce serait un symptôme excellent s'il n'était pas dû pour une trop large part à la restriction des achats de matières premières.

Deux exemples : la production métallurgique et le tonnage des marchandises manutentionnées dans les ports maritimes de France en 1921, donnent encore une idée du marasme des affaires et de l'atonie générale de la production au cours de cette année.

On trouvera, dans le chapitre suivant, les autres indices concernant l'activité économique du pays au cours de cette même année.

Production métallurgique en 1921

La production de la fonte a été de 3.420.253 tonnes et celle de l'acier de 3.102.170 tonnes.

La faiblesse de la demande a entraîné, dès le début de 1921, une réduction de la marche des hauts fourneaux ; le nombre des appareils en activité est passé de 91 au 1^{er} janvier 1921 à 72 au 1^{er} juillet, et 73 au 1^{er} janvier 1922. Au cours du second semestre, il n'y a guère eu qu'un haut fourneau à feu sur trois.

Le nombre des ouvriers employés à la production de la fonte s'est élevé en moyenne à 26.000 ; dans les usines productives d'acier, l'effectif moyen du personnel atteint environ 71.000.

*Tonnage des marchandises manutentionnées
dans les ports maritimes en 1921*

L'activité des ports français, en 1921, a gravement souffert de la crise qui a sévi dans les autres branches de l'activité économique.

La diminution du tonnage des marchandises chargées et déchargées reflète la faible importance des transactions de toutes sortes et le recul général de la production. Elle permet aussi de se rendre compte du chômage qui en est résulté pour des ouvriers occupés aux travaux de manutention.

Le tonnage des marchandises chargées et déchargées dans les principaux ports maritimes de France est :

En 1913..... de 42.218.504 tonnes

En 1920..... de 40.609.078 —

En 1921..... de 27.210.838 —

Le trafic du port du Havre n'a atteint, en 1921, que 3 millions de tonnes de marchandises, soit une diminution de 33 0/0 sur 1920. Presque tous les éléments du commerce havrais ont contribué à cette diminution du trafic du port, ayant tous été touchés par la crise.

L'importation du coton qui était de 255.291 tonnes en 1913, n'a été que de 178.938 tonnes en 1920 et que de 166.978 en 1921. La diminution ressort à 28 0/0 en 1920 et à 40 0/0 en 1921.

De 5.881 et 5.869 tonnes en 1913 et 1920, les importations de laine sont tombées à 1.839 tonnes en 1921.

Le Havre est, comme on sait, un des grands marchés de cafés du monde. Les importations de cette denrée se sont à peu près maintenues en 1921 à leur niveau d'avant-guerre :

145.981 tonnes en 1913, 149.869 tonnes en 1920 et 121.605 tonnes en 1921. Les exportations, toutefois, ont décru de 50 0/0 par rapport à 1920.

Pour le cacao, les importations ont été réduites de 64 0/0 par rapport à 1920, les exportations ont suivi un mouvement parallèle.

Le trafic des cuirs a été très inférieur à celui de 1920.

Les importations des cuirs verts et salés, et peaux se sont ainsi comportées : en 1920 : 23.250 tonnes; en 1921 : 10.496 tonnes. Les exportations ont évolué ainsi : 116.169 tonnes en 1920 et 15.932 tonnes en 1921.

Le port du Havre, le premier par la valeur des marchandises transportées, est l'un des plus atteints par la réduction du commerce extérieur et cela d'autant plus que cette réduction est principalement celle du commerce avec les pays d'Outre-Mer en relations étroites avec le Havre, tels les Etats-Unis (dont la valeur des importations en France est tombée de 70 0/0 de 1920 à 1921), l'Angleterre et l'Amérique du Sud. La valeur des exportations de France, dans ces pays, a subi également de 1920 à 1921 d'importantes réductions : 50 0/0 pour l'Amérique du Sud (65 0/0 pour le Brésil), 20 0/0 pour l'Angleterre.

Rouen : quoique moins atteint que le Havre, ce port a eu également à souffrir de la crise de façon sensible.

Le trafic de 1921 est en diminution de plus de 25 0/0 sur celui de 1920.

Tel a été, en résumé, le mouvement de deux grands ports de la Seine-Inférieure en 1921.

Comme le dit le rapport du Comité de l'Industrie, du Commerce et de l'Armement du Havre :

« Tous les facteurs de la crise générale ont concouru

« pour aggraver celle des transports maritimes. La pro-
« duction irrégulière, le bouleversement des courants
« commerciaux, l'instabilité des prix des marchandises,
« la difficulté de prévoir les besoins du commerce et de
« constituer des stocks, le déséquilibre des monnaies, la
« diminution du tonnage des marchandises à transporter,
la diminution du nombre des voyageurs et des émigrants,
« enfin l'augmentation des moyens de transports, tels sont,
« chez toutes les puissances maritimes, les facteurs com-
« muns de la crise. Il faut ajouter, pour la France, l'élé-
« vation des frais d'exploitation due au prix élevé du char-
« bon, aux salaires, à la loi de 8 heures, et à diverses
« mesures législatives et administratives ».

L'année 1921 ne laissera pas dans l'histoire économique de la France, un souvenir très gai. Elle a peut-être été moins mauvaise en réalité qu'en apparence, parce qu'elle a constitué essentiellement une période d'épuration, de liquidation nécessaire après les folies de 1919-1920.

La situation économique en 1922.

Le rapport de la Banque de France, lu à l'Assemblée générale des Actionnaires, le 25 janvier 1923, nous donne un tableau précis de l'activité économique du pays pendant l'année 1922. Il nous montre que la situation économique s'est considérablement améliorée durant l'année et que la reprise industrielle s'est fait sentir dans toutes les branches de l'activité nationale :

« Les perturbations de nos changes, les difficultés
« sérieuses qui résultent, pour notre équilibre financier, de
« la défaillance prolongée de l'Allemagne, ne doivent pas,
« cependant, nous faire méconnaître les ressources pro-

« fonde de notre pays et nous empêcher de discerner les
« progrès certains de son rétablissement économique.

« Il a surmonté les répercussions de la crise industrielle
« et commerciale qui l'a atteint, comme tous les autres,
« pays, depuis le printemps 1920.

« Les perspectives plus favorables que l'on pouvait entre-
« voir, dès la fin de l'an dernier, se sont nettement affir-
« mées en 1922, surtout au cours des derniers mois ».

« Un essor nouveau et très sensible de la production et
« des échanges se trouve attesté par le développement même
« de nos opérations commerciales. Nos escomptes sont en
« augmentation de 44 0/0, pour le nombre des effets, et de
« 10 0/0 pour leur montant total. Cet accroissement ne
« témoigne pas seulement d'un certain réveil économique,
« mais aussi d'un retour progressif à l'emploi des effets de
« commerce et aux formes normales du crédit ».

« Malgré la rareté de la main-d'œuvre, et bien que
« les conditions atmosphériques aient été souvent défavo-
« rables, notre situation agricole est demeurée cette année
satisfaisante ».

« Notre récolte de blé est inférieure, il est vrai, d'environ
« 25 millions de quintaux à celle de l'an dernier, mais ce
« déficit est compensé pour les trois quarts par le rende-
« ment des autres céréales ».

« Notre récolte de pommes de terre est supérieure de
« près de 60 0/0 à la précédente, et la production viticole
« a donné, cette année, 69 millions d'hectolitres contre
« 45 millions en 1921 ».

« L'activité de nos mines et de nos industries a obtenu
« des résultats plus encourageants encore ».

« Nos gisements de fer ont fourni, pour les dix premiers

« mois de l'année, près de 17 millions de tonnes de minerais
« contre 11 millions et demi pour la période correspon-
« dante de 1921. L'augmentation est surtout sensible pour
« le second trimestre. A l'heure actuelle, la production mensuelle dépasse le double de celle de l'an dernier ».

« Le nombre des hauts-fourneaux allumés a presque
« doublé. La production de la fonte a atteint près de
« 514.000 tonnes au mois d'octobre dernier, contre
« 295.000 tonnes au mois d'octobre 1921 ; celle de l'acier
« est passée, pour les mêmes mois, de 277.000 à
« 410.500 tonnes ».

« L'industrie textile a augmenté très sensiblement aussi
« le nombre de broches et des métiers en travail ».

« Les plus-values de recettes de nos grands réseaux
« ferrés témoignent enfin d'une circulation plus active des
« produits et d'une reprise graduelle des échanges ».

« Nos départements du Nord et de l'Est participent, dans
« une proportion chaque année plus appréciable, au relè-
« vement économique du pays ».

« Tout cet effort de réparation, et plus généralement de
« rétablissement économique, a exercé enfin la plus heu-
« reuse répercussion sur notre commerce extérieur ».

« Le tonnage de nos importations est passé, en 1922, de
« 36 millions à plus de 46 millions, celui de nos exporta-
« tions, de 14.700.000 à 20.200.000 tonnes ».

« Il est intéressant de remarquer que l'augmentation
« de nos achats au dehors concerne presque exclusivement
« les matières premières nécessaires à l'industrie, qui
« absorbent 87 0/0 du tonnage des entrées et près de 60 0/0
« de leur valeur ».

« Les objets fabriqués, au contraire, ne dépassent pas

« 17 0/0 du montant de nos achats, alors qu'ils atteignent
« 67 0/0 du montant de nos exportations ».

« La balance entre nos achats et nos ventes à l'étranger
« fait ressortir, il est vrai, un déficit qui, d'après les statis-
« tiques de l'Administration des Douanes, paraît devoir
« être évalué, pour l'année, à environ 3 milliards de
« francs ».

« Mais il faut tenir compte du caractère nécessairement
« approximatif de ces évaluations, établies suivant des
« méthodes différentes à l'entrée et à la sortie ».

« Elles ne font, d'ailleurs, pas état de tous les éléments
« créditeurs qui, indépendamment de nos exportations,
« concourent au rétablissement de notre balance. Tous
« comptes faits, celle-ci paraît bien avoir retrouvé mainte-
« nant son équilibre ».

« Pour le maintenir et le consolider, de nouveaux efforts
« de production et d'organisation sont certainement encore
« indispensables ».

Nous indiquerons, dans un dernier chapitre, les condi-
tions qui nous paraissent indispensables au retour normal
du commerce et de l'industrie.

CHAPITRE VII

Quelques indices économiques sur la crise de 1920

Comme nous l'avons vu dans l'historique des crises, les manifestations des crises sont toujours à peu près les mêmes, en sorte que leur diagnostic n'est pas difficile; seulement elles sont plus ou moins accentuées. S'il fallait les énumérer toutes, la liste serait longue, car comme il n'est guère de rapports économiques qui ne se trouvent plus ou moins affectés par le déclenchement d'une crise, il n'en est presque aucun qui ne puisse, si l'on veut, être pris comme signe indicateur. Toutefois, on a trois signes précurseurs caractéristiques auxquels tous les autres peuvent plus ou moins se ramener. Ce sont la hausse des prix, la hausse des valeurs mobilières et la hausse des salaires.

1) *La hausse des prix*, laquelle manifeste l'activité de la consommation, l'abondance du numéraire et les facilités de crédit.

2) *La hausse des valeurs mobilières*, surtout les actions, laquelle signifie activité des entreprises, augmentation des profits et des dividendes.

3) *La hausse des salaires*, laquelle implique l'activité du marché du travail, l'accroissement de la demande de main-d'œuvre.

Ce sont là les signes révélateurs des crises; il faut entendre que ce sont là les signes qui annoncent, et par conséquent précèdent les crises. Mais la crise consiste précisément en ceci qu'à un moment donné, par quelque cause

mystérieuse, tous ces mouvements changent de sens et les lignes ascendantes deviennent brusquement descendantes. Et ce sont alors les symptômes inverses de ceux que nous venons d'indiquer : baisse des prix, baisse des valeurs mobilières, baisse des salaires.

1) *La baisse des prix*, révélatrice de la dépression de la consommation, de la raréfaction de la monnaie, de la disparition du crédit.

2) *La baisse du cours des valeurs*, révélatrice de l'effondrement des profits et des dividendes, de la faillite pour les entreprises les plus aventurées et qui s'accompagne de l'élévation du taux de l'escompte.

3) *La baisse des salaires*, révélatrice de l'arrêt de la production, de la cessation de la demande de main-d'œuvre, de l'imminence du chômage.

C'est le passage de l'état d'activité à l'état de dépression qui marque le moment de la crise, moment qu'on peut fixer parfois avec une telle précision qu'on peut indiquer le jour et presque l'heure. C'est ainsi que pour la crise de 1867, le monde financier a conservé le souvenir du 11 mai 1867 « Le sinistre vendredi » (black Friday) où la crise éclata à Londres à la suite de la faillite de la Maison Overend & Gurnay.

En France, depuis 1908, une commission a été constituée par le Gouvernement avec la mission de rechercher et de publier les indices des crises économiques, non dans une préoccupation d'ordre scientifique, mais dans la préoccupation d'éviter ou d'atténuer le chômage. La Commission a fait dresser un tableau contenant tous les phénomènes économiques qui pourraient être considérés comme sympto-

matiques des crises, et il n'y en avait pas moins de 108, mais le Gouvernement n'en a retenu que 8.

1) *Pourcentage du chômage.*

2) *Mouvement des prix.*

3) *Cours de la fonte*, parce que le fer est la forme d'investissement la plus importante du capital fixe.

4) *Consommation de la houille*, parce que la houille est la forme d'investissement la plus importante du capital circulant.

5) *Mouvement du portefeuille (escompte de la Banque de France)*, par ce que c'est le signe de l'activité des affaires.

6) *Mouvement de l'encaisse de la Banque de France*, parce qu'elle révèle le flux et le reflux du numéraire.

7) *Trafic des chemins de fer.*

8) *Mouvement du commerce extérieur.*

Les 8 indices retenus sont publiés mensuellement dans le Bulletin du Ministère du Travail.

Les indices suivants paraissent non moins symptomatiques que plusieurs de ceux retenus :

Les variations du taux de l'escompte.

Le montant des émissions de titres.

Le cours des valeurs mobilières.

Le nombre des faillites.

Le nombre des grèves.

Les variations des salaires.

Depuis 1914, tous ces éléments ont été faussés. La guerre a été une cause de perturbations. Sauf les index des prix, les autres indices indicateurs qui servaient à établir des prévisions ne jouent plus, ou si l'on en fait usage, il faut les entourer de notes et de commentaires.

On va passer rapidement en revue les mouvements pendant les trois années 1919-1920-1921 d'un certain nombre d'indices économiques, qu'il est possible de suivre mois par mois. Cela donnera un aperçu du développement de la crise de 1920.

Ces données fourniront les éléments essentiels permettant d'apprécier la marche d'un phénomène qui laissera une trace durable dans l'histoire économique.

Les valeurs mobilières et la crise de 1920

Le mode de calcul des indices est exposé dans le Bulletin de la Statistique Générale de la France, où se trouve aussi la liste des valeurs considérées et leur répartition en divers groupes. Voir également la Revue d'Economie Politique.

Indices généraux des cours des valeurs en France

moyenne 1901-1910 = 100

Années et mois	Val. à rev. fixe	Val. à rev. var.	Fins de mois	Valeurs à revenu fixe	Valeur à revenu variable
1913 moyenne	91	127	1920 Janv. . .	72,3	180
1914 —	90	118	Fév. . . .	72,6	195
1915 —	82	101	Mars . . .	71,7	217
1916 —	77	114	Avril . . .	70,1	230 max.
1917 —	75	133	Mai	69,7	216
1918 —	77	144	Juin. . . .	69,0	196
1919 —	76	157	Juillet..	69,3	199
1920 —	68	192	Août . . .	67,1	194
1921 —	66	145	Sept. . . .	64,7 min.	184
			Oct.	65,3	173
			Nov. . . .	65,5	156
			Déc.	66,1	160
Fin de mois..	75,7	149	1921 Janv. . .	66,4	158
1919 Janvier.	77,4	145	Fév. . . .	66,1	145
Février..	76,1	142	Mars. . . .	65,7	152
Mars... .	75,9	145	Avril . . .	65,4	152
Avril... .	77,0	151	Mai.	65,0	144
Mai... . .	76,5	151	Juin. . . .	64,7	137
Juin . . .	74,9	151	Juillet..	64,7	132
Juillet..	75,0	156	Août . . .	65,6	145
Août... .	76,0	167	Sept. . . .	65,6	145
Sept. . . .	75,9	173	Oct.	65,2	141
Oct.	74,8	176	Nov. . . .	65,3	140
Déc.	74,0	174	Déc.	65,9	143

Dans le tableau ci-dessus sont inscrits les indices généraux annuels depuis 1913, mensuels depuis 1919, des valeurs à revenu fixe et des valeurs à revenu variable.

Valeurs à revenu fixe

Le trait caractéristique du mouvement général depuis 1919 est le minimum de septembre 1920. De janvier 1919 à fin septembre 1920, la baisse a été à peu près continue. Depuis lors, il y a stabilisation, avec tendances alternatives à la hausse ou à la baisse, mais sans que le minimum de septembre 1920 ait jamais été dépassé.

Valeurs à revenu variable

Le mouvement des indices des actions est tout différent. C'est une hausse presque continue et très rapide jusqu'en avril 1920, suivie d'une baisse qui se prolonge jusqu'en juillet 1921. Ce mouvement général se retrouve dans presque tous les groupes. Le maximum du printemps 1920 est accusé par 21 groupes sur 25, se plaçant en mars pour 4 d'entre eux, en avril pour 15, en mai pour 2.

Indices relatifs aux prix des marchandises et au change

Les premiers indices, dont le rapprochement s'impose avec les indices du cours des valeurs sont les indices relatifs aux prix des marchandises et au change ?

On sait la relation qui existe entre le change qui exprime le pouvoir d'achat à l'étranger de la monnaie nationale légale, avec les prix, prix des valeurs ou prix des marchandises. Pour faciliter les comparaisons, les principaux indices sont calculés en prenant pour base égale à 100 la moyenne dans le premier semestre de 1919.

Cours des valeurs mobilières — Prix des marchandises

Changes sur New-York

Indices (moyenne du 1^{er} semestre 1919 = 100

		Cours des valeurs mobilières		Prix des marchandises		Change sur New-York
		à revenu fixe	à revenu variable	Gros	Détail à Paris	Prix de dollar
1913	MOYENNE	119,3	87	29,7	39,7	88
1919	Janv.	99,0	101	104	99	92
	Fév.	101,3	98	102	90	92
	Mars	99,6	97	100	99	98
	Avril	99,3	99	99	102	101
	Mai	100,7	102	97	106	108
	Juin	100,1	103	98	104	108
	Juil.	98,0	103	104	104	117
	Août	98,1	106	104	95	131
	Sept.	99,4	113	107	103	142
	Oct.	99,3	118	114	112	146
	Nov.	97,9	120	121	111	158
	Déc.	96,8	118	126	113	184
1920	Janv.	94,6	122	145	115	199
	Fév.	95,0	132	156	118	242
	Mars	93,8	148	166	135	238
	Avril	91,7	156	175	142	275
	Mai	91,2	147	164	150	248
	Juin	90,3	133	147	147	214
	Juil.	90,7	135	148	148	209
	Août	87,8	132	150	148	239
	Sept.	84,6	125	157	162	251
	Oct.	85,4	118	150	167	260
	Nov.	85,7	106	138	169	283
	Déc.	86,5	109	130	168	287
1921	Janv.	86,9	107	121	163	268
	Fév.	86,5	99	113	152	237
	Mars	86,0	103	107	142	240
	Avril	85,6	103	104	130	235
	Mai	85,0	98	98	126	203
	Juin	84,6	93	97	124	210
	Juil.	84,6	90	99	122	217
	Août	85,8	99	99	126	219
	Sept.	85,8	98	103	131	233
	Oct.	85,2	96	99	132	235
	Nov.	85,3	95	99	130	236
	Déc.	86,1	97	97	128	217

Prix. — La courbe des prix de gros est caractérisée par la présence de deux maxima en 1920. Après une hausse qui commence au milieu de 1919 et s'accélère au début de 1920, on trouve un premier maximum à la fin d'avril. Mais la baisse ne dure alors que deux mois, s'arrête et un nouveau mouvement de hausse aboutit au second maximum de fin septembre, après lequel la baisse reprend et se prolonge jusqu'à l'été de 1921.

La courbe des prix de détail a une allure semblable, mais les valeurs relatives des deux maxima sont inverses. Le premier maximum en mai 1920 est à peine marqué et c'est le second, en novembre, qui domine toute la courbe.

Dans les deux cas, le maximum des prix de gros précède de deux mois au plus le maximum des prix de détail.

Si l'on compare ces mouvements à ceux des cours des valeurs mobilières, on observe qu'il y a coïncidence dans le temps entre :

1°) Le minimum des cours des valeurs à revenu fixe et le deuxième maximum des prix de gros (septembre).

2°) Le maximum des cours des valeurs à revenu variable et le premier maximum des prix de gros (avril).

Change. — Les maxima et minima du cours du dollar (moyennes mensuelles) depuis 1919 se placent ainsi :

	Janv. 1919	Avril 1920	Juil. 1920	Déc. 1920	Mai 1921	Nov. 1921
Pour 100 dans le 1 ^{er} Semestre 1919...	92	Max. 248	Min. 209	Max. 287	Min. 203	Max. 236
Pour 100 au pair...	105	283	238	326	231	269

Il convient de se rappeler ici que par suite des accords financiers conclus pendant la guerre, les cours du franc,

de la livre sterling et du dollar ont été liés jusqu'au printemps 1919. Les actions économiques ainsi contenues se sont alors trouvées brusquement appelées à jouer. On observe une concordance très nette surtout jusqu'à l'été de 1920, entre les indices du change, des prix de gros, des cours des valeurs à revenu variable.

Les autres indices qui vont être successivement examinés, sont : d'abord les indices bancaires classiques : *taux de l'escompte et portefeuille de la Banque de France*, ce dernier étant complété par le montant des effets de commerce timbrés.

Les chiffres de l'encaisse métallique et de la circulation ont perdu avec le cours forcé, la signification qu'ils avaient avant la guerre.

D'autres indices financiers intéressants sont les *comptes des grandes sociétés de crédit*.

Indices des transactions commerciales : *volume du commerce extérieur*.

Indices de la production industrielle : *production sidérurgique, consommation de houille*.

Enfin activité de la main-d'œuvre ou plutôt du besoin de la main-d'œuvre : *placements et chômages*.

Taux de l'escompte

Ce taux de l'escompte qui, dans certains pays, suit pas à pas la marche des affaires, n'est pas en France un indice aussi sensible, au moins en ce qui concerne le taux de la Banque de France. Depuis de longues années, la Banque de France s'efforce de maintenir son taux d'escompte aussi stable que possible et les variations en sont peu fréquentes.

Dans la période considérée ici on ne note que deux changements. Le taux de 5 0/0 qui était appliqué depuis le 20 août 1914 a été porté à 6 0/0, le 8 avril 1920, abaissé à 5 1/2 0/0 le 28 juillet 1921. En 1922, il a été porté à 5 0/0.

Ce sont les deux coups de cloche annonçant que la crise approche, que la crise est passée. C'est vers ces deux dates ou entre ces deux dates que se placent les points critiques de presque tous les indices économiques, comme on l'a déjà observé pour les cours des valeurs et les prix des marchandises. En particulier, on a vu que l'indice du cours des valeurs à revenu variable a son maximum à la fin d'avril 1921.

Portefeuille de la Banque de France

Effets de commerce créés. — Le portefeuille de la Banque de France est, depuis les travaux de Juglar, considéré comme un des indices économiques les plus importants. Le montant des effets de commerce créés, connu d'après le produit du droit de timbre, est un indice du même ordre plus général.

Pour tirer des bilans de la Banque de France des indices mensuels comparables entre eux, il convient de prendre certaines précautions.

Pour éliminer des variations accidentelles, on a pris comme indice mensuel la moyenne du deuxième et de l'avant dernier bilan de chaque mois.

D'autre part, au cours d'une même année, on constate des oscillations saisonnières régulières et très importantes. Il convient d'éliminer, aussi, autant que possible ces variations. Pour cela on a calculé, d'après les années 1901 à

1913, les indices mensuels rapportés à la moyenne de l'année.

Il suffit alors pour corriger de la variation saisonnière le chiffre brut relatif à un mois donné, de le diviser par l'indice saisonnier de ce mois.

Pour avoir une courbe d'une lecture facile et qui conserve très exactement le même mouvement général, il suffit de prendre chaque mois, la moyenne de l'indice relatif à ce mois et des indices des deux mois qui l'encadrent. On trouvera le mode de calcul détaillé de ces indices et le tableau des variations saisonnières dans le Bulletin de la Statistique Générale de la France.

Portefeuille de la Banque de France.

Effets de commerce timbrés.

A : Nombres absolus (pour les effets, droits de timbre en millions de francs pour le portefeuille, en milliers pour les droits perçus).

B : Nombres indices après correction de la variation saisonnière moyenne de 3 mois.

Mois	Portefeuille de la Banque de France		Effets de Commerce timbrés	
	A	B	A	B
1919 Janvier..	1.385	106	4.233	81
Février..	1.128	110	3.645	90
Mars....	1.036	101	4.569	96
Avril....	913	95	4.531	102
Mai.....	848	93	4.725	108
Juin.....	857	95	5.170	120
Juillet...	869	105	6.062	129
Août....	928	111	5.425	136
Septemb.	920	112	6.141	138
Octobre..	972	111	7.384	145
Novemb.	1.180	110	7.331	125
Décemb.	1.154	122	3.830	140

Mois	Portefeuille de la Banque de France		Effets de Commerce timbrés	
	A	B	A	B
1920 Janvier..	1.660	142	9.922	165
Février..	1.835	162	9.324	216
Mars....	1.672	187	10.575	238
Avril....	2.159	198	11.612	243
Mai.....	1.988	208	10.767	250
Juin.....	1.753	206	11.156	259
Juillet...	1.815	220	12.768	264
Août....	1.973	235	10.413	258
Septemb.	1.951	251	11.296	261
Octobre..	2.440	271	14.085	268
Novemb..	3.215	297	13.250	286
Décemb..	3.296	297	15.100	338
1921 Janvier..	3.024	288	5.530	368
Février..	2.988	278	4.032	346
Mars....	2.893	283	3.973	343
Avril....	2.726	282	3.792	330
Mai.....	2.649	280	3.848	318
Juin.....	2.530	290	3.398	306
Juillet...	2.648	302	3.382	288
Août....	2.478	303	2.943	305
Septemb.	2.312	285	4.008	313
Octobre..	2.363	254	4.218	337
Novemb..	2.289	229	4.313	355
Décemb..	2.231	216	5.144	361

Le portefeuille de la Banque de France s'accroît de manière presque continue, depuis l'automne 1919 jusqu'à la fin de 1920, puis varie peu jusqu'à l'automne de 1921. En 1920, on observe cependant un arrêt assez net du mouvement de hausse au cours du deuxième semestre.

Pour les effets de commerce créés on constate des mouvements analogues. Sauf en décembre 1919 où se place un chiffre tout à fait singulier, et qui semble inexplicable, la hausse est continue et rapide depuis le printemps de 1919 jusqu'au printemps de 1920. A ce moment la hausse se ralentit jusqu'à la fin de l'année et l'on trouve en novembre un chiffre peu supérieur à celui d'avril. En janvier 1921 se place un maximum extrêmement élevé, suivi d'une

baisse rapide jusqu'à l'été. Il paraît probable que la pointe de janvier résulte en partie de l'abaissement du droit de timbre, mais aussi des conditions économiques générales. Que l'on considère le portefeuille de la Banque ou les effets de commerce créés, c'est à la fin de 1920 et au début de 1921, qu'apparaît le maximum des besoins de crédit. C'est alors, semble-t-il qu'on peut placer la phase aigue de la crise financière marquée par des difficultés de trésorerie dans beaucoup d'entreprises.

Quant au ralentissement de la hausse qui se marque en avril 1920, il correspond au premier maximum des prix, au maximum du cours des actions, au premier temps de la crise.

Il faut, d'ailleurs, remarquer les effets de commerce étaient beaucoup moins employés depuis la guerre qu'avant 1914, dans le règlement des créances commerciales. Tenant compte de l'augmentation des prix, on pourrait s'attendre à trouver en 1920-21, aussi bien pour le portefeuille de la banque que pour les effets créés, des chiffres au moins triples de ceux de 1913. Or les chiffres les plus élevés, au maximum de la crise, ne sont guère que le double de ceux de 1913. Aussi, il ne serait pas surprenant que la baisse des indices ici considérés que l'on observait dans la période de liquidation des crises se trouve cette fois beaucoup moins accentuée. Cela pourrait résulter du retour à un emploi plus habituel des effets de commerce, indépendamment des besoins de crédit plus ou moins grands qui varient selon les fluctuations économiques, selon que la crise se prépare ou se liquide.

*Principaux comptes des quatre grandes Sociétés de Crédit
de septembre 1919 à avril 1921.*

Les grandes Sociétés de Crédit et la Crise.

(Crédit Lyonnais. — Comptoir d'Escompte. — Société
Générale. — Crédit Industriel et Commercial).

Indices : 100 avril 1914.

Fins de mois	Encaisse	Portef.	Av. et Reports	Comptes courants débit.	Dépôts et comptes courants crédit.
1919 Sept. ...	214,6	203,9	56,6	118,5	180,5
Oct.	193,9	212,7	58,3	123,4	186,4
Nov.	212,5	223,8	61,8	139,9	200,1
Déc. ...	216,7	227,1	66,3	160,5	209,4
1920 Janvier	236,7	231,2	68,7	175,6	220,2
Février .	249,8	240,4	71,1	199,4	234,1
Mars ...	248,3	223,0	75,3	204,1	223,9
Avril ...	263,1	231,7	78,0	211,6	233,4
Mai	286,0	237,1	78,7	222,7	241,2
Juin ...	239,3	241,7	72,4	208,6	234,5
Juillet .	269,3	238,2	70,9	215,1	235,3
Août ...	242,7	236,4	70,6	214,4	231,1
Sept. ...	240,5	242,2	69,2	226,3	238,2
Octobre.	278,9	235,4	68,7	254,5	244,9
Nov.	344,5	238,3	67,5	235,4	246,3
Déc. ...	303,1	240,5	62,6	195,3	231,7
1921 Janvier	226,3	247,2	58,9	195,3	236,0
Février .	270,1	246,4	56,6	187,7	232,0
Mars ...	237,4	251,6	55,1	170,2	226,9
Avril ...	218,9	267,2	54,1	168,3	235,4

Les mouvements de l'encaisse sont caractérisées par une augmentation continue jusqu'en mai 1920, suivie d'une tendance à la baisse interrompue par de brusques sursauts, dont le plus important coïncide avec l'emprunt 6 0/0 de novembre 1920. L'emprunt 5 0/0 de mars s'était manifesté par une légère diminution suivie d'une hausse. C'est à partir du même moment (mai 1920) que l'influence de la

crise se manifeste sur les comptes créditeurs et les comptes de dépôt. Après une ascension rapide depuis septembre 1919, ils deviennent stationnaires avec une tendance à la baisse à partir d'avril, mai, (sauf la période qui précède immédiatement l'emprunt de novembre).

Le portefeuille ne cesse de s'élever, quoique la hausse devienne plus lente à partir de juin. C'est qu'il est composé essentiellement des bons du Trésor et que la crise économique n'a pas ralenti, au contraire, la souscription de ceux-ci.

Par contre, c'est dans l'allure des comptes courants débiteurs que se manifeste la crise. Les avances en comptes courants (qui représentent évidemment aujourd'hui beaucoup mieux que le portefeuille l'activité purement commerciale des Sociétés de Crédit), s'élèvent rapidement jusqu'en mai 1920. A ce moment se marque un premier temps d'arrêt en relation peut-être avec la crise, mais auquel succède de septembre à novembre, une nouvelle hausse rapide (en relation peut être avec la préparation de l'emprunt). Par contre, depuis ce moment la baisse est extrêmement rapide. On peut conclure de l'allure de ces comptes que les Sociétés de Crédit se sont assurées les disponibilités dont elles avaient besoin pour faire face aux retraits des dépôts, en renonçant à renouveler les avances consenties en compte courant.

Commerce extérieur. — Les chiffres du commerce extérieur sont à peu près les seuls qui puissent fournir une suite d'indices sur l'activité des transactions commerciales.

Le produit de la *taxe sur le chiffre d'affaires* semble devoir être un bon indice s'appliquant à tout le commerce tant intérieur, qu'extérieur. Mais cet impôt n'est en

vigueur que depuis septembre 1920 et sa perception n'est pas encore assurée sur des bases parfaitement stables.

Les indices du commerce extérieur considérés sont relatifs aux quantités des marchandises importées ou exportées.

Si l'on considère les indices mensuels, il convient de tenir compte des variations saisonnières. Pour cela les indices bruts ont été corrigés de la manière ci-dessus à propos du portefeuille de la Banque de France.

On trouvera dans le tableau ci-dessous mois par mois, depuis janvier 1920 pour les importations d'une part, et pour les exportations d'autre part :

A et B : Les indices corrigés de la variation saisonnière (100 : moyenne 1901-1910).

B1 La moyenne des indices A et B, relatifs aux importations et aux exportations.

C : Les moyennes de trois mois de ces indices.

D : Les indices C ramenés à la base 100 : moyenne 1919.

La courbe des importations est caractérisée par le maximum atteint en mars 1920 et se prolongeant jusqu'en août, suivi d'une chute brusque qui amène en février 1921 à un chiffre moitié de ceux de l'été précédent. La hausse reprend en août 1921.

Pour les exoprtations, le maximum de 1920 s'étend de juin à octobre. La chute qui suit est moins forte que pour les importations.

En janvier 1921, on observe une pointe très aigue, le chiffre de ce mois est supérieur de 71 0/0 à celui de décembre 1920 et de 26 0/0 à celui de février. Cela peut-être rapproché du maximum analogue noté par les effets de commerce créés. Pour ceux-ci, le chiffre de janvier 1921

est supérieur de 41 0/0 à celui du mois précédent et de 19 0/0 à celui du mois suivant. Cette coïncidence pourrait s'expliquer en admettant que les difficultés de trésorerie croissantes rencontrées en ce mois de janvier 1921, dans beaucoup d'entreprises, ont amené alors d'importantes liquidations de stocks, des ventes rapides tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Commerce extérieur spécial.

Nombres indices pondérés des quantités de marchandises importées et exportées.

Mois		Import.	Export.	Moyenne		
		A	B	B 1	C	D
1919	moyenne	141	125	133		113
1913	Moyenne	163	72	118	—	100
1920	Janvier	141	94	118	—	—
	Février.	158	129	144	138	117
	Mars...	188 max.	119	154	150	128
	Avril ..	184	123	154	148	126
	Mai....	163	113	138	156	133
	Juin....	179	177 max.	178	158	135
	Juillet..	180	137	159	173	147
	Août....	180	184	182	168	143
	Sept....	169	157	163	168	143
	Octobre	155	165	160	153	130
	Nov....	145	129	137	139	118
	Déc....	137	103	180	134	114
1921	Janvier	112	176	144	125	106
	Février.	81 min	140	111	119	101
	Mars....	88	115	102	109	93
	Avril ..	95	133	114	107	91
	Mai....	99	121	105	111	95
	Juin....	99	131	115	109	92
	Juillet..	91	122	106	114	97
	Août....	111	132	122	121	103
	Sept....	143	129	136	129	109
	Octobre	133	124	129	130	110
	Nov....	127	130	124	131	111
	Déc....	159	136	141	—	—

C'est à cette époque qu'ont eu lieu d'assez nombreux essais de vente directe au public par les fabricants.

Si l'on considère l'indice moyen choisi pour représenter l'activité des échanges avec l'étranger, on voit un maximum dans l'été de 1920, une baisse de plus d'un tiers, un minimum au printemps de 1921, la reprise s'affirme à l'automne.

Production sidérurgique.

La production sidérurgique est à peu près le seul indice direct de la production industrielle qu'il est actuellement possible de suivre mois par mois.

La production en houille est également connue mois par mois, mais c'est en France un indice très peu sensible surtout aujourd'hui. La production française suffit à peine à la moitié de la consommation et la diminution des besoins qui accompagne la crise n'entraîne qu'une très faible diminution de la production.

Base 100. — Moyenne 1^{er} semestre 1919

Mois		Fonte	Acier	Moyenne
1919.	1 ^{er} Semestre...	100	100	100
	2 ^e — ...	139	118	128
1920.	Janvier...	116	117	116
	Février ..	122	116	119
	Mars	118	112	115
	Avril	107	111	109
	Mai	133	103	118
	Juin	161	146	154
	Juillet...	178	152	165
	Août....	191	165	178
	Sept.	207	179	193
	Octobre..	221	194	207
	Novembre	212	188	200
	Décembre	208	186	197

	Mois	Fonte	Acier	Moyenne
1921	Janvier	174	160	167
	Février	774	158	166
	Mars	178	150	164
	Avril	174	153	164
	Mai	168	146	157
	Juin	170	146	158
	Juillet	159	133	146
	Août	151	139	145
	Septembre ...	145	141	143
	Octobre	152	155	154
	Novembre....	175	166	170
	Décembre....	179	181	180

Dans le tableau ci-dessus sont donnés pour chacun des deux semestres de 1919 et pour chaque mois depuis janvier 1920, les nombres indices rapportés au 1^{er} semestre 1919 de la production de la fonte et de l'acier, et la moyenne de ces indices.

Le maximum se place en octobre 1920. Après une baisse d'environ un tiers le minimum est atteint en juillet 1921 pour l'acier et en septembre pour la fonte.

Consommation de charbon.

La consommation de charbon serait un indice très précis de l'activité industrielle, si elle était connue exactement mois par mois. Mais les variations des stocks très importants qui existent chez les négociants et chez les industriels sont inconnues; toutefois, l'on peut suivre la consommation apparente calculée d'après la production l'importation, l'exportation et les variations des stocks sur les carreaux des mines et dans les ports.

Dans le tableau ci-dessous on trouvera les chiffres de la consommation mois par mois, depuis janvier 1920, ainsi que les nombres indices rapportés à l'année 1919. Il y a des variations accidentelles d'un mois à l'autre, surtout

pour les importations, on a donc calculé un indice obtenu en prenant chaque mois la moyenne de l'indice de ce mois et des indices des deux mois qui l'encadrent.

Le maximum de la consommation se trouve en octobre 1920. Après une baisse d'un tiers environ, le minimum est atteint en juillet 1921.

		1.000 tonnes	Indices	Indice moyen de 3 mois
1919	Moyenne.....	3.755	100	
1920	Janvier.....	4.483	119	
	Février.....	4.261	113	115
	Mars.....	4.255	113	111
	Avril.....	4.046	108	107
	Mai.....	3.744	100	112
	Juin.....	4.862	129	122
	Juillet.....	5.183	138	137
	Août.....	5.422	144	140
	Septembre.....	5.206	139	145
	Octobre.....	5.680	151	144
	Novembre.....	5.323	142	143
	Décembre.....	5.107	136	129
1921	Janvier.....	4.126	110	114
	Février.....	3.637	97	101
	Mars.....	3.629	97	98
	Avril.....	3.769	100	98
	Mai.....	3.605	96	98
	Juin.....	3.702	99	96
	Juillet.....	3.526	94	101
	Août.....	4.174	111	111
	Septembre.....	4.840	129	120
	Octobre.....	4.531	121	—
	Novembre.....	—	—	—
	Décembre.....	—	—	—

Main-d'œuvre. — Placement. — Chômage.

L'indice ordinairement considéré avant la guerre pour caractériser l'activité du travail était, en France comme

dans la plupart des pays, la proportion des chômeurs parmi les membres des syndicats ouvriers. Ce renseignement n'est plus connu depuis la guerre. On a fait état ici des données publiées sur les opérations des offices de placement, ainsi que du nombre des chômeurs secourus à Paris.

On publie, chaque semaine, au *Journal Officiel*, le nombre des placements effectués dans la semaine par les offices, ainsi que le nombre des demandes d'emplois restant non satisfaites à la fin de la semaine. Le rapport du nombre des placements au nombre des demandes non satisfaites est calculé pour chaque semaine, puis la moyenne pour les quatre ou cinq semaines du mois. Depuis 1920, les placements sont distingués en placements à demeure et placements en extra ou pour une journée, et les placements de main-d'œuvre étrangère sont indiqués.

L'indice qui paraît devoir être le plus significatif est celui qui porte sur les placements à demeure, y compris la main-d'œuvre étrangère. Cependant comme aucune distinction n'était faite en 1919, on a donné dans le tableau ci-dessous la série des indices relatifs au total des placements, main-d'œuvre étrangère non comprise.

Les indices sont calculés en prenant comme base 100, le chiffre de mai 1919 premier mois pour lequel on a des éléments.

L'examen des chiffres d'avant-guerre relatifs au chômage montre d'importantes variations saisonnières. Des variations semblables (en sens inverse) doivent vraisemblablement se retrouver dans les indices de placement.

A côté des indices de placement, on donne dans le tableau ci-dessous le nombre des chômeurs inscrits à Paris.

Main-d'œuvre. — Placement. — Chômage.

Nombre de placements par semaine pour 1.000 demandes
d'emploi restant non satisfaites à la fin de la semaine.

Mois	Total des placem. (sans la main- d'œuvre étrang.)		Plac. à demeure (avec la main- d'œuvre étrang.)		Nombre des chômer ^{rs} inscrits à Paris v. la fin du mois
	Nombre	Ind. apr. correct. approx.	Nombre	Ind. apr. correct. approx.	
1919 Mai.....	625	100			60.112
Juin.	883	145			44.766
Juillet...	1.039	170			32.737
Août....	1.025	177			27.594
Sept.....	884	148			24.034
Octobre..	1.196	219			18.774
Nov.....	1.284	251			5.751
Déc.....	1.503	297			1.689
1920 Janvier..	1.134	269	866	302	1.103
Février..	1.761	408	1.122	383	629
Mars....	1.911	384	1.311	389	223
Avril....	2.058	379	1.398	380	111
Mai.....	1.378	220	1.132	267	104
Juin.	1.950	320	1.162	280	199
Juillet...	1.660	279	1.014	244	343
Août....	1.596	276	1.056	269	331
Sept.....	1.631	273	1.197	295	308
Octobre..	1.364	249	955	256	277
Nov.....	962	188	636	183	5.668
Déc.....	581	115	360	105	26.079
1921 Janv. ...	423	100	271	95	34.611
Février..	392	91	245	83	44.417
Mars....	349	70	233	66	43.037
Avril....	442	82	279	76	37.758
Mai.....	595	95	353	83	22.677
Juin.	758	124	445	107	13.860
Juillet ..	878	144	468	113	10.616
Août....	952	165	481	122	9.706
Sept.....	1.333	224	650	160	7.486
Octobre..	1.394	255	634	170	5.348
Nov.....	1.305	256	566	164	3.730
Déc.....	1.396	276	559	163	4.175

Le nombre des placements s'accroît très rapidement pendant l'année 1919, année de démobilisation, atteint son maximum de février à avril 1920, baisse un peu, puis après un palier dans l'été 1920 présente un maximum secondaire en août-septembre.

La fin de l'année 1920 est marquée par une chute extrêmement rapide qui se prolonge, ralentit jusqu'en mars 1921, où se place le minimum suivi d'une augmentation assez régulière.

La courbe de chômage à Paris présente les mêmes caractères, en sens inverse, avec un certain décalage. Au maximum des placements de février-avril 1920, correspond le minimum de chômage de fin avril-fin mai ; du maximum secondaire d'août-septembre le minimum secondaire de fin octobre. Au minimum de mars, le maximum de fin février 1921, au maximum d'octobre le minimum de novembre.

Les versements aux Caisses d'Epargne.

Les versements aux Caisses d'Epargne ont été abondants en 1921. On y a vu une preuve de la faiblesse relative de la crise économique en France et de l'abondance réelle des revenus.

La crise ne paraît pas avoir effleuré les caisses, ni en 1920 ni en 1921, parce que la composition de l'épargne de ces caisses les met à l'abri des crises économiques. On a constaté, en effet, déjà avant la guerre, que le maximum des versements aux Caisses d'Epargne (ou le minimum des retraits) correspond normalement à la période de chômage maximum. Il est impossible d'admettre, dans ces conditions, que les mouvements des Caisses d'Epargne traduisent, à aucun degré, les fluctuations de l'épargne ouvrière.

Les fonds versés aux Caisses d'Epargne appartiennent

en majorité à des enfants, à des femmes, à des employés, des domestiques, des artisans ou même des bourgeois aisés. Leurs mouvements ne sauraient à aucun degré être considérés comme des indices de la situation industrielle.

Montant de souscriptions de titres.

L'Association Nationale des porteurs de valeurs mobilières donne les chiffres suivants des émissions, en France, de caractère purement industriel.

en 1919.....	2.900 millions de francs
» 1920.....	6.850 » » »
» 1921.....	4.300 » » »

Il s'agit de souscriptions publiques en dehors de l'extension des capitaux individuels. Il y a donc eu un accroissement général de l'épargne au cours même de l'essor qui a précédé la crise.

Résumé.

Comparaison des mouvements des divers indices.

On peut résumer comme il suit dans l'ordre chronologique, les points critiques des indices ci-dessus considérés :

Maximum du besoin de main-d'œuvre (placements)	Février-avril 1920
Elévation du taux de la Banque de France	8 avril
Maximum du cours des valeurs mobilières à revenu variable.....	Fin avril
Premier maximum des prix de gros des marchandises	Fin avril
Maximum du volume du commerce extérieur	Juillet-septembre

Maximum secondaire du besoin de main-d'œuvre (Placements)	Septembre
Second maximum des prix de gros	Fin septembre
Minimum du cours des valeurs à revenu fixe	Fin septembre
Maximum de la production sidérurgique	Octobre
Maximum de la consommation de charbon	Octobre
Maximum des prix de détail	Novembre
Maximum des besoins financiers:	
(Portefeuille de la Banque de France)	Décembre 1920
(Effets créés)	janvier 1921
Minimum du besoin de main-d'œuvre (Placements)	Mars 1921
Minimum du volume du commerce extérieur	Mars-Juillet
Minimum des prix de gros	Fin juin
Minimum des prix de détail	Juillet
Minimum des valeurs mobilières à revenu variable	Fin Juillet
Minimum de la production d'acier	Juillet
Minimum de la consommation de charbon	Juillet
Minimum des effets de commerce créés.	Juillet
Baisse du taux de l'escompte de la Banque de France	28 Juillet
Commencement de la baisse du portefeuille de la Banque de France	Août-Septembre
Minimum de la production de fonte	Septembre

Les premiers symptômes de la crise apparaissent au printemps 1920 vers le mois d'avril, avec le maximum du cours des actions en Bourse. (A ce moment, la crise est aiguë au Japon, imminente aux Etats-Unis. Mais si le développement économique se trouve dès lors embarrassé, il ne s'arrête pas. Si l'on n'embauche plus de nouveaux ouvriers, il semble que la production continue pourtant à s'accroître. Ce n'est qu'en automne, six mois après, que la crise commerciale et industrielle se marque nettement : baisse définitive des prix (gros et détail), diminution des échanges et de la production, renvoi d'ouvriers. Les embarras financiers des entreprises s'accroissent alors, pour atteindre leur maximum dans l'hiver 1920-1921, environ trois mois plus tard.

Ces trois temps, en quelque sorte, de la crise, se retrouvent en d'autres pays et semblent correspondre à un phénomène général.

On peut distinguer aux Etats-Unis, d'après le service statistique de l'Université d'Harvard, 3 groupes d'indices, rangés sous les chefs.

A. Spéculation; B. Business; C. Banking, dont les mouvements cycliques sont décalés, le mouvement de A précédant celui de B de 4 à 10 mois; le mouvement de B précédant celui de C de 2 à 8 mois.

Les minima qui marquent la fin de la période aiguë de la crise, l'arrêt de la dépression, ne se présentent pas tout à fait dans le même ordre. On retrouve bien encore comme premier indice, celui de la main-d'œuvre qui présente un minimum suivi d'une hausse très nette, dès le mois de mars 1921. Mais la baisse des actions en Bourse se prolonge jusqu'en juillet, comme la baisse des prix. C'est en

juillet également que se placent les minima de la production de l'acier et de la consommation du charbon (la production de fonte n'atteint son minimum qu'en septembre) que s'affirme la reprise du commerce extérieur, stationnaire depuis quelques mois.

On peut placer dans l'été 1921 la fin de la dépression industrielle commencée en septembre-octobre 1920. Alors s'ouvre une période qui semble être caractérisée par une reprise progressive de l'activité économique, en ce qui concerne le travail et les quantités produites et échangées avec une certaine stabilisation des prix (marchandises et valeurs mobilières). Cette reprise s'observe aussi dans le recouvrement de la taxe sur le chiffre d'affaires.

La liquidation de la crise paraît s'achever dans les derniers mois de 1921. On constate alors un notable dégonflement du portefeuille de la Banque de France, en même temps qu'un accroissement des effets de commerce timbrés. Ce double mouvement paraît signifier que les industriels et les commerçants trouvent un crédit plus facile auprès de leurs banquiers ordinaires et traitent plus d'affaires.

TROISIÈME PARTIE

Des causes et remèdes

CHAPITRE VIII

CAUSES DES CRISES GÉNÉRALES DE SURPRODUCTION DIFFÉRENTES DOCTRINES

On peut diviser toutes les doctrines en deux grands groupes :

I) Les théories s'attachant pour l'explication des crises aux troubles manifestés par la circulation.

II) Les théories expliquant les crises par des phénomènes de production, de consommation et de répartition.

I) *Théories expliquant les crises par des phénomènes de circulation*

Toutes ces théories sont dominées par une même conception du phénomène : la crise c'est l'arrêt de la hausse des prix (Définition de Juglar).

La monnaie métallique joue un rôle sans cesse décroissant en tant qu'intermédiaire dans les échanges ; elle a des substituts infiniment nombreux et variés, et c'est exagérer que prendre le mot monnaie dans le sens étroit de métal précieux.

A la base de l'explication des crises, on trouve la théorie quantitative élargie de ces doctrines, c'est-à-dire en y comprenant la monnaie fiduciaire ; billet de banque et effets de commerce, en particulier la lettre de change.

1^o) *Excès d'émission de billets de banque :*

Certains économistes voient la cause des crises dans l'excès des billets de banque. A mesure que la quantité de billets de banque mise en circulation augmente, la demande augmente et avec la demande des prix. On voit dans ces émissions excessives un facteur intensifiant l'essor et dans leurs dépréciations la cause de la chute particulièrement profonde des prix et de l'intensité des crises. C'est la théorie du « Currency principle ».

Les crises économiques sont loin d'avoir, en temps normal, où le billet de banque a cours normal et non cours forcé comme aujourd'hui, comme cause profonde et dernière des émissions excessives de billets.

Au « Currency principle » s'oppose le « Banking principle » d'après lequel il n'y a aucune connexité entre la hausse des prix et la quantité de billets en circulation.

Suivant cette dernière théorie, l'émission des billets de banque, au lieu d'être la cause des échanges et de leur activité en est, au contraire, simplement l'effet. Le billet de banque sert, en effet, à l'escompte des lettres de change. L'émission d'un billet suppose donc, à moins qu'il ne s'agisse d'une lettre de change de complaisance, un échange antérieur. C'est donc commettre une véritable pétition de principes que d'attribuer l'activité des échanges à une émission excessive de billets. Une période de prospérité économique n'est pas nécessairement une période d'accroissement d'émissions de billets. La rapidité de la circulation peut compenser l'importance des opérations d'escompte à effectuer.

Ce raisonnement ne vaut, comme nous l'avons dit, que

sous un régime du cours légal et non de cours forcé. Sous ce dernier régime, en effet, les émissions de billets ne sont pas dues uniquement aux opérations commerciales; elles sont le résultat pour la plus grande partie ou pour la presque totalité, comme de nos jours, des emprunts faits par le Gouvernement aux banques d'émission.

2°) *Théories fondant la crise sur de simples rapports monétaires et de crédit :*

Théorie de Juglar. — D'après Juglar, la crise est l'arrêt de la hausse des prix.

Le commerçant, l'industriel achètent ou produisent, non pas en considération du besoin social ou de la demande, mais en raison de leur espoir d'une prolongation ou d'une accentuation de la hausse des prix. Ils concluent alors des marchés à terme, achètent non seulement avec leur argent, mais avec leur crédit. Dans leur fièvre de profit, ils ont même souvent recours au crédit de complaisance. Les échanges se multiplient en nombre et en valeur, et avec eux, les lettres de changes escomptées. Il existe, dans ces conditions, un moyen bien simple de discerner une période d'essor : il suffit de connaître le montant des escomptes d'un pays. Pour en avoir une idée aussi exacte que possible, on considère le bilan des grandes banques, et particulièrement ceux des grandes banques d'émission. Le poste escomptes et avances, servira de baromètre infailible des achats et des reventes de la spéculation commerciale. Juglar prévoit les crises à l'augmentation du portefeuille des grandes banques d'émission; il les explique par un progrès rapide de la spéculation, les abus du crédit, et finalement par

l'effondrement de cette spéculation, et de ce fragile édifice de crédit.

La hausse des prix, issue de cette spéculation à terme, finit par trouver une limite : c'est le moment où cette hausse a atteint une hauteur telle que le spéculateur à la hausse cesse de trouver un plus optimiste que lui. Les prix se dégonflent brusquement, un krach s'ensuit, c'est un sauve-qui-peut général. On a acheté à la hausse, on ne trouve plus à revendre. On essaie d'avoir recours au crédit pour se liquider ; mais on a usé et abusé du crédit pendant l'essor et il est plus rare que jamais. Il faut cependant acquitter les traites venant à échéance. On se précipite alors avec fureur sur le crédit survivant et l'on implore les grands établissements de crédit ; on leur demande soit des billets, soit de l'or ; l'encaisse des banques d'émission diminue. Ces dernières, pour défendre leur encaisse, usent d'un moyen classique, elles élèvent le taux de l'escompte. Cette élévation du taux de l'escompte a pour effet de ralentir la demande de crédit. On se décide à réaliser, même à perte, les marchandises que l'on a en entropôt, les valeurs mobilières que l'on a en portefeuille.

Les prix baissent alors, et la baisse dure jusqu'à ce qu'elle soit suffisante pour permettre un relèvement de la demande, une hausse des prix, en un mot, un processus de hausse de tous points semblable au premier.

Donc, d'après cette théorie, la cause essentielle des crises se trouve dans les abus du crédit.

Mais ces crises de spéculation sont fréquentes, brèves, sans rapport avec la production et toute crise de spéculation ne provoque pas nécessairement une crise générale de surproduction.

La crise générale de surproduction est donc autre chose, a une cause plus profonde que l'abus du crédit et la spéculation. Sans doute l'essor peut s'accompagner de semblables abus, car il fournit un terrain favorable à la spéculation.

On trouve des phénomènes analogues à ceux décrits par Juglar, en dehors des crises générales de surproduction.

Ces théories se sont cantonnées à l'observation d'une partie seulement des phénomènes économiques, elles raisonnent sur des données trop étroites. Leurs partisans ne se sont appliqués à discerner et à décrire le mécanisme de hausse et sa conversion en mécanisme de baisse que pour la circulation.

II. — *Théories expliquant les crises par des phénomènes de production, de consommation et de répartition*

C'est dans les rapports existant entre la production, la consommation et l'influence de ces dernières, sur la répartition que toute une série d'auteurs ont cherché la cause des crises.

On peut subdiviser ces différentes théories en deux grandes classes :

A. — *Les théories inorganiques.*

B. — *Les théories organiques.*

On est en présence d'une théorie organique quand on envisage la crise comme un phénomène inhérent à l'organisation des Sociétés capitalistes, quand on prend pour base l'analyse de l'organisme économique moderne. Sinon nous sommes en présence d'une théorie inorganique.

A. — *Théories inorganiques*

Toutes ces théories partent d'une même observation: la crise de surproduction résulte d'un déséquilibre entre la production et la consommation. L'explication des crises se ramène à celle de ce déséquilibre. Ce sont des crises de débouchés. Ce qui manque, ce n'est pas la monnaie, mais le débouché.

1°) *Crise de sous-production* :

La guerre entraîne une diminution énorme de la production, la main-d'œuvre la plus productive est mobilisée et sacrifiée sur le champ de bataille. Non seulement la main-d'œuvre, mais une foule de forces productives, chevaux, voies ferrées, ponts, etc., sont aussi gaspillées et détruites. Cette diminution de la production a pour conséquence une diminution de la consommation et, partant une surproduction. Mais la cause originelle c'est la sous-production. On pourrait en dire autant des révolutions, troubles intérieurs, des épidémies.

2°) *Théorie de Stanley Jevons* :

Jevons établit un double rapport :

1° Entre les mauvaises récoltes et les excès de chaleur solaire;

2° Entre cet excès de chaleur solaire et l'apparition des taches dans le disque solaire.

Cette apparition des taches solaires serait périodique et environ décennale; l'arrivée des mauvaises récoltes serait, elle aussi, décennale, et par suite les crises sont décennales aussi.

On a, depuis Jevons, démontré :

1° Que les mauvaises récoltes sont, hélas, plus que décen-

nales; 2° que les apparitions de taches solaires ne sont précisément pas décennales. Et le double rapport sur lequel reposait le fragile édifice du grand économiste, s'est en conséquence écroulé.

3°) *Crise de surconsommation* :

La rupture d'équilibre provient ici de la nécessité où se trouvent parfois les sociétés de satisfaire rapidement à un accroissement subit mais temporaire de la demande. Pendant un certain temps, on consommera beaucoup et lorsque cette demande aura été satisfaite, une crise s'ensuivra : on manquera de débouché après s'être trouvé en présence d'un débouché considérable. La crise provenant d'un changement brusque dans la consommation, aura des causes beaucoup plus diverses : mode, guerre, arrivée de la paix, épargne du revenu au lieu de sa consommation directe. Non seulement la guerre entraîne une diminution de la production, mais elle amène aussi un changement brusque dans la direction de la consommation. La guerre est le signal de la création de nouveaux impôts, d'emprunts de guerre, d'établissement de contributions et de levées extraordinaires, et ces sommes ne reçoivent évidemment pas l'affectation qu'elles eussent reçu si elles avaient été consommées par les particuliers.

Les crises de 1814 et 1815 seraient dues à l'arrivée de la paix, à la suite de longues guerres du premier Empire.

Avec la crise de 1873, on se trouverait en présence de cet accroissement temporaire de la demande qui suit une guerre et précipite la production dans les plus redoutables embarras.

B. — *Théories organiques*

La crise générale de surproduction est un phénomène dont l'apparition est contemporaine du capitalisme, et sa théorie doit trouver sa base dans les traits dominants de ce dernier mode de production.

1°) *Théorie collectiviste de la sous-consommation :*

Reprenant une idée soutenue déjà par l'économiste Sismondi, Rodbertus, Marx, Engels, Kautsky ont soutenu que les crises générales de surproduction doivent être attribuées à un phénomène de surproduction générale, d'engorgement général résultant de l'organisation capitaliste de la production. Par l'effet même de cette organisation, la production ne connaît pas de limites, car l'aiguillon de la concurrence amène fatalement les producteurs à chercher dans la concentration un moyen d'abaisser leurs prix de revient. Mais à cette production illimitée correspond un marché nécessairement limité. Sur ce marché, la masse des consommateurs est en effet constituée par la classe ouvrière. Or, la puissance de consommation de cette classe se trouve limitée par son revenu, et ce revenu est singulièrement réduit par le fait que l'entrepreneur capitaliste prélève sur le produit du travail de ses ouvriers une certaine valeur destinée à lui servir de profit. Par suite même de ce prélèvement, les ouvriers ne recevant pas une valeur égale à celle que produit leur travail, ne peuvent consommer dans la mesure où ils produisent. Et comme le phénomène de profit est dans l'organisation économique actuelle, un phénomène d'application générale, il en résulte que, dans toutes les branches de la production, des stocks de produits s'accumulent qui ne peuvent trouver de débou-

chés. De là des crises générales, résultat d'une surproduction générale qui tient elle-même à l'insuffisance du pouvoir de consommation de la masse des producteurs.

Toute crise générale de surproduction a pour première cause un fait général et constant de sous-consommation.

Mais comment se fait-il que le surcroît de la production ne soit pas absorbé par les entrepreneurs eux-mêmes, dont la capacité de consommation est augmentée constamment par l'attribution du profit ? C'est que la faculté de consommation des capitalistes trouve elle-même une limite, sinon dans le chiffre de leur revenu, du moins dans l'étendue de leurs besoins. Ils ne peuvent même, en donnant à ces besoins une satisfaction complète, consommer qu'une partie de leur revenu ; quant au surplus de ce revenu, ils l'épargnent, il le placent, c'est-à-dire qu'ils l'emploient à commander du travail, à créer de nouvelles entreprises ou à développer celles qui existent déjà ; en un mot, à accroître la production déjà surabondante. L'épargne capitaliste vient en aide à la sous-consommation prolétarienne pour aggraver la surproduction générale et la rendre chaque jour plus intense. Le résultat fatal doit être la fréquence de plus en plus grande et le caractère de plus en plus nocif des crises de surproduction.

Le régime de production capitaliste trouvera sa fin, soit dans une de ces crises, plus violente et plus grave que les autres, c'est la thèse catastrophique de Karl Marx, soit dans le caractère permanent et chronique des crises de surproduction atteignant le marché dans toutes les branches qui l'alimentent et rendant impossible le fonctionnement de la loi des débouchés.

Cette augmentation se heurte à certaines objections. Si

les crises générales de surproduction doivent être attribuées à l'insuffisance des ressources que possède la classe ouvrière, comment expliquer que ces crises se produisent dans les périodes de prospérité industrielle où le taux des salaires est précisément le plus élevé? Si, d'autre part, l'épargne capitaliste contribue dans une large mesure à créer et à entretenir une surproduction générale, comment se fait-il que les crises de surproduction soient encore, à l'heure actuelle, périodiques et temporaires? Elles devraient, semble-t-il, être permanentes et avoir un caractère chronique, car l'épargne capitaliste est une caractéristique permanente de l'organisation économique actuelle.

2°) *Théorie des variations du taux de profit :*

Suivant cette opinion, la cause essentielle des crises de surproduction devrait être cherchée dans les écarts du taux de profit des entrepreneurs. Pendant la période de prospérité industrielle qui précède une crise, le coût de production tend constamment à s'élever, par cela même que s'accroît la demande ayant pour objet le capital de toute nature, monnaie, outillage, matières premières. Mais l'élévation corrélative du prix de vente est loin de suivre une marche aussi rapide; par suite, le taux de profit va se trouver progressivement réduit. Il en résulte un affaiblissement de l'esprit d'entreprise, et l'épargne se détourne d'emplois qui ont cessé d'être rémunérateurs.

Comme conséquence, les industries ayant pour objet la création des moyens de production, voient diminuer sensiblement le chiffre des commandes qui leur étaient adressées. Un moment arrive où l'activité de ces industries se trouvant paralysée, la crise éclate, partielle d'abord, puis se généralisant peu à peu en raison de la solidarité

entre les diverses branches de production. En même temps, et plus encore que les prix de vente, le coût de production s'abaisse par suite de la réduction survenue dans la demande des capitaux de toute catégorie. Un relèvement du taux possible de profit en résulte bientôt. La confiance des entrepreneurs renaît peu à peu; ils font de nouveau largement appel au crédit. L'industrie reprend un nouvel essor et les prix se relèvent jusqu'au jour où la hausse du coût de production compromettant une fois de plus le profit des entrepreneurs, une crise nouvelle éclatera.

3°) *Théories expliquant le processus rythmique de la production par les mouvements de l'épargne :*

Pendant la période de dépression, les capitaux évitent de chercher des emplois industriels, ils s'accumulent dans les banques, ou même restent inactifs dans les caisses des particuliers. Puis, dès que la prospérité tend à revenir, les fonds en réserve cherchent à nouveau des placements principalement sous la forme de commandes ayant pour objet la création d'outillage industriel. La production prend par suite un rapide et considérable essor. Mais, lorsque les capitaux accumulés pendant la crise ont été ainsi employés à activer la production, celle-ci ne trouve plus en face d'elle, comme revenu permettant la consommation, que les épargnes nouvellement fournies, insuffisantes pour répondre aux stocks de marchandises produites. Une crise éclate alors, au cours de laquelle une nouvelle thésaurisation assurera pour l'avenir une reprise des affaires.

4°) *Théorie de la longueur du procès de production capitaliste :*

Les crises périodiques de surproduction auraient pour origine des faits de surproduction générale dûs aux condi-

tions techniques de la production capitaliste. Pendant la période de prospérité, l'appât des hauts profits à réaliser incite les entrepreneurs à transformer et à développer leur outillage. Mais l'accomplissement de ce programme exige un temps plus ou moins long. Pendant ce temps, les hauts prix se maintiennent provoquant constamment de nouvelles commandes d'ouillage pour l'exécution desquelles il est fait un large appel au crédit. Si bien que, par la création continue des capitaux fixes, la capacité productive des diverses natures d'industrie ne tarde pas à devenir excessive. Les stocks s'accumulent et la crise éclate. On suspend alors toute commande nouvelle d'outillage, jusqu'au jour où, les produits antérieurs s'étant écoulés, peu à peu il apparaît que l'extension des besoins exige un développement nouveau des moyens de production.

Chacune de ces trois dernières théories, si différentes qu'elles paraissent, peut trouver un appui dans l'observation des faits. Il semble bien exact que la hausse des prix de vente en période de prospérité industrielle est accompagnée d'une hausse du coût de production, d'où peut résulter un obstacle à l'accroissement, sinon même au maintien du taux de profit. Il arrivera d'autre part, naturellement, en temps de crise, que l'épargne soit découragée des placements industriels et, à l'inverse, qu'elle soit portée lorsque la production prend de l'essor et présente des perspectives des revenus élevés. Enfin, bien des crises pourront avoir pour cause première un accroissement excessif de l'outillage, augmentant outre mesure la capacité productive de certaines natures d'industrie.

Ces différentes explications contiennent donc chacune quelque part de vérité. Aucune cependant ne paraît pou-

voir rendre compte des multiples aspects de ce phénomène très complexe auquel on a donné le nom de crises générales et périodiques de surproduction. Toute crise générale implique, en réalité, l'action d'un facteur psychologique, confiance ou méfiance inspirée aux producteurs par l'état apparent du marché, succession d'une période d'optimisme et d'une période de pessimisme, l'un et l'autre excessifs. Toute crise procède d'une erreur qui, suivant les circonstances, peut avoir des objets assez divers : erreur sur l'étendue des besoins à satisfaire, erreur sur le taux de profit qui peut être réalisé, erreur sur l'orientation qu'il convient de donner à l'emploi de l'épargne, erreur sur l'importance des capitaux fixes à créer. Et toutes ces erreurs peuvent être ramenées à la même cause, à savoir l'imperfection relative de la concurrence en tant que régulateur de la production par les mouvements des prix. C'est encore l'explication la plus sûre, bien que peu instructive, qu'il soit possible de donner des crises générales et périodiques de surproduction, si on tient, ce qui est peut-être une recherche vaine, à ramener à l'unité les causes multiples de ce phénomène économique si important.

CHAPITRE IX

CAUSES DE LA CRISE DE 1920

On peut diviser les causes de la crise de 1920 en deux grands groupes :

I. — *Les causes monétaires et financières.*

II. *Les causes tenant à la production et à la consommation.*

I. — *Causes monétaires*

La crise générale de 1920 a sévi sur toutes les nations du monde, et plus particulièrement sur les nations industrielles. On n'a pas besoin de faire remarquer que celles qui ont pris part à la guerre, et en tout premier lieu les nations européennes, présentant un degré de réceptivité au mal plus grand que les autres, devaient en subir avec plus d'acuité les atteintes.

Cette crise générale était décélée par un symptôme financier dont la signification n'échappait point aux esprits quelque peu avertis.

A côté de l'inflation fiduciaire, des avalanches d'émissions de billets de banque, dont l'origine remonte au temps de la guerre, et dont on n'a pas toujours su, après l'armistice, réprimer avec vigueur le flot montant, il s'est produit peu à peu sous la pression de la reprise des affaires, une inflation générale de crédit. Elle s'est surtout accusée dans les premiers mois de 1920.

La crise a donc été accentuée dans sa phase d'inflammation, par une forme d'inflation qui, elle aussi, présente des dangers : l'excès de crédit à découvert en banque, des crédits trop faciles au moyen desquels on a travaillé souvent à vide.

La politique de déflation

Déflation monétaire :

On a dit que la crise de 1920 est due à la déflation. Mais il y a deux sortes de déflation très nettes :

a) Il y a d'abord la déflation dans le sens de réduction de la création monétaire par le gouvernement (de billets ou de crédit).

b) Il y a ensuite la déflation de crédit commercial, c'est-à-dire la réduction des avances, des escomptes, des comptes-courants débiteurs des grandes banques.

La création de monnaie nouvelle inflation par le gouvernement a continué tout au cours de l'année 1919. Ce n'est qu'à partir de 1920 que ces appels diminuent très sensiblement. L'inflation d'origine gouvernementale aux Etats-Unis, en Angleterre, en France et en Italie, a continué jusqu'à la fin de 1919. On constate qu'elle s'arrête et même diminue en 1920.

Voici les chiffres pour la France :

En 1918 : le maximum d'émission le 6 novembre ;

30.890 milliards.

En 1919 : le maximum d'émission le 3 décembre :

37.765 milliards.

Donc un accroissement de l'émission de 7 milliards pendant l'année 1919. Les avances à l'Etat augmentent pendant la même année de 8.350 milliards.

En 1920 : le maximum d'émission le 3 novembre :

39.600 milliards.

Les avances à l'Etat s'accroissent de 4.100 milliards. Les augmentations sont plus faibles. Donc, en 1920, stoppage très net de l'inflation gouvernementale.

En 1921 : maximum, 38.800 milliards.

En 1921 : minimum, 36.200 milliards.

Ces chiffres indiquent la marche très nette de l'inflation gouvernementale.

En Angleterre. — Les placements les « investments » des banques ne se sont pas arrêtés.

En 1918 : 297 millions de livres sterling.

En 1919 : 340 millions de livres sterling.

En 1920 : 385 millions de livres sterling.

En Angleterre l'escompte des Bons du Trésor est confondu avec l'escompte commercial.

Aux Etats-Unis. — L'inflation dans ce pays a pris une forme assez spéciale, comme en Angleterre, sous forme de crédits en banque. Systématiquement le Gouvernement fédéral a attribué à l'ensemble des banques affiliées (au système des banques fédérales de réserve) un certain chiffre d'emprunts de guerre à souscrire. Cette souscription a été faite de la manière suivante : d'une part, les banques ont souscrit elles-mêmes, mais dans une plus large mesure, les banques ont fait, d'autre part, des avances aux particuliers; ceux-ci prenant des rentes à 4 et 4 1/2. Les banques faisaient des avances aux mêmes taux, de sorte que les souscriptions d'emprunts se sont traduites par un énorme accroissement des dépôts des particuliers dans les banques. Les banques étaient ainsi chargées des titres qui servaient de garantie aux avances faites aux particuliers.

On a fait intervenir les banques fédérales de réserve. Les banques affiliées pouvaient faire escompter les titres aux banques fédérales de réserve à des taux inférieurs ou égaux aux taux de l'Etat. Pour pouvoir obtenir des avances et de l'argent liquide, les banques déposent les titres aux banques fédérales de réserve. Il en est résulté que ces dernières ont vu grossir dans une mesure énorme la masse des avances ainsi garanties par des titres d'Etat.

Le portefeuille des banques fédérales de réserve passe de 83 millions de dollars au milieu de 1917 à 1.863 milliards en mai 1919. C'est le maximum atteint, soit près de 10 milliards de francs au pair.

A partir de mai 1919, le gouvernement américain rembourse une partie des Bons du Trésor au public et celui-ci rembourse aux banques leurs avances. A partir de mai 1919, on voit diminuer le portefeuille des avances des banques fédérales de réserve.

En résumé, l'inflation gouvernementale a continué jusqu'à la fin 1919 en France et en Angleterre, et jusqu'à mai 1919 aux Etats-Unis.

Or, la crise n'a éclaté qu'à partir de 1920. Donc elle n'est pas due à la déflation gouvernementale.

Déflation de crédit commercial

Seulement à côté de la déflation gouvernementale, il y a eu la déflation de crédit commercial (réduction des crédits commerciaux, crédits à court terme).

Aussitôt l'armistice signé, on voit les crédits commerciaux reprendre brusquement (pendant la guerre les paiements se faisaient au comptant).

Ce phénomène traduit le passage de l'économie de guerre

à l'économie de paix. La traduction de ce fait se trouve dans l'augmentation du portefeuille des avances, des prêts et comptes-courants débiteurs dans tous les pays.

En France, pour les 4 grands établissements de crédit, les chiffres des comptes-courants débiteurs sont :

en novembre 1918.....	1,840 milliard
fin 1919.....	2,500 »
maximum 31 octobre 1920.....	4,116 »

Ils ont à peu près triplé en novembre 1918 à fin octobre 1920; ils étaient stationnaires depuis 1914.

Le total des comptes-courants créditeurs et débiteurs passe de 6,500 milliards à 14 milliards pendant la même période.

Dans les autres banques (15 grandes banques de dépôt) l'essor est encore plus frappant. De fin décembre 1918 à fin décembre 1920, les comptes-courants débiteurs passent de 768 millions à 1,900 milliard. Il y a donc eu un essor brusque des avances.

Aux Etats-Unis. — Le portefeuille commercial des grandes banques passe de 25 milliards à 30 milliards de dollars de fin juin 1919 à fin juin 1920. Il y a donc eu une considérable extension des avances aux particuliers.

En Angleterre : en juin 1918 861 mill. de liv. sterling.

En Angleterre : en juin 1920 1.281 mill. de liv. sterling.

Donc, le fait incontestable est que l'inflation gouvernementale s'arrête, mais par contre, il y a un gros développement des avances par les banques.

C'est cette inflation que les banques fédérales de réserve ont voulu arrêter en élevant le taux de l'escompte.

On peut se demander si la crise n'aurait pas éclaté par le seul fait de l'arrêt de l'inflation gouvernementale. Certaine-

ment, s'il n'y avait pas eu l'essor commercial. Au moment même de l'inflation gouvernementale, il y a eu une énorme inflation de crédit commercial.

*Rôle des pays à étalon d'or
dans le déclanchement de la crise*

Comment se fait-il que ce soient les Etats-Unis qui aient déclanché la crise ? Si les Etats-Unis ont été les premiers à élever le taux de l'escompte, c'est parce que les banques fédérales de réserve sont tenues par leurs statuts d'avoir une réserve or égale à 40 0/0 du montant de la circulation et des dépôts. Les Etats-Unis sont le seul pays à étalon d'or complet.

Au mois de mai 1920, la réserve tombait à 42 0/0 ; elle approchait donc de la limite minimum permise par les statuts. Comme on le voit, l'étalon d'or a continué à régler la situation du crédit dans le monde et ceci malgré sa disparition dans la plupart des pays.

L'argument donné par les banques fédérales de réserve ne peut pas être présenté par les banques européennes, puisqu'elles vivent sous le régime du cours forcé. Leur rôle de surveillance n'en reste pas moins le même. Leur fonction est de surveiller le crédit. Elles ont cependant des indices. Les banques ont des limites maxima d'émission, mais leur rôle est plus difficile. Les banques d'émission ont à démontrer que la situation commerciale est telle qu'il faut enrayer le crédit.

Rôle du crédit dans le mouvement économique

Le crédit est un des éléments premiers du mouvement économique. On ne peut concevoir sans son action l'organi-

sation industrielle et commerciale moderne telle qu'elle est sortie des progrès réalisés dans tous les ordres des sciences depuis environ un siècle.

Il est le point de départ souvent de la création des capitaux, et de ces capitaux, une partie plus ou moins importante va au crédit.

Le crédit n'est pas à lui seul une sorte de talisman, de panacée, dont la vertu magique opère par elle-même. Il faut que la mise en œuvre du crédit soit accompagnée de conditions qui le rendent fécond.

Un chef d'entreprise industrielle, un fabricant de produits doit, après avoir établi, par des appréciations bien étudiées, ses prix de revient et ses prix de vente possibles; ne pas négliger de faire des approximations sérieuses en ce qui regarde ses débouchés. Il n'a pas seulement à s'occuper de ne pas vendre à perte, mais aussi de savoir s'il vendra, s'il aura les débouchés auxquels il lui faut proportionner ses fabrications.

Il importe de plus qu'il sache ce que vaut le crédit de ses acheteurs. En dehors de ces conditions, il ne peut qu'être livré aux hasards des événements, car en négligeant d'établir des prévisions, ce n'est pas de la spéculation au sens économique du mot qu'il fait. D'ailleurs, ce ne devrait pas être la fonction des industriels de se livrer aux opérations de spéculation. Elles sont la fonction de commerçants attachés à cette spécialité, qui exige des connaissances particulières. Puis la division du travail se traduit ici par la division des risques.

Il est à remarquer qu'un peu partout et aux Etats-Unis principalement, industriels et spéculateurs, souvent confondus, ont été à un moment donné lors d'une reprise

fiévreuse des affaires, trop abondamment pourvus de crédit. On sait comment brusquement les maisons de crédit engagées dans cette voie, de l'autre côté de l'Atlantique, ont arrêté les avances à leurs clients et réclamé le remboursement des découverts.

*La politique des banques
et leur rôle dans le déclanchement de la crise.*

Le premier acte de défense est donc venu des banques en général. Il s'est manifesté par une hausse de l'intérêt sous forme de relèvement du taux de l'escompte et du taux des avances sur valeurs. En certains cas même et en ce qui regarde la spéculation, le crédit fut à peu près supprimé, tout au moins pendant un certain nombre de mois. Naturellement, cette hausse se fit sentir aussi dans les autres compartiments du crédit.

De plus, dans les pays que les charges de la guerre écrasent, il a fallu continuer d'emprunter pour équilibrer anormalement les budgets, dont les ressources régulières, les impôts, subissaient l'action dépressive de la crise.

On a attribué, à la baisse des prix, une cause déterminante : l'attitude qu'ont prise, au printemps 1920, les banques vis-à-vis de leurs clients industriels et commerçants. Cela nous conduit à examiner le rôle des banques à propos de la crise.

Il est tout d'abord à noter que l'attitude qu'ont prise les banques, aussi bien aux Etats-Unis, qu'en Angleterre et en France, n'a pas été le résultat d'une sorte d'entente, d'une résolution inspirée par des circonstances fortuites. Cette attitude, on le sait, a consisté, soit à refuser d'étendre les crédits consentis à certains clients, soit à en réclamer le

remboursement. Elle a été dictée partout où on l'a adoptée par un sentiment très réel de prudence. Les banquiers ne sont pas des thaumaturges auxquels on peut demander de ressusciter les affaires mortes et bien mortes, ou d'un geste magique de créer des richesses.

Les banquiers et les chefs de maison de crédit sont, en effet, mieux placés que qui que ce soit pour apprécier le mouvement économique dans son ensemble. Les chefs d'entreprises industrielles et commerciales, dont l'esprit est surtout accaparé par la conduite de leurs affaires, et que ces affaires absorbent et entraînent, ne peuvent pas mesurer avec le même sang-froid que les chefs de maisons de banque les conditions si changeantes en des temps comme ceux-ci, de la vie économique si profondément troublée.

Puis ces chefs de banque n'ont pas qu'un seul client d'une seule industrie, ils réunissent, par suite de nombreux titulaires de comptes-courants, dans leurs maisons, tous les renseignements qui les éclairent sur le mouvement économique général. Aux Etats-Unis, la politique de prudence des banques s'est affirmée un peu vivement parce que là se trouvaient des maisons de spéculation fortement engagées. En Angleterre et en France, la chose s'est passée de façon plus calme.

Il n'y a pas lieu de se plaindre que les banques aient agi ainsi. Elles ont rempli leur rôle d'avertisseur. Leur responsabilité, en ce qui touche aux capitaux qui leur sont confiés, est d'ailleurs une raison dominante pour elles d'ouvrir les yeux et de les faire ouvrir à ceux de leurs clients dont la hardiesse devient manifestement de la témérité.

Les banques aussi, dans tous pays et dans l'intérêt des

finances nationales, n'ont pas ménagé leur aide aux Etats. Elles alimentent les dettes flottantes et viennent directement parfois au secours des services de Trésorerie dans l'embarras. Il était donc de leur devoir de serrer les freins dans la mesure nécessaire.

On ne saurait leur reprocher de l'avoir fait. Il est juste, au contraire, de constater qu'elles ont obéi, en cette circonstance, à la nécessité et à la raison. En Angleterre, on s'est plaint beaucoup à cet égard dans le monde commercial. On a réclamé des avances, mais ces demandes n'ont point eu de succès. En France aussi, l'on a entendu quelques doléances sur ce sujet

Le fait se produit dans toutes les crises et ces doléances ne sauraient étonner, car c'est dans les crises qu'il faut liquider, dispenser le crédit avec une intelligence avertie par la prudence. Ce sont les banques d'émission qui interviennent en pareils cas. Or, actuellement, les banques d'émission subissent une inflation fiduciaire énorme; leur demander de l'accroître dans de fortes proportions et pour des opérations à risques étendus, c'est coopérer à une aggravation de la crise.

Pendant la guerre, on traitait en général les affaires au comptant et l'on n'usait plus de ventes à terme avec tirage par traite sur l'acheteur, mode d'opérer écarté en raison des circonstances. Le retour aux excellentes méthodes de crédit commercial d'avant la guerre s'est déjà manifesté. La marchandise vendue, dont le paiement est à terme, se trouve mobilisée en valeur au moment où la traite est tirée par le créancier sur le débiteur et escomptée par une banque. Aussi cette opération, non seulement constitue du crédit, mais fait entrer la valeur qu'elle représente dans la

circulation. C'est sur cette méthode saine de crédit qu'ont reposé et que reposent les fortes assises de la Banque de France. Son portefeuille commercial, s'il crée dans ce cas un mouvement de sortie de ses billets, crée aussi un mouvement consécutif à leur rentrée. C'est pourquoi la Banque de France, qui par son billet de banque assure cette mobilisation, est une maison précieuse de secours en cas de crise. Il n'y a guère de pays où cette méthode ait été employée aussi généralement qu'en France.

Les banques de réserve aux Etats-Unis ont été établies sur le même principe, le seul vrai, mais de l'autre côté de l'Atlantique on a toujours usé et on use trop encore du paiement par chèque, ce qui donne à toute crise de crédit, en ce pays, une véritable acuité.

II. — CAUSES TENANT A LA PRODUCTION ET A LA CONSOMMATION

Les causes financières et monétaires, si elles ont déclenché la crise, ne sont pas, toutefois, la cause première du mal. Le crédit, élément essentiel de l'organisation de la production moderne, reflète la situation économique d'un pays, mais ne la dirige pas. Aussi, c'est dans les conditions de la production et de la consommation qu'il faut chercher les causes profondes de la crise.

Conditions de la production et de la consommation après l'armistice

Quand les peuples furent sortis de la guerre par la cessation des hostilités, en novembre 1918, le désir, aiguë par les privations et la contrainte, de revivre la vie normale, se fit partout sentir. Après une diète forcée, un

régime étroit de restrictions, on vit se réveiller et s'étendre des besoins longtemps comprimés.

L'appétit de ces organismes sociaux fut trop grand, l'absorption trop rapide et trop forte. L'abus finit par engendrer la crise. Pour des organismes en santé normale, ces accidents se réparent assez vite après une période relativement courte de crise. Ce n'est point ici le cas pour des sociétés affaiblies par la guerre. De ce que l'on avait été sans mesure dans la demande pour la satisfaction immédiate et étendue de besoins dont on ne réprimait pas les exigences, le souci des prix dont le taux s'élevait de plus en plus, sous cette influence, n'apporta pas tout d'abord le frein nécessaire à cette exagération.

Du côté de la consommation, il n'y eut pas, pendant une période de plusieurs mois et malgré les conseils d'économie et de prudence que firent entendre quelques personnes, le sentiment même que cet état de choses ne pouvait se prolonger. Les salaires accrus dans de fortes proportions pendant la guerre, masquaient pour beaucoup, ainsi que les gains énormes réalisés par les fournisseurs de l'Etat, toute la réalité. Il n'y avait du reste, pas de comparaison possible à établir entre ce temps et la période d'années prospères qui suivit la guerre de 1870-1871. A cette dernière époque, on se trouvait en présence d'une situation bien différente. Le conflit ne comprenait que deux pays; les hostilités ne durèrent qu'un peu plus de 7 mois. Les autres pays étaient intacts. La France n'avait pas subi les dévastations dont elle souffre si profondément aujourd'hui. Le pays, dans tous ses organes économiques et financiers, n'avait pas été touché gravement.

La dernière guerre, au contraire, a été un cataclysme

général. Et lorsque l'armistice fut signé et que l'on commença à se remettre au travail, les Gouvernements favorisèrent le mouvement de consommation qui provoquait un accroissement de production énorme, par des largesses, par les allocations et le gaspillage. On avait la confiance mystique, qu'en cas de difficultés, l'Allemagne paierait tout. Il semblait que les organismes sociaux n'eussent plus qu'à assouvir leurs besoins sous l'empire de l'instinct en abandonnant tout recours à la raison.

Du côté de la production, même défaut, en général, de perspicacité et de prévision. Malheureusement, pendant la guerre, la notion du prix de revient s'était perdue en présence des prix de plus en plus élevés que payait, sans résister l'Etat à ses fournisseurs. Le frein automatique de la concurrence ne pouvait plus jouer. Il en fut de même après la guerre : les hauts prix n'effrayaient ni les salariés qui touchaient de gros salaires, ni ceux que la crise avait rapidement enrichis.

Mais le moment vint où cette fièvre devait produire un abattement général. Les consommateurs essouffés de monter la voie ascendante des hauts prix, après la première poussée de leurs besoins satisfaite et lorsque furent réparés, pour les objets nécessaires à leur vie, les vides faits par la guerre, diminuèrent leurs demandes. Les débouchés, non seulement intérieurs, mais extérieurs, se réduisirent presque brusquement dans de fortes proportions. Comme cela s'explique aisément, les pays industriels auxquels la guerre n'avait pu porter des coups directs par l'invasion, comme les Etats-Unis et l'Angleterre, sentirent les premiers, et avec le plus d'intensité, les effets de la crise. Ils avaient pu garder les éléments vitaux de leur puissance produc-

tive et ils en ont abusé en se faisant un programme de production de beaucoup plus étendu que ne comportaient et leurs propres marchés et les autres marchés du monde. Le chômage, dont l'importance est constatée dans ces deux pays, indique l'étendue des erreurs de prévision qu'ont commises leurs chefs d'industrie. On n'a pas été aussi loin en France parce que ses moyens ne le lui permettaient pas. De plus, la France est un pays où les forces productives sont harmonieusement équilibrées et qui dépend, pour son existence, moins que les Etats-Unis et l'Angleterre, de ses exportations à l'étranger.

Erreur des producteurs sur l'importance des débouchés

La crise de 1920 offre les caractères d'une crise de convalescence. A la suite de la cruelle maladie dont toutes les nations ont souffert, et en particulier les belligérants, est survenu un besoin intense de retour à la vie, de restauration des forces économiques. Sous l'incitation de cet appétit et, dans la hâte à le satisfaire, des imprudences, explicables tout au moins dans une certaine mesure, ont été commises. A cela s'est ajouté un excès d'optimisme sur l'importance des débouchés. On a été porté à les considérer comme indéfinis, en raison de la compression des besoins de toutes sortes pendant la guerre. Ce que l'on pourrait appeler des intempérances de production se sont produites, des stocks en vue d'écoulement avantageux ont été constitués. Il y a eu une sorte de poussée irrésistible vers une intensité de production toujours accrue et conseillée en raison de la nécessité de reconstituer des richesses détruites par la guerre.

L'observation des faits permet ainsi de dire que le point

de départ de la crise est l'erreur commise par les chefs d'entreprises dans les pays industriels sur la continuation possible de l'écoulement, de la vente de produits, dont ils fabriquaient, sans mesure, d'énormes quantités. A côté, les banques, comme nous l'avons dit, ont aidé avec plus ou moins d'imprudence à ce mouvement d'inflation de marchandises, issu, pour une part, d'une inflation de crédit.

Donc l'une des causes de la crise est la suivante : *une opinion quelque peu optimiste sur l'étendue et la permanence des débouchés.*

On a, dans certaines industries, assurément cru à une consommation maintenue, et peut-être croissante, de certains produits. La question des débouchés est l'une des plus importantes pour les industries qui étendent considérablement leur fabrication et y consacrent des capitaux de plus en plus importants. Un gros outillage, et qui revient en temps de cherté à des prix élevés, ne se comprend que s'il travaille, car le chômage des ouvriers, a pour résultat le chômage du matériel.

Réduction de la consommation

Certains industriels du Nord confiaient aux journalistes qui les interviewaient, leur opinion sur les causes artificielles, à leur avis, de la crise : une campagne de journaux provoquée maladroitement par le Gouvernement sur le thème d'une vague de baisse, ayant engagé le consommateur à s'abstenir de faire des achats. Et ainsi les stocks s'étaient accumulés chez le fabricant et les ventes ralenties chez le détaillant. Explication simpliste qui ne résiste pas à l'examen des caractères généraux de la crise.

Le phénomène n'est pas particulier à la France. La baisse des prix a son point de départ dans des événements inter-

nationaux. Elle a, comme nous l'avons vu, ses origines en Extrême-Orient.

La recherche des causes met en valeur la légèreté de l'affirmation des industriels qui attribuaient à la volonté du Gouvernement la baisse des prix et la restriction du consommateur.

Arrêt de la demande

L'engorgement des marchandises chez le détaillant est dû à l'obstention de la part de l'acheteur. Mais à quels mobiles obéit ce dernier ? Voilà un point qu'il importe d'élucider. L'absence d'acheteurs provient-elle de l'absence des besoins ou de la hausse des prix ?

Quant à l'absence de besoins, on ne peut admettre cette cause comme efficace en présence du développement continu des consommations. Qu'il n'y ait une production excessive eu égard aux besoins, cela est évident ; les destructions causées par la guerre sont loin d'être réparées, les maisons manquent dans toutes les villes pour la population, les stocks du commerce et de l'industrie, les approvisionnements privés sont loin d'être revenus au niveau d'avant guerre.

Ce qui arrête les acheteurs, ce qui les limite, ce sont les prix et non l'absence des besoins. Quand les prix se sont élevés pendant une série d'années, vient un moment où, dans le commerce de gros, les échanges deviennent difficiles ;

La mévente des marchandises est donc due à la tactique des acheteurs, qui trouveraient les prix trop élevés et se retireraient du marché.

Il faut classer les acheteurs dans deux groupes, d'une part l'Etat, de l'autre la classe des consommateurs.

L'Etat consommateur

L'Etat a été le plus important des clients de l'industrie et du commerce pendant toute la guerre et au cours des mois qui suivirent l'armistice. Il fut surtout l'acheteur le moins âpre à discuter le prix des objets et des matières qu'il devait acquérir de toute nécessité. Grâce à ses offres combinées avec les insuffisances de la production matérielle, aussi bien agricole qu'industrielle, le fabricant, le négociant en gros, s'habituaient à rejeter sur le consommateur les augmentations du coût de production. Il semble bien que dans le feu d'une production intense, trop d'entreprises n'aient pas gardé la notion du prix de revient, ou ont produit, dans certains cas, à tout prix, en payant, sans résistance, les matières et les salaires à des prix de plus en plus élevés, sans toujours se demander où finirait cette course à la hausse.

Telles furent les causes qui provoquèrent et développèrent les habitudes de vente à n'importe quel prix. Le producteur trompé par la facilité avec laquelle il pouvait écouler ses marchandises, développa ses installations, acquit des stocks en période de hausse. Il obtint le concours des banques qui se jugèrent garanties par la valeur des approvisionnements et du matériel. Mais voici qu'au cours de l'année 1920 l'Etat restreint ses achats. Il ne peut plus jouer le rôle du fils prodigue de l'économie nationale. Les régions du Nord et de l'Est, après avoir reçu des avances de l'Etat pour faire œuvre de reconstitution, sont soumises à un régime de restrictions au cours de l'année 1920. La

France ne pouvait plus jouer le rôle de banquier de l'Allemagne qu'avec le concours du crédit de la nation. Et les facultés de prêts ont des limites d'autant plus étroites que l'industrie et le commerce sont moins actifs.

Action des consommateurs

Comme la hausse vers les hauts prix continuait, les consommateurs furent conduits à restreindre leurs dépenses. *La cause économique profonde de la crise a résulté sur le marché général d'une restriction des demandes des produits.*

Les acheteurs se sont donc défendus, presque automatiquement, contre une réplétion qu'ils ne pouvaient plus supporter.

Mais par acheteurs, faut-il entendre les acheteurs de gros ou ceux de détail ?

On croit souvent que c'est l'attitude de ces derniers, se refusant à suivre la hausse des prix, qui a amené la crise actuelle. Certes, il y a une part de vérité dans cette assertion. On peut citer les ligues de consommateurs de détail aux Etats-Unis ayant obtenu un certain succès. Mais la crise est surtout venue de l'épuisement des moyens d'acquisition des acheteurs de gros, dont beaucoup étaient des spéculateurs mis à mal par la hausse des reports et la réduction des crédits.

Effets des impôts sur le pouvoir d'achat des consommateurs

L'augmentation des charges fiscales, par les lois de juin et juillet 1920, atteint des taux qui réduisirent les facultés contributives de chacun. Les impôts indirects sont une

cause très agissante du renchérissement des prix, et le contribuable est appauvri et condamné à des conditions de vie plus lourdes que par le passé.

La limite de la capacité fiscale a été atteinte; les impôts ont empêché les capitaux de se réformer. La lourdeur des impôts, en arrêtant le pouvoir d'achat des individus, devait contribuer à provoquer la crise actuelle. Les restrictions du consommateur n'apparaissent point comme le résultat d'un acte de volonté libre. Certes, le facteur psychologique a joué un rôle actif; il a hâté et généralisé l'attitude d'expectative de l'acheteur.

La crise est donc venue, non pas parce que les acheteurs, ayant encore des disponibilités, se sont refusés à acheter, mais parce que n'ayant plus de disponibilités, ils ont cessé de pouvoir acheter.

En résumé, la crise a donc pour causes premières un accroissement excessif de la production et une diminution générale, en tous pays, de la consommation, laquelle a elle-même pour cause les hauts prix et l'épuisement du pouvoir d'achat des consommateurs pris en général.

CHAPITRE X

CONDITIONS NÉCESSAIRES AU RÉTABLISSEMENT NORMAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE : REMÈDES

La crise a des causes multiples et trop profondes pour que l'on puisse y apporter un remède prompt et décisif. Il faut une convalescence d'une certaine durée pour permettre le retour des sociétés à l'état normal économique.

Il n'y a pas de remèdes soudains pour le mal dont souffre l'Europe entière; d'ailleurs le remède est plus facile à formuler qu'à mettre en pratique.

Les problèmes économiques et financiers soulevés par la guerre se résument en peu de mots : comment rendre à l'organisme économique son élasticité, sa capacité de production et d'épargne afin de reconstituer les capitaux consommés improductivement depuis l'explosion de la guerre ? Comment rétablir les finances publiques, assainir la monnaie, abaisser le prix de revient des marchandises et des services ?

Dans tous les pays on s'efforce à rechercher les moyens de diminuer la durée de la phase de dépression d'une crise dont la phase originelle explique la gravité.

Les esprits sages ont conseillé des remèdes normaux : le retour à la liberté commerciale, l'économie des dépenses publiques, la diminution de l'inflation fiduciaire, tout au moins, la résolution de ne pas l'aggraver; enfin la compression des éléments des prix de revient, principe dont les

chefs d'industrie semblaient avoir perdu la notion, état d'esprit auquel les pouvoirs publics ont fortement contribué en payant les fournitures de guerre au prix qu'on leur faisait.

On peut se demander si des indices permettent d'espérer la fin de cette phase de dépression. C'est un point intéressant pour tous les pays, mais en particulier pour ceux dont la situation de leurs finances publiques est grave. Celles-ci sont en effet fonction étroite, en cette circonstance, de la prospérité économique d'un pays. On s'en aperçoit en France où on n'arrive pas à équilibrer le budget ordinaire de 1923 avec les ressources normales de l'impôt. La crise est certainement la cause première de cet état de choses.

Y a-t-il quelques indices qui permettent de croire à une tendance vers une situation plus normale ? On pourrait l'espérer, si certains obstacles, comme les fautes des Gouvernements, les exigences des intérêts égoïstes et la crainte de voir recourir à des panacées funestes (comme l'inflation et le protectionnisme) ne s'accumulaient pour entraver une convalescence déjà longue.

Meilleure gestion des finances publiques

Diminution de l'inflation

La condition de mieux diriger les finances publiques semble, pour certains pays, l'une des plus difficiles à réaliser. L'espoir de voir suivre une politique financière vraiment efficace laisse beaucoup de personnes sceptiques. On demeure sous l'impression mauvaise des erreurs persistantes où l'on s'est embourbé.

En France, les finances publiques présentent une situation grave. Des fautes et des erreurs ont été commises qui,

moins que partout ailleurs, auraient dû l'être en présence des charges léguées par la guerre et qu'avec la meilleure disposition à l'optimisme on devait bien considérer comme ne devant pas être entièrement couvertes par l'Allemagne.

Cette situation influe sur la situation économique générale du pays, en ce que l'Etat est obligé de faire appel au crédit public dans des proportions de plus en plus grandes.

La dépression du change est considérée comme une cause du bouleversement économique, alors que le change est une résultante ; il traduit une situation mais ne la crée pas. Le change est un reflet, non une cause agissante.

Révision du système monétaire

La révision du système monétaire constitue une première étape en vue d'améliorer la situation économique défavorable.

Le système actuel permet l'émission, sans restrictions, de papier-monnaie, c'est-à-dire que l'Etat exerce, de ce chef, le pouvoir illimité d'émettre des billets. Toute personne dont les dépenses dépassent largement les revenus et qui emprunte à ses banquiers pour solder ses comptes, ronge son capital d'abord, et si elle continue dans cette voie, s'achemine fatalement vers la faillite. Si les banquiers refusent à temps de lui faire crédit, ladite personne devra vivre de ses propres ressources, c'est-à-dire se passer d'une quantité de choses qu'elle désire mais que ses revenus ne lui permettent pas de se procurer. Un tel renoncement devrait produire sur elle l'effet salutaire d'intensifier son effort, et par suite de consolider sa prospérité. Or, cette situation est, en somme, celle dans laquelle se trouve la

France, et il est évident qu'il convient de limiter les dépenses nationales au revenu, sinon les conséquences seraient graves.

Un budget sans équilibre, c'est une nation sans crédit, c'est une monnaie sans stabilité, c'est la vie chère en permanence, c'est la faillite en perspective.

En somme, il importe de vivre selon ses moyens. Pour cela, le Gouvernement doit cesser de contracter de nouveaux emprunts, en couvrant ses dépenses par l'impôt. Il doit aussi songer sérieusement aux mesures à prendre pour l'amortissement de la dette nationale.

Bonne direction de la politique économique

A côté d'une meilleure gestion des finances publiques nécessaire en tous pays, il faut placer la bonne direction de la politique économique. Contradiction singulière, on proclame partout à la suite des expériences d'étatisme provoquées par la guerre, qu'il faut supprimer les restrictions, en revenir à la liberté du commerce, seul moyen d'amener un abaissement des prix et partout, en Amérique, comme en Angleterre et en France, on voit se préparer et se réaliser des projets qui ont pour but précisément, d'aggraver les mesures prises antérieurement.

Bonne politique douanière

La crise a été, en effet, aggravée par la politique douanière restrictive inspirée et imposée aux Gouvernements par des intérêts égoïstes. Elle exerce partout ses ravages à l'heure actuelle. On sait la faute que commet, à ce sujet, le Gouvernement des Etats-Unis. Le parti républicain, au pouvoir, en ce moment, a renforcé les tarifs de douane.

Pourtant les Etats-Unis, pour développer leur production économique, doivent pouvoir étendre leurs exportations et rien n'est plus contraire à cette extension qu'une politique protectionniste outrancière.

L'Angleterre, elle-même, n'est pas tout à fait à l'abri de cette réaction funeste à la reprise des affaires et au retour à une activité économique que tout le monde appelle à grands cris.

C'est un spectacle déconcertant que de voir des nations qui réclament la paix universelle, le rapprochement des peuples, l'application des principes de solidarité, se claquer derrière des droits de douane exagérés et s'isoler les unes les autres. Voilà une des causes les plus profondes et les plus vraies de la prolongation de la crise. Il est certain que passer sans transition du protectionnisme outrancier à l'application complète, absolue de la liberté du commerce international, serait une politique dangereuse par trop de côtés. Mais il est des ajustements que permettent les traités de commerce établis sur des bases répondant aux intérêts généraux du pays, et ne sacrifiant pas certaines industries à d'autres mieux placées ou plus puissantes pour influencer sur la fixation des tarifs.

Solution du problème des réparations

La reconstitution des régions dévastées, en particulier du nord de la France, est une question qui intéresse toute l'Europe; elle est de première importance pour le rétablissement de l'équilibre économique de l'Europe et le retour des conditions commerciales normales.

Ouverture du marché russe

Il est bien certain que le marché russe est fermé et qu'il en résulte une perte de débouchés pour les pays qui étaient ses principaux fournisseurs.

La reprise des relations commerciales avec la Russie est aussi indispensable au relèvement de l'Europe. Ce grand pays, avec ses immenses richesses agricoles et minérales, serait le fournisseur de produits alimentaires et de matières premières, et un débouché appréciable pour l'industrie de l'Europe occidentale.

Conclusion

Que conclure de cette vue d'ensemble en ce qui regarde la fin de cette trop longue phase de la crise marquée par l'atonie des affaires ?

Tout d'abord, il saute aux yeux que la réadaptation à des conditions normales ne peut se faire du jour au lendemain. Pour y parvenir, des efforts continus sont nécessaires, et de la part des Gouvernements et de la part des chefs d'entreprises.

De ces diverses considérations, il résulte que les moyens normaux de sortir de la crise sont : de mieux gérer les finances publiques, de suivre une politique douanière qui ne mette pas d'entraves au commerce extérieur, et pour les milieux industriels et commerciaux de mieux comprendre les leçons qu'a données la guerre.

Les deux grands problèmes actuels de la politique internationale, les réparations et la Russie, sont un obstacle qui entrave la reprise des affaires. Les résoudre, c'est faire

un grand pas vers la reconstruction et la pacification de l'Europe.

Comme l'a très bien dit un homme d'état anglais : « L'Europe ne peut devenir prospère tant que la paix n'est pas rétablie. On ne peut faire de la bonne besogne ni rétablir la cité avec une truelle dans une main et un sabre de l'autre, il faut les deux mains libres ».

Vu : *Le Doyen,*
BERTHELEMY.

Le Président,
G. MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

Aftalion (Albert). — Les crises périodiques de surproduction.

Bonniatian (Mentor). — Les crises économiques.

Juglar (Clément). — Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis.

Lescure (Jean). — Des crises générales et périodiques de surproduction.

Lescure (Jean). — La baisse des prix et ses problèmes 1921.

Gide (Charles). — Cours d'économie politique.

Perreau (Camille). — Cours d'économie politique.

Allix (Edgard). — Les différents systèmes d'organisation de la production. — Cours de Doctorat, année 1921-22.

Rist (Charles). — La révolution monétaire internationale et ses conséquences sociales. Cours de Doctorat : année 1921-22.

Théry (Edmond). — Conséquences économiques de la guerre pour la France.

Germain-Martin. — La crise de 1920 (Conférence faite à la Société d'Economie Politique).

Economiste Français.

Economiste Européen.

La Revue d'Economie Politique.

Bulletin de la statistique générale de la France.

Bulletin du Ministère du Travail.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	5
--------------------	---

Première Partie

Des crises en général

CHAPITRE I^{er}

Généralités	9
Définition, classification, périodicité des crises	10

CHAPITRE II

Brève esquisse des crises économiques depuis le début du XIX ^e siècle	18
Crises de 1810, de 1815-18	18
Crise générale de 1825	19
Crises de 1836-39, de 1847	20
Crise mondiale de 1857	21
Crise de 1866	21
Les crises après 1870 :	
Crises de 1873, de 1882-84, de 1890-93, de 1900, de 1907, de 1920	22

CHAPITRE III

Description d'une crise :	
a) Période d'essor	27
b) — de crise et de dépression	30

Deuxième partie

La crise économique de 1920

CHAPITRE IV

La crise en Extrême-Orient et aux Etats-Unis :	
a) Crise au Japon et en Chine	36
b) — aux Etats-Unis	41

1 ^o Essor	41
2 ^o Crise et dépression	44

CHAPITRE V

La crise de 1920 en France	53
----------------------------------	----

Période d'essor

Tableau succinct des mouvements des prix pendant la guerre	54
Situation après l'armistice.— Baisse des prix.	55
Le « Boom » de 1919-1920	57
Emissions et augmentations de capital dans les entreprises industrielles et les banques	59
Portefeuille commercial. — Compensations	63
Spéculation en Bourse	64
Le Commerce extérieur en 1919-1920	65
Hausse des Changes	67
Hausse des prix. — Mesures gouvernementales pour combattre la « vie chère »	68
Situation de l'industrie pendant la période d'essor.	
Exemple : Industrie de la soie	72
Situation du commerce et de l'industrie au début de 1920	74

CHAPITRE VI

Période de crise et de dépression

Déclenchement de la crise vers le mois de juin 1920	77
1 ^o Mouvement des prix et des salaires	80
A. Mouvement des prix depuis la guerre	80
B. Mouvement des salaires	91
1 ^{re} période (1915-fin 1920). Hausse des salaires...	91
2 ^e — (à partir de fin 1920). Baisse des salaires	93
a) Variations intervenues sans grève	94
b) Variations à la suite de grèves	97
c) Dividendes distribués par quelques sociétés industrielles	98
2 ^o Diminution de l'activité économique	100
Situation du commerce et de l'industrie pendant l'automne 1920, quelques mois après le déclenchement de la crise :	
Industries textiles	100
Cuir et peaux	103
Métallurgie. — Travail des métaux ordinaires	105

Industries chimiques.....	106
Caoutchouc, papier, carton	108
Commerce divers	108
<i>Situation du commerce et de l'industrie en 1921 :</i>	
Production métallurgique en 1921	114
Tonnage des marchandises manutentionnées dans les ports maritimes en 1921. Le Havre-Rouen	115
<i>Situation économique en 1922 :</i>	
Rapport de la Banque de France.....	117

CHAPITRE VII

Quelques indices économiques sur la crise de 1920

Les valeurs mobilières et la crise de 1920	124
Cours des valeurs mobilières. — Prix des marchandises Changes sur New-York.....	126
<i>Indices financiers :</i>	
Indices bancaires classiques : taux de l'escompte. — Portefeuille de la Banque de France. — Montant des effets de commerce timbrés	128
Principaux comptes des grandes sociétés de crédit.....	133
<i>Indices des transactions commerciales :</i>	
Volume du commerce extérieur.....	136
<i>Indices de la production industrielle :</i>	
Production sidérurgique : fonte, acier.....	137
Consommation de houille.....	138
<i>Activité de la main-d'œuvre :</i>	
Placements et chômages.....	141
<i>Comparaison des mouvements des divers indices :</i>	

Troisième Partie

Des causes et remèdes

CHAPITRE VIII

Causes des crises générales de surproduction

Différentes doctrines.....	148
I. Théories expliquant les crises par des phénomènes de circulation :	
1 ^o Excès d'émission de billets de banque.....	149

2 ^o Théories fondant les crises sur de simples rapports monétaires et de crédit.....	150
II. Théories expliquant les crises par des phénomènes de production, de consommation et de répartition :	
A. <i>Théories inorganiques</i> :	
1 ^o Crise de sous-production.....	153
2 ^o Théorie de Stanley Jevons	153
3 ^o Crise de surconsommation.....	154
B. <i>Théories organiques</i> :	
1 ^o Théorie collectiviste de la sous-consommation...	155
2 ^o Théorie des variations du taux de profit.....	157
3 ^o Théorie expliquant le processus rythmique de la production par les mouvements de l'épargne.....	158
4 ^o Théorie de la longueur du procès de production capitaliste	158
Appréciation de ces différentes théories.....	159

CHAPITRE IX

Causes de la crise de 1920

I. <i>Causes monétaires et financières</i> :	
La Politique de déflation.....	162
a) Déflation monétaire	162
b) — de crédit commercial	164
Rôle des pays à étalon or dans le déclenchement de la crise	166
Rôle du crédit dans le mouvement économique.....	166
La politique des banques et leur rôle dans le déclanche- ment de la crise.....	168
II. <i>Causes tenant à la production et à la consommation</i> :	
Conditions de la production et de la consommation après l'armistice	171
Erreur des producteurs sur l'importance des débouchés	174
Réduction de la consommation : Arrêt de la demande...	175
a) L'Etat consommateur.....	177
b) L'action des consommateurs.....	178
Effets des impôts sur le pouvoir d'achat des consom- mateurs	178

CHAPITRE X

Remèdes

Conditions nécessaires au rétablissement normal du commerce et de l'industrie.....	180
---	-----

Meilleure gestion des finances publiques.....	181
Diminution de l'inflation.....	181
Revision du système monétaire.....	182
Bonne direction de la politique économique : Bonne politique douanière.....	183
Solution du problème des réparations.....	184
Ouverture du marché russe.....	185
Conclusion	185
Bibliographie	187
